

Centre de recherche en droit public

Faculté de droit
Université de Montréal



CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC
(CRDP)

RAPPORT ANNUEL
2000-2001
(du 1^{er} juin 2000 au 31 mai 2001)

C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3J7

Téléphone : (514) 343-7533
Télécopieur : (514) 343-7508
Adresse électronique : infoCRDP@droit.umontreal.ca
Site Web: <http://www.crdp.umontreal.ca>

Mot du directeur

Le CRDP a connu une excellente année 2000-2001, comme en témoignent les faits relatés et les données fournies dans les pages qui suivent. Sur le plan des personnes, deux chercheurs ont été appelés à assumer de hautes fonctions dans l'administration de la Faculté. Jacques Frémont est devenu doyen et Ysolde Gendreau, secrétaire de la Faculté de droit, les deux à compter du 1^{er} juin 2000. Si ces nouvelles fonctions les rendent moins disponibles pour la recherche, elles assurent en revanche une bonne représentation des intérêts du Centre dans la gouvernance de la Faculté. Une reconnaissance analogue est intervenue pour le soussigné, lorsque l'Université de Montréal lui a demandé d'occuper, de janvier 2001 à septembre 2001 et tout en continuant à assumer la direction du Centre, la Chaire Jean Monnet en études européennes, dont le titulaire venait de partir en préretraite.

Le Centre a accueilli deux nouvelles chercheuses en son sein, soit Denise Avard et France Houle. Denise Avard vient renforcer les forces vives du projet HumGen, dans l'axe *Droit des technologies de la vie et de la santé* et France Houle se joint aux chercheurs de l'axe *Théorie du droit et du changement social*, où elle étudiera des questions d'actualité en droit administratif. Le Centre est très fier de compter, parmi ses chercheurs, celle qui a obtenu, dans le cadre du programme fédéral des chaires d'excellence, la première chaire de recherche du Canada en droit et médecine. Il s'agit de Bartha Maria Knoppers, qui dirige l'équipe HumGen. Le Centre a renouvelé une entente de collaboration avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec, qui permet à Michel Coutu, responsable de la recherche juridique à la Commission, de consacrer une partie de son temps à la recherche au CRDP, plus précisément dans des projets conjoints en théorie du droit avec Guy Rocher.

Grâce à l'appui du vice-recteur à la recherche, M. Alain Caillé, et aux efforts consentis par les chercheurs, le CRDP a pu liquider complètement le déficit qui s'était accumulé au cours des années précédentes et se remettre résolument en mode de croissance. Le financement provenant des subventions et des contrats a progressé de 2 310 000\$ en 1999-2000 à 2 607 860\$ en 2000-2001, une augmentation d'environ 25%. La part des contrats se maintient cette année encore à environ la moitié de la somme globale. Les deux axes technologiques continuent d'attirer beaucoup d'intérêt auprès des organismes externes qui financent la recherche ou commanditent des études. Le relevé des projets dans ses axes fait état d'une vingtaine de projets dans chaque cas. Ces succès ne manquent pas de nous poser des problèmes de locaux pour héberger les équipes sans cesse grandissantes réunies pour ces recherches. Ce n'est là cependant que la rançon d'une réussite que nous avons appelée de nos vœux et qui nous positionne comme premier centre de recherche en droit au Canada.

Ces développements sont éminemment prometteurs alors que le Centre se prépare à célébrer son 40^e anniversaire en 2002.

Ejan Mackaay

SECTION 1 **APERÇU DU CENTRE**

1. Historique

Aîné des centres de recherche de l'Université de Montréal, le Centre de recherche en droit public a été fondé en 1961 sous le nom d'Institut de recherche en droit public. Rattaché à la Faculté de droit, il eut pour mission, dès son origine, de «favoriser et d'organiser la recherche en droit public, plus particulièrement en droit constitutionnel et administratif». Cette fondation répondait alors aux souhaits de la Faculté de droit et à un vœu exprimé par le ministre de la Jeunesse de l'époque, l'honorable Paul Gérin-Lajoie.

C'est en 1971 que l'organisme prit le nom de Centre de recherche en droit public (CRDP). Le Centre apporte une contribution importante à l'organisation systématique, à la divulgation et à la critique positive du droit public québécois et canadien, en tenant compte de plus en plus de la dimension socio-politique et du caractère interdisciplinaire qu'a pris la recherche juridique depuis quelques années.

Aujourd'hui, les travaux au Centre de recherche en droit public portent sur le droit de la santé et des nouvelles technologies de la vie, le droit de l'information et de l'informatique, la théorie du droit, l'économie et la sociologie du droit, l'informatique juridique, de même que le droit constitutionnel et le droit administratif.

Le CRDP est reconnu par la communauté scientifique internationale comme un lieu incontournable tant dans le secteur du droit de la biotechnologie que de ceux des nouvelles technologies de l'information et de la théorie du droit. Il s'agit d'un des rares lieux dans le domaine juridique où des recherches à caractère interdisciplinaire sont menées par des chercheurs et des équipes elles-mêmes transdisciplinaires.

2. Activités

Orientation globale Production et action du droit à travers le développement technologique et le changement social.

Axes

- Droit des technologies de la vie et de la santé
- Droit et technologies de l'information et des communications
- Théories du droit et du changement social

L'orientation scientifique des recherches au Centre est bien résumée par le titre «Production et action du droit à travers le développement technologique et le changement social». Elle englobe les trois axes présents depuis quelques années, soit celui du Droit des technologies de la vie et de la santé, celui du Droit des technologies de l'information/communications ainsi que celui des Théories du droit et du changement social. Le Centre cherche à stimuler l'intégration des axes de recherche par des recherches conjointes jumelant des éléments des axes technologiques avec des théories développées dans le cadre de l'axe de la théorie.

Axe 1 ➤ *Droit des technologies de la vie et de la santé*

Le Centre de recherche en droit public est un pionnier dans le domaine du droit de la santé. Ses travaux ont donné lieu à plusieurs publications et lui ont permis d'acquérir une importante expertise dans ce secteur. L'angle d'approche s'élargit constamment et recouvre maintenant le droit des établissements de santé, le droit pharmaceutique, le droit des nouvelles technologies et des biotechnologies, le droit de la biodiversité et de l'environnement ainsi que plusieurs approches multidisciplinaires fournies notamment par la sociologie et l'éthique.

Axe 2 ➤ *Droit et technologies de l'information et des communications*

Il existe au Centre de recherche en droit public, depuis le début des années '70, une équipe se consacrant à l'étude du droit des communications. D'abord vouée aux aspects constitutionnels du droit relatif à la communication, l'équipe a développé des travaux s'intéressant aux aspects fondamentaux et aux techniques particulières d'élaboration des normes dans le domaine de l'information et la communication. Le droit des nouveaux environnements électroniques et en particulier du cyberspace est au coeur des travaux menés dans ce domaine au Centre. Le CRDP compte aussi dans ses rangs une équipe multidisciplinaire travaillant sur les systèmes documentaires juridiques. Il s'agit d'une des toutes premières équipes au monde dans ce secteur. Les travaux menés au sein de cet axe de recherche donnent lieu à d'importantes réflexions au plan de la théorie du droit.

Axe 3 ➤ *Théories du droit et du changement social*

Point d'ancrage de tous les travaux du CRDP, l'axe de recherche sur les théories du droit regroupe des projets juridiques et sociologiques portant sur les droits fondamentaux, sur les rapports entre le droit et la société et sur les normativités nouvelles. Il s'agit d'un secteur théorique propice à la réflexion sur les fondements et les valeurs des systèmes normatifs.

3. Conseil de direction du CRDP (2000-2001)

Les membres sont nommés pour représenter les milieux intéressés par la recherche en droit public. Ils peuvent notamment appartenir à la magistrature, aux professions juridiques, à la fonction publique, au corps professoral d'une autre faculté ou université ou à l'entreprise privée.

Président☐ René HURTUBISE, Juge, Cour supérieure du Québec

Membres☐ Michel BOUCHARD, Sous-ministre, Ministère de la Justice, Québec
 Stephen CLARKSON, Professeur, University College, University of Toronto
 Mario DION, Sous-ministre délégué, Ministère de la Justice, Canada
 Francis FOX, Président du conseil, Roger Télécommunications Québec inc.
 Marc GOLD, Maxwell, Cumming & Sons
 Louis LAGASSÉ, Lagassé Lachance Beaupré Poisson
 Guy LORD, Vice-président senior, Affaires corporatives, Biochem Pharma Inc.
 Jean-K. SAMSON, Président, Office des professions du Québec
 Anne-Marie TRAHAN, Juge, Cour supérieure du Québec

Membres d'office☐ Alain CAILLÉ, Vice-recteur à la recherche, Université de Montréal
 Jacques FRÉMONT, Doyen, Faculté de droit, Université de Montréal
 Ejan MACKAAY, Directeur, CRDP, Université de Montréal

4. Personnel scientifique du CRDP

a) Chercheurs

AVARD Denise Chercheuse adjointe	M.A. U. d'Ottawa; Ph.D. Cambridge U.	Politiques sociales, Éthique en génétique ☐ Épidémiologie, Dépistage génétique
BENYEKHFLEF Karim Professeur agrégé	Ph.D., LL.M U. de Montréal	Droit international, Droit de l'information ☐ Commerce électronique, Vie privée, Arbitrage et médiation en ligne
FRÉMONT Jacques Professeur titulaire	LL.M. York U.	Droit constitutionnel et administratif, Coopération internationale ☐Gouvernance et démocratie, Formalisation du droit
GENDREAU Ysolde Professeure agrégée	LL.M. McGill U.; Doc. U. Paris II	Droit de la propriété intellectuelle ☐Droit d'auteur, Droit comparé, Évolution des normes
HOULE France Professeure adjointe	LL.D. U. de Montréal	Droit administratif, Théorie du droit ☐Théorie des actes réglementaires et des règles administratives, Droit des réfugiés
KNOPPERS Bartha Maria Professeure titulaire	Ph.D. U. de Paris I; LL.M. Cambridge U. Trinity College; LL.B./BCL McGill U.	Droit des personnes, Génétique, Droit comparé ☐ Bioéthique, Commercialisation, Propriété intellectuelle, Biotechnologies
LAJOIE Andrée Professeure titulaire	M.A. Oxford; LL.L. U. de Montréal	Droit constitutionnel, Théorie du droit ☐Droit des Autochtones, Droit de la santé, Droit de l'enseignement supérieur
LEROUX Thérèse Professeure agrégée	Ph.D. U. Laval	Droit de la santé, Droit associé aux biotechnologies ☐Droits fondamentaux de la personne, Droit pharmaceutique, Droit de l'environnement, Éthique
MACKAAY Ejan Professeur titulaire	LL.D. U. Amsterdam, Pays-Bas; LL.M. U. of Toronto; LL.M. U. Amsterdam	Droit civil, Théorie du droit, Droit des nouvelles technologies ☐Analyse économique du droit, Propriété intellectuelle
MOLINARI Patrick A. Professeur titulaire	LL.M. U. de Montréal	Droit de la santé et des systèmes de santé ☐Droit administratif, Droit de la personne
NOREAU Pierre Professeur agrégé	LL.B. U. Laval; M.Sc. Sci. pol. U. de Montréal; Doctorat Sc. Pol. IEP de Paris	Sociologie, Science politique ☐Mobilisation politique du droit, Médiation familiale, Justice communautaire, Théorie du droit
POULIN Daniel Professeur agrégé	LL.M., M. Sc., U. de Montréal; Ms. Sc. Informatique, U. de Montréal	Informatique et droit ☐Stockage, repêchage et extraction de l'information, Normalisation, Gestion, traitement et diffusion de l'information juridique, Droit et cyberspace
ROCHER Guy Professeur titulaire	Ph.D. Harvard U.; M.A. Socio. U. Laval	Sociologie du droit, Sociologie de la santé ☐Théorie sociologique, Sociologie de l'éthique, Théorie du droit
TRUDEL Pierre Professeur titulaire	LL.M. U. de Montréal	Droit des communications -de l'internet -du cyberspace -de l'audiovisuel, Droit public, Droit civil ☐Autoréglementation, Commerce électronique, Théorie du droit, Propriété intellectuelle

b) Chercheurs associés

COUTU Michel, Détachement de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
 LABERGE Claude, RMGA, Faculté de médecine, Université Laval

c) Collaborateurs

BIBEAU Gilles, Anthropologie, Université de Montréal
 BLANCHETTE Jean-François
 BONFOLDI Alberto, Institut fuer Sozialethick, Zuerich, Suisse
 BOURQUE Jean-François, Centre du commerce international (OMC/CNUCED), Genève
 CANTU José Maria Dr., University of Guadalajara, Mexico
 CHADWICK Ruth, Lancaster University, U.K.
 CHARMERS Donald Dr., University of Tasmania, Australia
 COMAILLE Jacques, GAPP, E.N.S. Cachan
 DELAGE Denis, Sociologie, Université Laval
 DORVAL Michel, Université Laval
 DOUCET Hubert, Faculté de théologie, Université de Montréal
 DUGAS Michel, Concordia University, Montreal
 EASTON Doug, University of Cambridge, England
 FOREST Pierre-Gerlier, Science politique, Université Laval
 GAGNON Alain, Science politique, Université McGill
 GAGNON Jean-Denis, Faculté de droit, Université de Montréal
 GALLOUX Jean-Christophe, Faculté de droit, Université de Paris II (Panthéon-Assas)
 GLASS Kathleen C., Département de pédiatrie et de génétique humaine, Université McGill
 GREEN Jame, Memorial University, Newfoundland
 HAMET Pavel, Centre de recherche du CHUM, Hôtel-Dieu, Montréal
 HERVÉ Christian, Laboratoire d'éthique médicale et de santé publique, Paris
 JACOND Milène, Criminologie, Université de Montréal
 JACQUOT François, Faculté de droit, Université de Nancy
 JANDA Richard, Faculté de droit, Université McGill
 JEAN Michèle, Université de Montréal
 JOLY Jean R., Institut national de santé publique du Québec
 KASIRER Nicholas, Faculté de droit, Université McGill
 LAFORET Guy, Science politique, Université Laval
 LAMBERTERIE, Isabelle de, CECOJI, Ivry
 LAFRAMBOISE Rachel, Pédiatrie, Université Laval
 LAP-CHEE Tsui Dr., Hospital for Sick Children, Toronto
 LEGAULT Georges A., Éthique appliquée, Université de Sherbrooke
 LESPÉRANCE Bernard, Université de Montréal
 LÉVESQUE Carole, Anthropologie
 MACDONALD Roderick, Faculté de droit, Université McGill
 MACER Darryl, University of Tsukuba, Japan
 MONKOTAN Jean-Baptiste, Université nationale du Bénin
 NIELSEN Linda Dr., University of Copenhagen, Denmark
 NLEP Roger Gabriel, Recteur, Université de Dschang, Cameroun
 OTIS Ghislain, Faculté de droit, Université Laval
 PARIZEAU Marie-Hélène, Philosophie, Université Laval
 PLANTE Marie, Centre hospitalier universitaire du Québec
 PROULX Marc, Sciences économiques et administratives, UQAC
 RENSSELAER, Polytechnic Institute
 ROCHER François, Science politique, Carleton University
 RONCHI Elettra Dr., OECD-STI-BU, France
 SALADIN D'ANGLURE Bernard, Anthropologie, Université Laval
 SCRIVER Charles Dr., Montreal Children's Hospital Research Institute
 SIMARD Jacques, Centre de recherche du CHUL, Sainte-Foy, Québec
 SINNETT Daniel, Hôpital Ste-Justine
 SIRARD Marc-André, CRBR, Sciences animales, Université Laval
 ST-GERMAIN Christian, Université du Québec à Montréal
 TEODOROIU Simona-Maya, Institut de recherches juridiques de l'Académie roumaine, Roumanie
 VÉZINA Hélène, Université du Québec à Chicoutimi
 WERTZ Dorothy, The Scriver Centre, Waltham MA
 WOEHLING José, Faculté de droit, Université de Montréal

d) Stagiaires postdoctoraux

DE MEIS Carla (Bourse du Gouv. brésilien)
ESFANDIARI Saeed
PARADELLE Murielle (sous la dir. de A. Lajoie)
PERRIER Yvan (sous la dir. de G. Rocher)
SPIELVOGEL Myriam (sous la dir. de P. Noreau)

e) Agents de recherche

ABRAN France
BEAUGRAND-CHAMPAGNE Jérôme
BISSONNETTE Alain
BROUILLET François
CARDINAL Geneviève
CLOUTIER Nadia
DESCHÊNES Mylène
GAUTRAIS Vincent
GENDREAU Caroline
GODARD Béatrice
GRIMAUD Marie-Angèle
LABBÉ Éric
LAFOND Alain
LANDRY Aubert
LEFEBVRE Chantal
LEMIEUX Anne-Marie
LI Xiao Ping
MÉNARD François-Bruno
MORISSETTE Marc-André
MOSCO Catherine
MOYSE Pierre-Emmanuel
NAKSEU NGUEFANG Georges
OBADIA Alexandra
PARISIEN Serge
PELLETIER Frédéric
PERPIGNAND Ernst
SALVAS Bertrand
SAVIGNAC Hélène
THOUMYRE Lionel
TRUDEL Stéphane

f) Assistants de recherche

AMOR Samia
BERNIER Louise
BLAIN Guillaume
BUZZANGA Annie
CAIDI Stéphane
CHASSIGNEUX Cynthia
CHEVALIER Maxim
CLAPROOD Sonia
COTÉ Martin
DELVA Lorraine
DRARENI Jamil
FECTEAU Claudine
GAGNON Charles
GÉLINEAU Éric
GIASSON Édith-Geneviève
GRÉGOIRE Dominique
HALWAGI Jonathan
HÉBERT Marie-Christine
HOUDE Lucie
HOWLETT Mélanie
JOLY Yann
KHARABOYAN Linda
LACROIX Mireille
LAURISTON Maymuchka
LEFEBVRE Karine
LEMYRE Pierre-Paul
LETENDRE Martin
LEVY Yael
MANGA Sylvestre
MARQUIS Sarah
MASSE Christophe
MOKANOV Ivan
NANTEL Mélanie
NEPVEU Brigitte
PARÉ Éric
PETIT Élodie
PIGEON Sébastien
RINGUETTE Josée
RIOUX Marc
ROBERTS Stéphanie
ROUSSOS Alexia
SABBAH Cédric
SAVARD Nathalie
STAM Monique
THI QUYN TRUONG Simone
UMBRIACO Denis
VACHON Marie-Hélène
VERMEYS Nicolas
VIENS François
ZELLAGUI Sihem

g) Étudiants-stagiaires sous la direction des chercheurs du CRDP

COUSINEAU Julie	(sous la dir. de Thérèse Leroux)
JOLY Yann	(sous la dir. de Bartha Maria Knoppers)
LAPORTE Philippe	(sous la dir. de Patrick A. Molinari)
LEBLANC Violette	(sous la dir. de Karim Benyekhlef)
PAQUETTE Simon-Pierre	(sous la dir. de Ysolde Gendreau)

5. Personnel administratif

Directeur☐	Ejan MACKAAY
Secrétaire du directeur☐	Ginette TITTLE
Directeur administratif (Faculté/CRDP/Cogespro)☐	Normand HÉTU
Adjointe administrative☐	Gisèle CHABOT
Assistante, affaires administratives☐	Georgette ROCHELEAU
Secrétaires☐	Éliane COHEN Cécile PROVENCHER-DUBEAU Sylvie SYLVESTRE
Responsables du support informatique☐	François BROUILLET (temps partiel) Alexandre COUSINEAU

SECTION 2 PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE DU CRDP

Axe 1 : Droit des technologies de la vie et de la santé

Axe 2 : Droit et technologies de l'information et des communications

Axe 3 : Théories du droit et du changement social

Axe 1 — Droit des technologies de la vie et de la santé

Chercheurs au CRDP AVARD Denise, GODARD Béatrice, KNOPPERS Bartha Maria, LABERGE Claude, LEROUX Thérèse, MOLINARI Patrick A.

Membres des équipes au CRDP

BERNIER Louise, BROUILLET François, BUZZANGA Annie, CARDINAL Geneviève, CHASSIGNEUX Cynthia, CLAPROOD Sonia, DELVA Lorraine, DESCHÊNES Mylène, FECTION Claude, GIASSON Édith Geneviève, GODARD Béatrice, GRÉGOIRE Dominique, GRIMAUD Marie-Angèle, HOWLETT Mélanie, JOLY Yann, KHARABOYAN Linda, LACROIX Mireille, LETENDRE Martin, LEVY Yael, MANGA Sylvestre, MARQUIS Sarah, MOSCO Catherine, NAKSEU NGUEFANG Georges, NEPVEU Brigitte, OBADIA Alexandra, PETIT Élodie, SAVARD Nathalie, THI GUYN TRUONG Simone, TRUDEL, Stéphane, VACHON Marie-Hélène

Les projets

2001-2005	1. Institut international de recherche en éthique biomédicale (IREB)
2001-2005	2. Interdisciplinary Health Research International Team on Breast Canada Susceptibility (INHERIT BRCA)
2001-2005	3. La recherche fondamentale en génomique humaine les aspects éthiques, sociaux et légaux (GEDS)
2001-2005	4. Réseau pour les études thérapeutiques et génétique des cellules souches
2001-2005	5. Une alliance pour la recherche en génétique communautaire (ECOGENE)
2001-2004	6. Pharmacogénomique
2001	7. Genetic Information and Life Insurance Underwriting
2000-2007	8. Chaire de recherche du Canada en droit et médecine « l'éthique et la recherche en génétique humaine »
2000-2005	9. Énoncé de principes Recherche en génomique humaine, version 2000
2000-2005	10. Réseau de médecine génétique appliquée
2000-2003	11. La prise en compte de la collectivité dans l'acceptabilité d'une percée technologique le cas de la xénotransplantation
2000-2001	12. La santé et le bien-être à l'ère de l'information génétique enjeux individuels et sociaux à gérer
2000-2001	13. L'encadrement juridique de la protection des renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux
2000-2001	14. Les innovations biotechnologiques dans le secteur agroalimentaire mondialisation des marchés et harmonisation des normes
1999-2001	15. Carte génétique du Québec encadrement éthique et légal
1999-....	16. Hum Gen site internet
1998-2002	17. Évaluation éthique de la recherche en génomique humaine
1998-2002	18. Projet Génétique et Société (PGS)
1998-2001	19. Problématique juridique et éthique de la commercialisation du génome humain

1. Institut international de recherche en éthique biomédicale (IREB)

Organismes subventionnaires québécois ☐ Ministère des Relations internationales du Québec; Commission permanente Franco-québécoise; Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec; Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Université de Montréal **(2001-2005)**

Responsables ☐ KNOPPERS Bartha Maria (Québec); HERVÉ Christian (France)

Co-chercheurs (Québec) ☐ DOUCET Hubert, HAMET Pavel, MOLINARI Patrick

Coordonnatrice ☐ GRIMAUD Marie-Angèle

L'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IREB) est un institut sans mur, qui vise, d'une part, la collaboration et la coopération internationale dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale et d'autre part, la mise sur pied d'un système de réseautage international, à la fois interdisciplinaire et inter-institutionnel. L'IREB a une mission éducative puisque par des stages elle permettra aux jeunes chercheurs d'acquérir plus qu'une expérience de travail. L'IREB entend aussi apporter à la société une contribution particulière dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale en faisant bénéficier la collectivité de la réflexion menée dans le cadre de ses activités. L'Institut se veut donc un institut à vocation internationale mettant en œuvre un partenariat multilatéral.

Les fonctions de l'IREB ☐

- une fonction structurante et de coordination par l'interconnexion de réseaux et de partenaires et par des appuis à des échanges internationaux ☐

- une fonction mobilisatrice en stimulant des interactions dynamiques entre les différents partenaires ☐

- une fonction de formation et d'enseignement en appuyant la mobilité étudiante. Le facteur déterminant, c'est d'avoir des étudiants boursiers pour assurer la relève. Pour ce faire, il faut cibler la clientèle d'étudiants qui offre le plus de potentiel pour obtenir des retombées optimales ☐

- une fonction de sensibilisation du public en mettant en place des mécanismes de diffusion et de vulgarisation des travaux de l'IREB et en créant le plus rapidement un site propre à l'IREB et des adresses de courriers électroniques propres. Ces infrastructures permettront d'assurer la visibilité de l'IREB.

2. Interdisciplinary Health Research International Team on Breast Cancer Susceptibility (INHERIT BRCA's)

Programme des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) - Groupes multidisciplinaires de recherche en santé **(2001-2005)**

Chercheur principal ☐ SIMARD Jacques

Co-chercheuses ☐ AVARD Denise, GODARD Béatrice, KNOPPERS Bartha Maria

Membres de l'équipe ☐ BROUILLET François, JOLY Yann, LETENDRE Martin

Le cancer du sein est un exemple pertinent représentatif de la croissance rapide du domaine des tests de susceptibilité pour des maladies multifactorielles communes. Les connaissances dans le domaine de la génétique du cancer du sein ont le potentiel pour permettre la détection précoce, la prévention et le traitement de ce type de cancer. Cependant, l'information génétique peut révéler beaucoup sur les individus et leurs familles, et cette information pourrait potentiellement être mal utilisée.

Les objectifs de cette proposition sont les suivants :

- Étudier les implications légales, sociales et éthiques de trois dilemmes émergents : (1.1) recherche génétique et épidémiologie génétique utilisant les registres de cancers et les banques de tumeurs; (1.2) secret professionnel et respect pour les droits des individus et des familles; et (1.3) inquiétudes du public à propos de la discrimination génétique et particulièrement de l'accès à l'assurance.

- Promouvoir l'éducation des professionnels et des décideurs.

- Soutenir l'équipe de recherche de INHERIT (Interdisciplinary Health Research International Team on Breast Cancer Susceptibility) en répondant aux questions sociales, légales et éthiques soulevées par des projets spécifiques sur le cancer du sein.

3. *La recherche fondamentale en génomique humaine* ☐ *les aspects éthiques, sociaux et légaux (GEDS)*

Génome Québec (2001-2005)

Chercheuse principale ☐

KNOPPERS Bartha Maria

Co-chercheurs ☐

DOUCET Hubert, GLASS Kathleen C., GODARD Béatrice,
LECLERC Bruno, LEROUX Thérèse, MELANÇON Marcel, PARIZEAU
Marie-Hélène, PHILIPS-NOOTENS Suzanne, SIRARD Marc-André

Le changement que connaît la recherche en génétique, dont le champ d'étude s'est déplacé de la cartographie vers la génomique fonctionnelle, nous amène à redéfinir les préoccupations du projet pour le réseau GEDS (Génomique, Éthique/Environnement, Droit et Société). À l'instar des autres projets, la formulation des questions et les recherches entreprises se concentraient jusqu'à maintenant sur l'impact de la connaissance des maladies monogéniques ou des tests génétiques sur les individus et les familles à risque. À ce titre, les récents rapports (2000) de la Société européenne de génétique humaine sur le dépistage génétique des populations, l'Énoncé de principes portant sur la recherche en génomique humaine élaboré par le Réseau de médecine génétique appliquée québécois (RMGA) ainsi que le rapport de la National Bioethics Advisory Commission américaine (NBAC) relatif à la recherche utilisant des tissus humains, constituent des exceptions notables. Ainsi, il n'existe pas actuellement d'équivalent canadien et aucune étude entrevoit l'analyse intégrée des droits et responsabilités des chercheurs en génomique, dans une optique combinant les questions posées par la recherche des populations et la responsabilité professionnelle dans la collecte, l'utilisation, le transfert et la protection de l'information génétique. Si le questionnement entourant les «*Empreintes SNP*» de populations entières est examiné ailleurs (voir projet «*La Carte génétique du Québec*» de Génome Québec ☐ Laberge, Hudson investigateurs principaux), l'examen des corrélations phénotypiques-génotypiques au niveau des populations, communautés et familles sera exclusif à l'équipe de GEDS-Québec.

Plus précisément, notre programme d'étude s'intéressera à la recherche des populations et à la responsabilité morale, légale et sociale qui en découle vis-à-vis des régions/communautés et des familles impliquées. Par ce travail, nous cherchons à développer un prototype intégré et multifacé pour la recherche en génomique des populations. Le premier volet de la recherche inclut notamment l'étude de l'échantillonnage et de la mise en banque d'ADN ainsi que l'examen des mécanismes de transfert et de confidentialité de l'information génétique. Celui-ci tend à développer et à proposer la standardisation et l'harmonisation des approches. Le second volet a trait à la responsabilité. Y seront examinées les questions jusqu'ici largement ignorées de la responsabilité professionnelle et des obligations en matière de communication de l'information génétique relativement aux pratiques cliniques en assistance médicale à la procréation, de recrutement, de confidentialité, de suivi, de communication avec le public en général et des mécanismes de surveillance de toute recherche en génomique.

En outre, on ne saurait négliger de ce dernier volet consacré à la responsabilité les questions posées par la création d'animaux et de plantes transgéniques ainsi que les préoccupations environnementales pour la biodiversité. La compréhension de ce qui est naturel, de la façon dont sont définies les espèces et du respect de la diversité, requiert d'examiner autant les attitudes actuelles utilitaristes envers la recherche en génomique animale et végétale que les préoccupations environnementales. L'évolution de la recherche en génétique dans ce climat de tensions entre les diverses forces sociales (qui peuvent ralentir ou accélérer son développement) justifie l'importance d'une approche favorisant une meilleure compréhension des différents points de vue afin de faciliter la communication entre les protagonistes.

4. *Réseau pour les études thérapeutique et génétique des cellules souches*

Organisme subventionnaire canadien ☐ Networks Centres of Excellence (2001-2005)

Chercheur principal ☐

WORTON Ron

Co-chercheurs ☐

KNOPPERS Bartha Maria, BAYLIS Françoise, LEMMENS Trudo,
CAULFIELD Timothy, GLASS Kathleen, LEROUX Thérèse

Membres de l'Équipe ☐

BROUILLET François, CARDINAL Geneviève, DUCLOS Isabelle,
MOSCO Catherine, PETIT Élodie, TRUONG Simone

Le groupe d'application Stem Cell NET NCE regroupe plus de 50 chercheurs à travers le Canada. Les thèmes de recherches principaux comprennent □ 1) biologie des cellules souches (identification des gènes définissant la différenciation des cellules souches, leur renouvellement ainsi que leur développement □ 2) génie biologique des cellules souches (modification génétique, génie tissulaire, développement vectoriel) □ 3) applications thérapeutiques (régénération et réparation, essais cliniques) et □ 4) enjeux éthiques, sociaux, juridiques et revue des différentes approches normatives.

C'est en vertu de ce 4^e thème que des membres du CRDP, en collaboration avec d'autres chercheurs en bioéthique du Canada, se questionnent sur □ les sources des cellules souches (embryons, tissus foetaux, adultes...) □ la commercialisation des recherches □ les précédents sur les animaux □ les différentes réglementation et lignes directrices et, l'éthique de la recherche.

La banque de données HumGen nous permet l'accessibilité aux différentes politiques internationales et de cette façon, facilitera une étude comparative de celles-ci. En ce sens, un module distinct (StemGen) de la banque de données centrale sera créé spécialement pour les cellules souches, le clonage et les thérapies géniques.

5. *Une alliance pour la recherche en génétique communautaire (ECOGENE)*

Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) (2001-2005)

Chercheur principal □ GAUDET Daniel
 Co-chercheures □ AVARD Denise, KNOPPERS Bartha Maria
 Collaboratrices □ CARDINAL Geneviève, DESCHÊNES Mylène

La prise en considération de la génétique comme déterminant de la santé individuelle et communautaire aura un impact majeur sur la gestion de la santé publique. Il y a donc lieu de s'interroger sur la façon dont va s'intégrer la génétique dans le cadre législatif actuel du système de santé.

L'équipe du CRDP a été mandatée pour entreprendre l'analyse des lois charnières qui balisent le système de santé québécois, notamment □ le *Code civil du Québec*, la *Charte des droits et libertés de la personne*, la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, la *Loi sur la régie de l'assurance maladie du Québec*, la *Loi sur l'accès des renseignements des organismes publics* et la *Loi sur la protection de la santé publique*. Des questions relatives à la confidentialité des données génétiques, à l'assurance, à l'emploi, à l'accessibilité aux soins ainsi qu'aux droits fondamentaux seront entre autres examinées.

Les résultats de cette analyse permettront de valider notre hypothèse de recherche □ les dispositions actuelles peuvent-elles intégrer adéquatement les nouvelles réalités que nous propose la génétique □ Si oui, nous pourrions alors constater l'existence de certains droits et devoirs qui intègrent déjà la génétique comme déterminant de la santé. Si la réponse est plutôt négative, il faudra alors proposer des pistes normatives qui tiennent compte des caractéristiques particulières de la génétique. On pourra alors redéfinir certains aspects du cadre législatif actuel pour assurer la protection des droits fondamentaux des patients (ex □ relativement à l'usage d'informations génétiques). À l'issue de ce projet, nous préparerons un rapport offrant des suggestions de réforme législative.

Grâce à la banque de données HUMGEN, l'équipe du CRDP agira également comme ressource dans le domaine de l'éthique et du droit en matière de génétique, pour les diverses équipes d'Écogène 21, en les aidant à solutionner les problèmes que soulèveront leurs projets de recherche respectifs. Un module propre à la génétique communautaire, CommuniGen, sera également créé sur le site HumGen.

6. *Pharmacogénomique*

Valorisation recherche Québec (VRQ) (2001-2004)

Chercheur principal □ HAMET Pavel
 Co-chercheures □ AVARD Denise, KNOPPERS Bartha Maria
 Membres de l'équipe □ BERNIER Louise, NEPVEU Brigitte

On affirme que l'étude de la variation génétique (SNPs) permettra l'établissement de profils individualisés, pour une plus grande efficacité, une plus faible toxicité et un dosage individualisé des médicaments. L'industrie pharmaceutique prévoit combler les besoins des banques d'échantillons par la prise en charge de l'échantillonnage d'ADN lors d'essais cliniques traditionnels. On affirme par ailleurs que cette approche n'a que très peu à voir avec la recherche en génétique classique sur des allèles délétères hautement pénétrants, et que, de ce fait, elle ne devrait pas être soumise aux mêmes contraintes.

La question demeure l'échantillonnage d'ADN, avec sa myriade de règles et d'enjeux, peut-il simplement se greffer aux essais classiques sur les médicaments? Une certaine harmonisation des approches à la mise en banque est essentielle, sinon cette forme indirecte de «mise en banque de la population», soit affectera la participation en créant une méfiance due à la protection inadéquate des sujets, soit verra avec le temps ses buts contrecarrés par l'opportunisme scientifique et éthique de la confidentialité actuelle des échantillons, qui diminue leur durée de vie utile.

Les chercheurs du CRDP s'intéresseront aux enjeux soulevés par ces questions. L'équipe du CRDP a d'ailleurs construit une base de données (HumGen) couvrant des lois, des codes professionnels, des directives éthiques ainsi que des recommandations officielles aux niveaux international, régional et national dans le domaine de la génomique. Forte de cette expertise, l'équipe du CRDP est en mesure de répondre aux besoins des chercheurs et de préparer des instruments d'encadrement éthico-juridiques spécifiques aux questions soulevées par la pharmacogénomique.

7. *Genetic Information and Life Insurance Underwriting*

Department of Energy (États-Unis) (2001)

Chercheur principal	ROTHSTEIN Mark
Co-chercheures	KNOPPERS Bartha Maria, GODARD Béatrice
Collaborateur	JOLY Yann

Ce projet de recherche étudie la question à savoir si certaines limites devraient être imposées à l'utilisation de l'information génétique par les assureurs pour fins de classification du risque et d'évaluation des primes en matière d'assurance vie. Cette étude propose une analyse et une recherche intégrant à la fois le droit, la médecine, la sociologie et la bioéthique.

L'équipe du CRDP contribue au projet par le biais d'une étude internationale comparée des différentes approches normatives face aux craintes d'utilisation abusive de l'information génétique par les compagnies d'assurances, notamment en Europe et au Canada.

Les approches adoptées et proposées dans le monde offrent un impressionnant spectre de solutions passant de la prohibition législative, au moratoire, à l'autorégulation et au système de plafonnement. Alors que l'Europe se dirige vers un système social unique, les forces et les faiblesses de ces différentes approches méritent un examen approfondi, puisqu'elles peuvent également servir d'exemples pour l'élaboration de normes futures.

8. *Chaire de recherche du Canada en droit et médecine «Éthique et la recherche en génétique humaine»*

Gouvernement du Canada (Chaires de recherche du Canada) (2000-2007)

Titulaire de la chaire	KNOPPERS Bartha Maria
------------------------	-----------------------

La chaire a pour objectif de définir des politiques nationales et internationales pour encadrer les gestes posés par l'industrie, les chercheurs et les gouvernements dans le domaine de la génétique. En effet le sprint final de la course au génome aura eu des allures de ruée vers l'or : des milliers de chercheurs travaillaient jour et nuit à identifier le patrimoine génétique de l'humanité pendant qu'autant d'autres multipliaient les façons d'utiliser ces nouvelles connaissances. Au milieu du tumulte, une voix s'est élevée pour démontrer la nécessité d'adopter un code d'éthique de la génétique. Afin de soutenir la recherche, le Projet Génétique et Société a mis en place une banque de données contenant des textes normatifs provenant de partout à travers le monde. La chaire contribue également aux activités de l'IREB dont les trois axes d'intervention sont l'éthique de la recherche, la génétique humaine en terme de recherche et soins, les systèmes de santé et les réseaux de soins.

9. <i>Énoncé de principes</i> <i>Recherche en génomique humaine, version 2000</i>

RMGA (2000-2005)

Chercheurs principaux □ KNOPPERS Bartha Maria, LABERGE Claude

Membres de l'équipe □ DESCHÊNES Mylène, CARDINAL Geneviève, GLASS Kathleen C.

Le Réseau de médecine génétique appliquée en collaboration avec l'équipe du CRDP ont révisé et élaboré l'«*Énoncé de principes*» *Recherche en génomique humaine, version 2000*». Ce document propose à la communauté scientifique un énoncé de principes éthiques et sociaux ainsi que des éléments de procédures qui serviront à guider les chercheurs québécois (cliniciens et biologistes moléculaires) dans la planification et la conduite de leurs recherches. Ces principes permettront également d'utiliser les nouvelles connaissances au profit des familles ou populations participant à la recherche.

Un deuxième volet de recherche subventionné par l'IREP a pour but de proposer un formulaire de consentement standardisé pour les recherches effectuées dans le domaine de la génétique humaine (dans les provinces de la common law et de droit civil). À partir d'un échantillonnage de formulaires de consentement provenant de divers centres de recherche à travers le Canada, nous concevons un formulaire de consentement «*modèle*» avec un texte analytique répondant aux problématiques particulières soulevées par la recherche en génétique et la mise en banque d'ADN, tenant compte des diverses normes juridiques applicables. Ce formulaire facilitera la rédaction du chercheur tout en offrant au participant un formulaire compréhensible qui aborde les aspects pertinents à l'obtention d'un véritable consentement éclairé.

10. <i>Réseau de médecine génétique appliquée</i>
--

FRSQ (2000-2005)

Directeur □ LABERGE Claude

Chercheure principale □ KNOPPERS Bartha Maria

Membre de l'équipe □ FECTEAU Claudine

Le Réseau de médecine génétique appliquée du Fonds de la Recherche en Santé du Québec est un organisme sans but lucratif établi depuis 1983. Sa mission est d'assister la recherche fondamentale en génétique humaine en facilitant le regroupement de chercheurs et l'échange de connaissances scientifiques et cliniques.

Au cours des quatre prochaines années, le groupe de recherche du CRDP accepte de répondre aux besoins spécifiques des différents secteurs concernant les questions éthico-légales pour l'ensemble du RMGA et d'assister la recherche en génomique en facilitant le regroupement de chercheurs et l'échange de connaissances scientifiques, cliniques et des politiques socio-éthiques. Ce groupe aura un rôle clé dans la mise à jour, la diffusion et la synthèse de l'information concernant les développements nationaux, régionaux et internationaux des directives éthico-juridiques.

Nous rendrons aussi accessible pour le RMGA, HumGen, une banque de données facilement accessible par le biais d'Internet. Cette base de données informatisées de documents recueillis, permettra une gestion rapide, flexible et précise de l'information.

Le CRDP et le «Projet Génétique et Société» utiliseront leurs ressources pour soutenir et promouvoir des projets de recherche qui s'adresseront spécifiquement aux problèmes circonstanciels et/ou généraux que soulève le développement de la génomique au Québec et dans le monde. À l'aide de notre banque de données, qui nous permet de faire des analyses par une approche thématique, nous préparerons ces documents dont le contenu sera présenté sous forme de tableaux comparatifs.

Enfin, nous sommes chargés d'organiser le 3^e congrès international sur l'échantillonnage de l'ADN en 2002 en collaboration avec le RMGA.

11. *La prise en compte de la collectivité dans l'acceptabilité d'une percée technologique* – le cas de la xénotransplantation

CRSH (Subvention ordinaire) (2000-2003)

Chercheure principale

LEROUX Thérèse

Co-chercheurs

KNOPPERS Bartha Maria, MOLINARI Patrick, JOLY Jean R.,
SAINT-GERMAIN Christian, BONDOLFI Alberto

Dans le domaine de la santé, nombreuses sont les innovations technologiques qui ont provoqué de profonds bouleversements au sein de la collectivité; la xénotransplantation sera sans aucun doute l'une d'elle. En effet, la frontière inter-espèce pourrait bientôt être franchie avec l'avènement de cette solution proposée pour pallier à la pénurie d'organes humains et pour traiter des maladies chroniques et débilitantes. La xénotransplantation (la transplantation de cellules, tissus ou organes vivants d'origine animale à l'être humain) soulève des problèmes éthiques, juridiques, sociétaux et particulièrement, en santé publique.

La recherche vise à identifier certaines des répercussions dans la collectivité d'une percée technologique telle la xénotransplantation et à s'interroger sur leurs prises en compte dans le processus décisionnel pouvant rendre acceptable l'introduction de ce développement dans l'arsenal thérapeutique. À cet égard, la possibilité d'une contamination virale inédite par l'organe provenant d'un animal transgénique exige une attention particulière. Un volet important de cette recherche sera donc consacré à analyser les mécanismes de contrôles déjà en place pour assurer la protection de la santé publique et à considérer leur adaptabilité à cette innovation technologique. Parallèlement, l'observation de l'évolution du rôle de l'état comme agent de régulation des rapports sociaux nous permettra d'apprécier les divers modes d'intervention dont il dispose pour réagir aux développements technologiques. De plus, l'étude des répercussions de cette technologie sur nos conceptions de l'identité humaine alors que les frontières entre les espèces sont de plus en plus floues et l'analyse d'expériences tragiques comme celle du sang contaminée, ou encore celle de l'épidémie du SIDA, alimenteront notre réflexion sur la teneur des critères normatifs devant prendre en compte le bien-être actuel et futur de la collectivité. Compte tenu du degré de complexité de la problématique, la réalisation de cette recherche nécessite obligatoirement la participation d'experts de diverses disciplines (droit, éthique, médecine, sociologie, théologie) au sein de l'équipe.

Les résultats de cette recherche fourniront sinon les bases essentielles du moins les paramètres éthiques et juridiques à toute élaboration de politique ou de réforme des mécanismes de contrôle voués à assurer la protection de la collectivité face à un développement technologique majeur dont la xénotransplantation est un prototype.

12. *La santé et le bien-être à l'ère de l'information génétique* – enjeux individuels et sociaux à gérer

Conseil de la Santé et du Bien-être (2000-2001)

Chercheuses principales

KNOPPERS Bartha Maria, OBADIA Alexandra

Membres de l'équipe

LETENDRE Martin, VACHON Marie-Hélène

Le texte inclura un relevé des changements apportés à la régulation étatique et extra étatique citée (changements apportés à l'énoncé de principes du RMGA de 1996 et à la régulation de l'IREP; impacts de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents personnels et les documents électroniques* (C-6), etc.) et décrira l'état du droit international privé, les politiques en vigueur au niveau national, incluant le Québec, depuis 1995 sur les sujets suivants: la propriété et le contrôle du matériel et de l'information génétiques; le droit au respect de la vie privée et la protection du matériel et de l'information génétiques; le flux transfrontière de matériel et d'information génétiques; les brevets; le matériel et l'information génétiques dans les domaines de la recherche, de l'assurance et de l'emploi. Enfin, le texte présentera également une analyse des avantages et inconvénients de différents modèles d'interventions qui pourraient permettre au Conseil de formuler des recommandations.

13. *L'encadrement juridique de la protection des renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux*

Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS) (2000-2001)

Co-chercheurs☐ KNOPPERS Bartha Maria, TRUDEL Pierre

Membres de l'équipe☐ CHASSIGNEUX Cynthia, FECTEAU Claudine, PETIT Élodie

Cette recherche vise à établir un inventaire – non limitatif – des lois applicables dans le domaine de la santé et des services sociaux. Cet inventaire servira de base à l'analyse des dispositions réglementaires de la province de Québec au regard de la nouvelle loi fédérale relative à la protection des renseignements personnels et aux documents électroniques (C-6).

En effet, outre le débat constitutionnel, l'entrée en vigueur de cette loi soulève des questions quant au champ d'application des principes ayant trait à la protection des renseignements personnels sur la santé. Cette protection est essentielle dans la relation de confiance devant s'établir entre un particulier et un professionnel, entre un patient et son médecin.

Ce contrat s'arrête donc sur la mise en oeuvre des principes généraux en matière de protection des renseignements personnels. Dès lors, il convient de s'intéresser aux différentes étapes du cycle de vie de ces données, à savoir☐ le consentement; la collecte; l'utilisation; la communication; la conservation; l'exactitude; la destruction.

L'étude de ces principes a pour fonction de déterminer quelles sont les incidences de la nouvelle loi fédérale sur la protection reconnue au Québec quant à la protection des renseignements personnels dans le domaine de la santé et des services sociaux.

14. *Les innovations biotechnologiques dans le secteur agro-alimentaire☐mondialisation des marchés et harmonisation des normes*

CRSH, U. de M. (petites subventions) (2000-2001)

Chercheuse principale☐ LEROUX Thérèse

Objectifs et portée du projet☐ L'objet du projet de recherche est d'examiner les normes applicables ou en cours d'élaboration régissant les biotechnologies du secteur agro-alimentaire, au Canada et à l'échelle internationale. Une attention particulière sera accordée à celles visant à assurer la protection du public et de son environnement.

Problématique☐ Le développement des activités biotechnologiques tient dorénavant une place essentielle dans les économies de l'ère postindustrielle. Le Canada souhaite prendre une part active à cet essor, comme l'a déclaré, le 6 août 1988, M. John Manley, ministre de l'Industrie, lors du dévoilement de la nouvelle Stratégie canadienne en matière de biotechnologies (<http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/bn00228.html>). Cette intention fut réitérée par le ministre des Finances du Canada dans son récent discours du budget dans lequel il annonçait de nouvelles initiatives de financement en biotechnologie (*BIOTEC*, April/May 2000, 5). Bien qu'encore petite, l'industrie canadienne des biotechnologies est en pleine croissance et la mise au point de ces techniques nouvelles offre des perspectives fascinantes (*BIOTEC*, December 1999/January 2000, 10).

15. *Carte génétique du Québec☐encadrement éthique et légal*

FRSQ (1999-2001)

Chercheurs principaux☐ KNOPPERS Bartha Maria, LABERGE Claude, GODARD Béatrice

Membres de l'équipe☐ CARDINAL Geneviève, DESCHÊNES Mylène, RACINE Éric

Le projet a pour objectif de créer une carte génétique des variations génomiques de toute la population adulte du Québec proportionnelle et représentative. Le projet «Carte génétique du Québec» soulève des enjeux nouveaux puisqu'on s'apprête cette fois à procéder à l'échelle d'une population. Bien que de plus en plus de pays commencent à prévoir la mise en place de banques génétiques sur leur population, très peu de normes ont été émises jusqu'à présent pour répondre aux enjeux spécifiques liés à la participation des populations. Cela requiert d'aller au-delà de la perspective de l'individu pour identifier les notions propres à la génétique communautaire. L'équipe du CRDP entrevoit la rédaction d'un énoncé de principes complémentaire pour la

recherche en génomique sur des populations. Celui-ci s'appuiera sur sept grands principes□l'individualité, la réciprocité, la mutualité, la solidarité, l'équité, l'universalité et la complexité. Sous ces grands principes, nous avons identifié différents thèmes qui méritent d'être abordés dans une perspective de population□ la consultation de la population et le consentement, les risques (notamment de stigmatisation), les retombées bénéfiques, la mise en banque d'une grande collection d'ADN, la confidentialité, le recrutement, la collaboration entre chercheurs, l'approbation éthique et enfin la commercialisation.

16. *HumGen site internet*

GlaxoSmithKline, Roche, Industrie Canada, Human Genome Organization, Gene Codes, Fondation Stichting Porticus, Génome Québec (1999 -)

Co-chercheures□ AVARD Denise, KNOPPERS Bartha Maria
 Membres de l'équipe□ BERNIER Louise, BROUILLET François, DUCLOS Isabelle,
 GRÉGOIRE Dominic, JOLY Yann, LETENDRE Martin,
 TRUONG Simone

Le site internet *HumGen* représente le résultat d'une collaboration soutenue entre l'Université, le gouvernement, l'industrie et une fondation privée. Ce site a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. L'objectif premier de ce site est d'informer les professionnels et de créer des liens avec le grand public sur les intérêts communs pour les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine. Le site internet est composé de trois modules différents auxquels on peut facilement accéder. *Gen Connect*, qui vous met directement en contact avec les organismes responsables de l'émission de politiques; *GenBiblio*, vous permet d'ébaucher, à partir de mots clés, des bibliographies classées par juridictions et *GenInfo* résume, sur une base régulière, les derniers développements.

Le progrès dans le domaine de la recherche en génétique est fulgurant. Les utilisations et applications pratiques résultant de la recherche en génétique vont de la thérapie génique et du clonage à la mise en banque d'ADN en passant par les tests et le dépistage génétiques. Ces techniques impliquent d'importants enjeux éthiques, légaux et sociaux. Plusieurs pays et sociétés sont confrontés aux mêmes enjeux éthiques. Notre but est de propager les directives officielles ou professionnelles aux niveaux national, régional et international. Ces différents points de vue seront très utiles aux législateurs de même qu'aux autorités normatives.

17. *Évaluation éthique de la recherche en génomique humaine*

Conseil de recherche médicale du Canada (1998-2002)

Chercheurs principaux□ KNOPPERS Bartha Maria, GLASS Kathleen C., DOUCET Hubert
 Membre de l'équipe□ DESCÈNES Mylène

Ce projet de recherche propose une analyse critique des divers processus d'évaluation éthique de la recherche en génétique humaine. Nous nous concentrons tout particulièrement sur deux éléments : le consentement du participant (identification des éléments du consentement propres à la génétique humaine ou susceptibles d'être standardisés) ainsi que l'évaluation continue et la surveillance de la recherche à la suite de son approbation par un comité d'éthique de la recherche (éléments nécessaires à la surveillance des projets de recherche en cours et des échantillons d'ADN mis en banque). Ce projet permettra de formuler des propositions d'interprétation et d'application à l'intention des comités d'éthique à la recherche.

18. *Projet Génétique et Société (PGS)*

Fondation Stichting Porticus (1998-2002)

Chercheuse principale ☐ KNOPPERS Bartha Maria

Directrice de la recherche ☐ AVARD Denise

Avec le progrès de la recherche en génétique, les personnes responsables de l'élaboration de politiques font face à tout un éventail de dilemmes juridiques, sociaux et éthiques.

Le «Projet Génétique et Société», à l'aide de notre banque de données informatisées HumGen, a comme principal objectif de fournir une analyse systématique et comparative de normes nationales, régionales et internationales, des différentes approches et réflexions sur les options normatives possibles en matière de génétique humaine. L'étude de questions éthiques, légales, et sociales permet d'identifier une diversité de réponses pouvant favoriser le développement de politiques publiques bien documentées. Quatre volets sont à l'étude : la commercialisation, la discrimination, les droits de la personne et les normes déontologiques des professionnels.

19. *Problématique juridique et éthique de la commercialisation du génome humain*

FCAR (Phase I); CRSH (Phase II) (1998-2001)

Chercheurs principaux ☐ CAULFIELD Timothy A., KNOPPERS Bartha Maria

Co-chercheurs ☐ LEROUX Thérèse, DOUCET Hubert

Membres de l'équipe ☐ BERNARDI Marie-Josée, CARDINAL Geneviève,
GRIMAUD Marie-Angèle

Les objectifs ☐

- Explorer et décrire la nature du processus de commercialisation "génétique" au Canada (par exemple ☐ le contexte et l'étendue de la commercialisation).

- Clarifier et critiquer les préoccupations légales, éthiques et sociales associées avec la commercialisation de la génétique humaine (par exemple ☐ l'implantation prématurée, la falsification de la recherche universitaire, l'impact potentiellement défavorable du marketing, le refus de divulguer des données scientifiques de valeur).

- Identifier et évaluer l'efficacité des mécanismes de réglementation, formels et informels, présents et futurs, relatifs au processus de commercialisation, ainsi que les préoccupations légales, éthiques et sociales y associées (par exemple ☐ les politiques concernant l'éthique de la recherche, les régimes de propriété intellectuelle, les lignes directrices universitaires en matière de conflit d'intérêt, la réglementation fédérale).

- Analyser les politiques internationales, les lois et les énoncés de principe (notre rôle).

- Faire des recommandations, aux moments opportuns, pour la formulation de politiques, de lignes directrices et de réglementation afin de faciliter l'intégration des biotechnologies dans notre système de santé et dans le but de contrebalancer les besoins de l'industrie contre les besoins articulés par la communauté scientifique et le public en général.

Notre participation permet de procurer un regard comparatif des politiques de commercialisation nationale, régionale et internationale.

Axe 2 — Droit et technologies de l'information et des communications

Chercheurs au CRDP BENYEKHFLEF Karim, FRÉMONT Jacques, GENDREAU Ysolde, MACKAAY Ejan, POULIN Daniel, TRUDEL Pierre

Membres des équipes au CRDP

ABRAN France, GAUTRAIS Vincent, LABBÉ Éric, LAFOND Alain, LANDRY Aubert, LEFEBVRE Chantal, MÉNARD François Bruno, MORISSETTE Marc-André, MOYSE Pierre-Emmanuel, PARISIEN Serge, PELLETIER Frédéric, PERPIGNAND Ernst, SALVAS Bertrand, SAVIGNAC Hélène, THOUMYRE Lionel, BLAIN Guillaume, CAIDI Stéphane, CHEVALIER Maxime, CÔTÉ Martin, DRARENI Jamil, GAGNON Charles, HALWAGI Jonathan, HOUDE Lucie, LEMYRE Pierre-Paul, MASSE Christophe, MOKANOV Ivan, PARÉ Éric, PIGEON Sébastien, RINGUETTE Josée, ROUSSOS Alexia, STAM Monique, VERMEYS Nicolas, VIENS François, ZELLAGUI Sihem

Les projets

2000-2003	1. Un code de droit d'auteur pour la zone de libre-échange des Amériques
2000-2002	2. ECODIR
2000-2002	3. Inventaire des lois ayant un impact sur la protection des renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux
2000-2001	4. CANLII
2000-2001	5. Site d'entraide juridique en matière pénale de l'OÉA
2000-2001	6. Norme de préparation des jugements
2000-2001	7. Juris International
2000-2001	8. Text Analysis Portal for Resarch (TAPoR)
2000-2001	9. Les citoyens et les droits constitutionnels dans la société de l'information
2000-2001	10. Production d'un document hypertexte expliquant et illustrant le projet de loi 161 «Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information»
1999-2001	11. Comptoir électronique pour un marché global
1999-2000	12. Certification de qualité des sites web – Aspects juridiques, techniques et de sécurité
1999-2000	13. Dimensions juridiques d'une politique de cryptographie et d'identification électronique
1999-2000	14. Élaboration d'un guide sur l'éthique dans l'utilisation des méthodes d'identification électronique des citoyens sur l'inforoute
1999-2000	15. Élaboration des règles de conduite sur les inforoutes – Guide méthodologique
1999-2000	16. Guide pour l'implantation des services de courriel en milieu scolaire
1999-2000	17. Guide sur la protection de la vie privée dans les services de courrier électronique en site web
1998-2001	18. Internet droit, normativité et technologies

1. Un code de droit d'auteur pour la zone de libre-échange des Amériques

CRSH (Subvention ordinaire) (2000-2003)

Chercheuse principale GENDREAU Ysolde

Depuis la négociation de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle concernant le commerce (ADPIC) qui a été intégré dans le Traité de Marrakech sur l'OMC en 1994, la propriété intellectuelle est devenue partie intégrante d'un grand nombre de traités commerciaux multilatéraux. Il en est donc de même pour la négociation de l'Accord de la zone de libre échange des Amériques qui doit être conclu d'ici 2005.

L'objectif de ce projet est de concentrer l'étude sur le droit d'auteur, terrain sur lequel s'affrontent deux conceptions la conception du «copyright», qui est surtout véhiculée par les États-Unis, et la conception des

pays de «droit d'auteur», que partagent les pays latino-américains. Il s'agit donc de mener une étude comparative du droit de ces pays pour trouver un terrain d'entente qui serait la base d'une éventuelle harmonisation internationale, la ZLEA étant ainsi un microcosme des débats mondiaux.

2. **ECODIR**

Commission of the European Communities (2000-2002)

Chercheurs principaux ☐ BENYEKHLEF Karim, TRUDEL Pierre

La Commission de l'Union européenne a déposé au mois de novembre 1998 un projet de directive sur le commerce électronique. L'article 17 de ce projet de directive prévoit la mise sur pied de mécanismes alternatifs de résolution des conflits par voie électronique pour les différends pouvant survenir entre deux entreprises ou entre une entreprise et un consommateur dans le contexte du commerce électronique. Un consortium a été mis en place avec des partenaires européens afin d'étudier les conditions qui devraient être réunies afin d'assurer la mise en place des services de règlement des conflits sur Internet.

Les partenaires du projet sont ☐

- la Chambre de commerce et d'industrie de Paris;
- le Centre de recherche informatique et droit (CRID) de l'Université de Namur (Belgique);
- le Centre national de recherche scientifique (CNRS- France);
- l'Université de Münster (Allemagne);
- l'Université des Baléares (Espagne);
- l'Université de Dublin.

Le projet d'étude a deux composantes ☐ une analyse juridique et économique de l'applicabilité des mécanismes électroniques de résolution des conflits et la mise en place d'un prototype.

3. ***Inventaire des lois ayant un impact sur la protection des renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux***

Ministère de la Santé et des Services sociaux (2000-2002)

Chercheurs principaux ☐ TRUDEL Pierre, KNOPPERS Bartha Maria

Réalisation d'un inventaire des lois visant à protéger au Québec les renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux ☐ ainsi qu'une analyse du cadre juridique québécois découlant de ces lois afin de vérifier comment se situe le droit québécois eu égard à la législation fédérale et aux règles internationales en la matière.

4. **CANLII ☐ <http://www.canlii.org>**

Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada (2000-2001)

Chercheur principal ☐ POULIN Daniel

L'équipe LexUM a entrepris la réalisation d'une bibliothèque virtuelle de l'ensemble des sources primaires du droit canadien en partenariat avec la Fédération des ordres professionnels de juristes. Le projet *Canadian Legal Information Institute* (CanLII) s'inspire d'initiatives semblables aux États-Unis et en Australie. CanLII regroupe déjà l'essentiel des collections juridiques canadiennes disponibles sur Internet. À cela, CanLII ajoute plusieurs autres collections tout à fait inédites en mode d'accès libre.

L'intérêt principal de CanLII, outre le regroupement qu'il opère des documents autrefois dispersés sur le Web, a trait à la normalisation de leur présentation, de leur format et des modalités pour les retrouver. En plus de ses index alphabétiques ou chronologiques et de ses divers modes de recherche, CanLII offre également divers modes de navigation au sein des collections. L'utilisateur peut accéder directement à un jugement cité ou à un article de loi ou de règlement invoqué dans la décision qu'il consulte. Enfin, l'option «Suivi», retourne une liste complète des documents publiés sur CanLII qui réfèrent au document consulté.

5. Site d'entraide juridique en matière pénale de l'OÉA

Ministère de la Justice du Canada et Organisation des États américains (OÉA)

Chercheur principal ☐ POULIN Daniel

Ressource de soutien à l'entraide juridique multilingue (français, anglais, espagnol et portugais) conçue pour aider les spécialistes à travers les Amériques à préparer leur demande d'entraide. L'intervention de lexUM a trait à l'élaboration des stratégies d'utilisation du réseau et à la réalisation de la ressource.

6. Norme de préparation des jugements

Conseil canadien de la magistrature

Chercheur principal ☐ POULIN Daniel

L'équipe LexUM travaille depuis 1996 à la préparation des normes documentaires utiles au monde judiciaire canadien. En 1999, le Conseil canadien de la magistrature adoptait et faisait sienne la norme pour la référence neutre «*Une norme de référence neutre pour la jurisprudence*». Depuis, ces travaux se sont poursuivis et une nouvelle norme de préparation des jugements sera proposée pour adoption au printemps 2002.

7. Juris International

Centre du commerce international (CNUCED/OMC) Genève

Chercheur principal ☐ POULIN Daniel

Juris International constitue l'un des sites les plus complet en matière du droit du commerce international. Il se distingue par le multilinguisme poussé (français, anglais et espagnol) et la sélection des informations qu'il offre. En effet, Juris International privilégie les informations les plus utiles au développement du commerce dans les pays émergents. Au cours de l'année, une mise à jour complète de Juris International a été complétée.

8. Text Analysis Portal for Research (TAPoR)

Fondation canadienne pour l'innovation

Chercheur principal ☐ POULIN Daniel

Le projet Text Analysis Portal for Research (TAPoR), le Portail de recherche en analyse de textes (le Projet) est un projet multi-institutionnel. Il a pour objet la consolidation des meilleurs centres canadiens spécialisés dans le traitement des textes par ordinateur. TAPoR offrira aux chercheurs les collections et les logiciels d'analyse et de repérage nécessaires aux recherches tant littéraires, linguistiques, lexicographiques, juridiques que celles relevant des sciences de la gestion de l'information. Le Projet verra à la mise en place d'une infrastructure humaine et informatique nationale pour l'analyse des textes. Cette infrastructure se réalisera par l'établissement de six centres régionaux qui, ensemble, formeront un portail intégré tout en s'intégrant aux cultures locales de recherche.

Chaque centre apportera une expertise spécifique au Projet. L'Université de Toronto offrira un laboratoire d'interfaces doté des ressources nécessaires à la numérisation des contenus vidéo et sonores ainsi que celles utiles à la saisie des interactions entre un usager et une station de travail de façon à permettre les recherches en vue de définir les meilleures interfaces pour les environnements de bibliothèque virtuelle. L'Université de Victoria disposera d'un laboratoire multimédia permettant l'exploration de la numérisation et de l'enrichissement multimédia des documents. L'Université du Nouveau Brunswick mettra en place un laboratoire spécialisé dans le dépistage de l'information et la gestion des méta données. L'Université de Montréal déploiera un laboratoire spécialisé en informatique juridique, doté des outils nécessaires à la poursuite de recherches en extraction de l'information, en conception des systèmes d'information ainsi qu'en ce qui regarde le repérage de l'information juridique. L'Université de l'Alberta compte mettre en place un nouveau laboratoire de recherche informatisé en collaboration avec la chaire récemment obtenue par le professeur Kelly. Cette ressource permettra la production, l'archivage et la distribution de textes électroniques regroupés sous le thème «*Culture and Modern State*». L'Université McMaster verra notamment à l'installation des ressources centrales du projet.

9. Les citoyens et les droits constitutionnels dans la société de l'information

CRSH, Canadian Journalism Foundation (Projet mené conjointement par David Taras, U. of Calgary; Allan Tupper, U. of Alberta; David Schneiderman, U. of Toronto; Florian Sauvageau, U. Laval)

Chercheur principal ☐ TRUDEL Pierre

L'étude analyse les rapports médiatiques et les stratégies de couverture des médias canadiens à l'égard de certaines décisions de la Cour suprême du Canada. Les comptes rendus médiatiques d'un échantillon représentatif de décisions sont analysés et comparés notamment en ce qui a trait à la perspective retenue pour la couverture.

L'étude vise à documenter le rôle des médias dans l'information des citoyens à l'égard des droits constitutionnels.

10. Production d'un document hypertexte expliquant et illustrant le projet de loi 161, «Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information»

Ministre délégué à l'administration et à la fonction publique, président du Conseil du Trésor (Qc) (2000-2001)

Chercheur principal ☐ TRUDEL Pierre

La Loi sur le cadre juridique des technologies de l'information prévoit des règles à l'égard d'un grand nombre de situations juridiques dans les environnements de commerce électronique, de même que dans les autres environnements d'interactions. Le projet consiste à réaliser une loi annotée, des textes explicatifs et un glossaire des termes utilisés dans la loi. Le tout est assorti de différentes fonctionnalités afin de rendre le texte accessible à tous ceux qui sont concernés par cette importante loi. Les travaux accomplis sont disponibles en ligne à ☐http://www.autoroute.gouv.qc.ca/loi_en_ligne/

11. Comptoir électronique pour un marché global

Fonds francophone des inforoutes (F.F.I.) (1999-2001)

Chercheurs principaux ☐ POULIN Daniel (Québec), JACQUOT François (U. Nancy), MAZININ Abderrazak (Rabat)

Le projet vise à favoriser et accélérer le développement du commerce électronique dans les pays francophones du Sud et en transition. Il prendra la forme d'un transfert d'expertise en matière de déploiement d'activités commerciales électroniques. Les moyens retenus sont pratiques ☐ 1) ☐préparation d'une analyse concrète, tournée vers les besoins des gens d'affaires, des conditions actuelles du commerce électronique; 2) ☐laboration et diffusion de guides pratiques traitant des dimensions juridiques, commerciales et techniques de la mise en oeuvre d'un comptoir sur le Net; 3) ☐préparation et distribution d'une boîte à outils comportant les principaux logiciels gratuits «☐open source☐» pouvant permettre la réalisation de tels sites; 4) catalogage des réussites et des expériences d'entrepreneurs du Sud et du Nord ainsi que des ressources disponibles pertinentes. Un séminaire international conclura le projet.

12. Certification de qualité des sites web - Aspects juridiques, techniques et de sécurité

Subventions d'organismes multiples (1999-2000)

Chercheur principal ☐ TRUDEL Pierre

La certification est, pour l'essentiel, «☐ne procédure par laquelle une tierce partie donne une assurance écrite qu'un produit, un service, un système de qualité, un organisme est conforme à des exigences spécifiées☐».

Les processus de certification sont utilisés depuis déjà longtemps dans certains champs d'activités. Mais leurs tenants et aboutissants varient selon les domaines d'activité. C'est ainsi qu'on parle de certification des facultés de médecine, des entreprises de produits et de services ou de certification se manifestant sous la forme de labels pouvant être apposés sur des biens vendus au public. Ce qui manque, afin de dégager les traits et tendances que prend ou est susceptible de prendre la certification des sites web, est une analyse fournissant

des réponses pertinentes sur le pourquoi, le comment ainsi que les rôles et responsabilités des acteurs des processus de certification.

13. *Dimensions juridiques d'une politique de cryptographie et d'identification électronique*

Direction des inforoutes, Conseil du trésor, ministre délégué au développement des inforoutes
(1999-2000)

Chercheur principal ☐ TRUDEL Pierre

La question de l'identification dans les environnements électroniques s'inscrit dans celle, plus large et plus familière, de l'identification dans les relations sociales. Pour assurer le déroulement de la plupart des activités, tous doivent procéder à l'identification des personnes physiques, des personnes morales et des choses. Il est en effet essentiel, pour la plupart des interactions humaines, de savoir à qui l'on a affaire. C'est pourquoi on définit l'identification comme un processus d'information par lequel on compare de l'information afin d'avoir le degré de certitude requis à l'égard des qualités de la personne avec laquelle on entre en contact.

La question de l'identification dans les environnements de commerce électronique s'inscrit donc dans celle, plus large et plus familière, de l'identification dans les relations sociales. Pour appréhender l'identification dans les environnements de commerce électronique et bien cerner les exigences en ces matières, il faut caractériser ce qu'est le processus d'identification dans le monde physique et comment il est encadré par le droit et la déontologie. La cryptographie et les autres moyens qui peuvent être utilisés afin d'identifier les personnes dans les transactions se déroulant sur Internet ou dans d'autres réseaux sont autant de mécanismes servant à procurer les informations nécessaires pour identifier correctement les parties à une transaction.

Afin de fournir des repères utiles au développement d'une politique publique, l'étude situe ce qu'est le processus d'identification au plan du droit. On y décrit ce qu'est l'identification, lorsqu'il s'agit de réaliser une transaction, puis comment se présente la problématique de l'identification lorsqu'il s'agit de réaliser une transaction dans un environnement électronique.

L'étude permet de constater que le processus d'identification est essentiellement une démarche visant à réduire les risques et l'incertitude qui peuvent exister lorsqu'on veut entrer en relation avec une autre personne. Dans le contexte du commerce électronique, le cadre juridique de l'identification se présente, pour une bonne part, comme un ensemble de moyens et mécanismes afin de réduire l'incertitude et d'assurer un niveau acceptable de risques aux personnes désireuses de devenir partie à une transaction. Il importe en effet d'apprécier les besoins d'identification en partant d'une analyse des besoins réels en matière d'identification plutôt que de préconiser la mise en place généralisée de mécanismes lourds de cryptographie.

14. *Élaboration d'un guide sur l'éthique dans l'utilisation des méthodes d'identification électronique des citoyens sur l'inforoute*

Contrat de la direction des inforoutes, Conseil du Trésor, ministre délégué au développement des inforoutes
(1999-2000)

Chercheur principal ☐ TRUDEL Pierre

Ce projet vise à élaborer un guide sur la conduite à tenir dans l'utilisation des renseignements nominatifs et dans la conception et mise en place des méthodes d'identification électronique des citoyens.

On y mène une démarche visant principalement à ☐

- identifier les enjeux déontologiques de la mise en place des méthodes d'identification électronique des citoyens selon le modèle envisagé par le gouvernement;
- identifier les préoccupations des groupes représentatifs du public-usager au plan des questions telles que la protection de la vie privée, la circulation dans le réseau de certains types de contenus, le cadre de la réalisation des transactions et d'autres questions qui pourraient ressortir des consultations;
- produire un guide sur la conduite à tenir dans l'utilisation des méthodes d'identification électronique des citoyens sur l'inforoute.

La notion d'éthique est ici entendue comme l'ensemble des principes et règles à suivre dans le déroulement d'une activité.

15. *Élaboration des règles de conduite sur les inforoutes - Guide méthodologique*

Ministère des Relations internationales du Québec, CECOJI-CNRS (1999-2000)

Chercheur principal☐ TRUDEL Pierre, LAMBERTERIE Isabelle de (CECOJI-CNRS)

Ce projet vise à réaliser un guide sûr, adapté aux particularités du cyberespace et destiné aux différentes clientèles susceptibles de s'impliquer dans le développement de règles de conduite dans des sites Internet ou dans d'autres environnements électroniques.

Les débats entourant la problématique de la régulation et de la réglementation d'Internet ont fait ressortir l'intérêt d'une réflexion sur la méthodologie d'élaboration des règles de conduite dans cet environnement virtuel. Cette réflexion va déboucher sur un guide des précautions, conditions et démarches à suivre pour l'élaboration des règles du jeu d'Internet. Le projet s'inscrit dans les initiatives visant à appuyer la création et le développement de réseaux, sites et services pour les francophones. Il le fait par la mise à disposition des acteurs d'Internet ayant le français en partage d'un instrument qui facilitera l'élaboration et la mise en place de leurs règles de conduite. L'ouvrage est destiné aux différentes clientèles susceptibles de participer au développement de règles de conduite dans des sites Internet ou dans d'autres environnements électroniques. Le 2^e semestre de l'année 2001 verra se mettre en place les différentes formes de diffusion et de promotion du guide. Il est prévu une suite à l'ouvrage via un site dynamique permettant de recueillir les réactions et les expériences sur l'élaboration des codes de conduite.

16. *Guide pour l'implantation des services de courriel en milieu scolaire*

Contrat de la direction des inforoutes, Conseil du Trésor, ministre délégué au développement des inforoutes (1999-2000)

Chercheur principal☐ TRUDEL Pierre

Ce projet vise à mettre au point une approche systématique afin d'établir des règles du jeu appropriées lors de l'implantation de services de courriel dans les écoles. Cette approche tente de répondre aussi bien aux exigences des lois qu'aux soucis, vulnérabilités, inquiétudes et préoccupations des usagers et publics concernés.

Le courriel est perçu à la fois comme un outil pédagogique et une fonctionnalité permettant d'entrer en interaction avec d'autres dans le contexte scolaire et en dehors de celui-ci. Son implantation en contexte éducatif doit s'inscrire dans une logique d'apprentissage des responsabilités inhérentes à son utilisation. Lorsqu'on y a recours dans le cadre d'activités d'apprentissage, la mise en place du courrier électronique doit être accompagnée de précautions appropriées à la nature de cet outil.

Le guide décrit la démarche à privilégier et propose des instruments afin de favoriser une mise en œuvre de services de courriel scolaires qui soit respectueuse des exigences en matière de protection de la vie privée.

17. *Guide sur la protection de la vie privée dans les services de courrier électronique en site web*

Contrat de la direction des inforoutes, Conseil du Trésor, ministre délégué au développement des inforoutes (1999-2000)

Chercheur principal☐ TRUDEL Pierre

Ce guide expose comment déterminer les risques reliés à la vie privée lors de l'exploitation d'un service de courriel en site web. Il indique comment mettre en place les politiques et processus afin de les réduire. La méthode mise au point identifie les questions à se poser lors du développement de pareils services. Elle indique comment y apporter réponse dans l'ordre approprié. Une telle démarche permet d'assurer la mise en place de mesures vraiment efficaces et n'imposant pas des fardeaux injustifiés aux entreprises et aux usagers.

Ainsi, il faut premièrement identifier les situations qui se présentent lors de la mise en place et de l'exploitation d'un service de courriel qui sont susceptibles de soulever des préoccupations relatives à la protection de la vie privée des usagers. Deuxièmement, il faut identifier les exigences des lois québécoises relatives à la protection de la vie privée et des renseignements personnels. Troisièmement, il faut déterminer les moyens afin d'assurer la mise en place et le fonctionnement de services de courriel fonctionnant dans le respect de la législation québécoise protégeant la vie privée.

18. **Internet ☐ droit, normativité et technologies**

FCAR (Programme soutien aux équipes de recherche) (1998-2001)

Chercheur principal ☐ POULIN Daniel

Co-chercheurs ☐ BENYEKHFLEF Karim, BRATLEY Paul, FRÉMONT Jacques,
GENDREAU Ysolde, MACKAAY Ejan, TRUDEL Pierre

Les questions de recherche considérées par l'équipe de recherche *Internet ☐ droit, normativité et technologies* du Centre de recherche en droit public (CRDP) se rattachent à trois grands volets. Le premier volet a trait à l'étude et au développement du cadre juridique d'Internet. Il s'agit d'identifier le contenu des normes applicables dans l'univers Internet. La seconde classe de problèmes est directement reliée à ce droit d'Internet en émergence. Dans ce volet, sont étudiés, à la faveur des exemples fournis par le développement de la normativité d'Internet, l'élaboration des normes régulatrices qui s'imposent aux sujets et l'effet des technologies sur le droit. Le troisième volet vise à développer et à adapter les technologies de l'information aux besoins et aux particularités du droit.

Internet et les nouvelles technologies de l'information et des communications posent des défis majeurs au droit. Elles contribuent en effet à redéfinir plusieurs des repères à partir desquels sont traditionnellement posés les règles de conduite. Mais en plus, ces technologies ont un effet de retour sur le droit, elles contribuent à transformer la vie juridique. Dans cette perspective, l'équipe de recherche se consacre à l'étude de trois ensembles de questions ☐

- le cadre juridique d'Internet, c'est-à-dire les règles du jeu qui informent les acteurs de ce qu'ils peuvent faire et de ce qu'ils ne peuvent faire ou qui aident à résoudre les conflits;
- l'étude du fonctionnement des différents mécanismes de régulation qui interagissent dans l'univers des technologies de l'information selon des analyses qui dépassent les seules analyses juridiques menées suivant des paradigmes étatistes et formalistes;
- la conception de systèmes d'information propres au maintien de nos valeurs juridiques, la démocratisation de l'accès au droit, la réalisation du potentiel des technologies et, si possible, l'amélioration de la vie juridique.

L'ensemble des travaux, qu'ils soient de nature juridique ou informatique, sont menés suivant une approche interdisciplinaire de la méthodologie développée au CRDP.

Axe 3 — Théories du droit et du changement social

Chercheurs au CRDP COUTU Michel, HOULE France, LAJOIE Andrée, MACKAAY Ejan, NOREAU Pierre, ROCHER Guy

Membres des équipes au CRDP AMOR Samia, EYELOM Franklin, GÉLINEAU Éric, GENDREAU Caroline, HÉBERT Marie-Christine, LAURISTON Maymuchka, NANTEL Mélanie, PARADELLE Murielle, PERRIER Yvan, RIOUX Marc, ROBERTS Stéphanie, SPIELVOGEL Myriam, UMBRIACO Denis

Les projets

2001	1. Groupe d'études sur Max Weber et sa postérité
2000-2003	2. Légitimité du droit
2000-2003	3. Théories et émergence du droit
2000-2003	4. Mise en œuvre de la norme d'égalité (Charte québécoise) et arbitrage des griefs
1999-2001	5. Démographie et droit
1998-2001	6. Médiation familiale et résolution de conflit

1. *Groupe d'études sur Max Weber et sa postérité*

Centre canadien d'études allemandes et européennes (2001)

Chercheurs principaux COUTU Michel, LEYDET Dominique (Philosophie, UQAM), ROCHER Guy, WINTER Elke

À la base de la réflexion sociologique de Max Weber, de sa théorie de la science en particulier, se trouve une articulation complexe des rapports entre faits, normes et valeurs. À prime abord, chacun de ces éléments paraît isolé dans des sphères radicalement séparées, qui ne se prêtent à un traitement scientifique que d'une manière et à un degré très différents. Weber tisse néanmoins un certain nombre de liens entre ces sphères a priori totalement hétérogènes. Par exemple, la sociologie ne peut se passer ni de la connaissance des normes propres à la dogmatique du droit, qu'elle utilise comme moyen heuristique, ni se désintéresser de l'effet des représentations normatives sur la conduite des agents; elle doit prendre en considération les valeurs qui agissent également, à des degrés variables, en tant que motifs de l'action.

Cette articulation des faits, des normes et des valeurs dans la théorie weberienne soulève un certain nombre de difficultés et d'interrogations, qui ont été mises en relief par la postérité de Weber, -de Kelsen et Schmitt à Habermas, Parsons et Luhmann: ainsi le décisionnisme des valeurs chez Weber, les rapports entre légitimité et légalité, la neutralité axiologique, la théorie de l'action, etc.

Ces quelques interrogations, nullement exhaustives, témoignent de la difficulté que pose à la postérité de Weber (entendue au sens large) le problème du rapport entre les faits, les normes et les valeurs. En même temps, en s'adressant tant à la philosophie, à la sociologie, à la science politique qu'au droit, elles illustrent bien la nécessité –puisque le débat sur cette question demeure plus que jamais d'actualité– d'une discussion interdisciplinaire et surtout de recherches interdisciplinaires autour de ce thème. C'est un tel projet interdisciplinaire que veut promouvoir et développer le Groupe d'études «Max Weber et sa postérité».

2. *Légitimité du droit*

CRSH (2000-2003)

Chercheurs principaux : COUTU Michel, ROCHER Guy, LEYDET Dominique (Philosophie, UQAM)

La recherche traite d'une question cruciale qui se pose aux sociétés contemporaines, celle de la légitimité du droit. Dans ces sociétés, caractérisées par un degré élevé de complexité et par le pluralisme des valeurs, la

formation du consensus ne peut plus découler de la tradition, d'une morale conventionnelle ou d'une éthique religieuse. Dans ces conditions, le problème de la légitimité du droit devient incontournable, d'autant aggravé, au demeurant, par la crise de l'État-Providence qui a présidé à l'orientation des sociétés démocratiques industrialisées depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cette crise se traduit par les limites des politiques sociales interventionnistes et par un «*décentrage*» relatif du rôle de l'État, dû en particulier à la mondialisation de l'économie. D'où des besoins accrus de légitimation, que reflète l'expansion de la juridiction constitutionnelle relative aux droits fondamentaux dans la plupart des pays occidentaux. Mais à son tour cette position encore plus importante occupée par les Cours constitutionnelles et les Cours suprêmes au sein de l'ordre juridique doit être elle-même légitimée, non seulement globalement, mais au regard des décisions difficiles que doivent rendre ces Hautes juridictions dans de nombreux cas.

Partant de cette analyse, la recherche proposée, de type pluridisciplinaire (réunissant une équipe de chercheurs composée d'un juriste, d'un sociologue et d'une philosophe) vise, d'une part, à clarifier le sens du concept de légitimité en tentant d'opérer une mise en cohérence des discussions portant sur cette notion; et, d'autre part, à appliquer le concept de légitimité, une fois ce travail préalable d'élucidation réalisé, à l'examen des problèmes de légitimation du droit dans le cadre des sociétés démocratiques contemporaines. Le travail de clarification prendra appui sur l'étude critique de la pensée d'auteurs de premier plan, soit Max Weber et Jürgen Habermas, auquel s'ajoutera le nom de Rudolf Stammler, un philosophe du droit tombé dans un oubli relatif mais qui, fort influent au début du siècle, apporta une contribution très importante à la réflexion sur les fondements en légitimité de l'ordre juridique. L'analyse du concept de légitimité, menée sur la base d'une confrontation des positions respectives de Weber, Stammler et Habermas, conduira à une étude approfondie des contraintes de légitimation qui conditionnent l'activité des Cours constitutionnelles et des Cours suprêmes (au Canada, aux États-Unis, en France et en Allemagne en particulier), cette étude devant être menée au regard de décisions récentes, particulièrement controversées, en matière de droits fondamentaux.

La recherche envisagée devrait, sous trois aspects principaux, apporter une contribution importante à l'avancement des connaissances : d'abord, du point de vue d'une clarification de la notion même de légitimité; ensuite, d'une étude appliquée des problèmes de légitimation dans les démocraties occidentales; enfin, d'un examen des difficultés que rencontre, sous cet angle, la juridiction constitutionnelle relative aux libertés et droits fondamentaux. Du fait de l'ampleur de la perspective adoptée, la recherche devrait intéresser un public plus large (décideurs, praticiens du droit, public préoccupé par les rapports entre droit et démocratie) que l'auditoire formé par la seule communauté universitaire.

3. *Théories et émergence du droit*

FCAR (Équipe) (2000-2003)

CRSH (1999-2002)

Chercheurs principaux : LAJOIE Andrée, ROCHER Guy, NOREAU Pierre, JANDA Richard, MACDONALD Roderick

Les activités de recherche conduites par notre équipe sont toutes orientées vers une même interrogation sur le droit et s'intègrent toutes sous le thème *Théories du droit et changement social*. Elles participent à une même ambition à réfléchir le droit en tant que processus continu d'élaboration des normes. Nous cherchons à dépasser dans ce sens la simple question du « *surgissement des normes juridiques*» pour nous pencher également sur les modalités qui président à leur création et à leur transformation continue. Nous entendons répondre par là à quelques questions plus précises comment le droit s'élabore-t-il dans la foulée des interactions sociales, quelle part les institutions prennent-elles dans l'énonciation des normes juridiques, dans leur interprétation et leur application, quelles relations ces normes entretiennent-elles entre elles, quelle est leur effectivité concrète, comment sont-elles reçues par ceux et celles qu'elles sont censées orienter et encadrer, et dont elles sont souvent issues?

Un tel programme exige évidemment la comparaison de multiples approches théoriques. Nous entendons ainsi concilier les apports de la théorie du droit, telle qu'elle est entendue chez les juristes, avec les perspectives théoriques et empiriques proposées par les sciences sociales. Aussi le terme *Théories* doit-il être compris ici dans sa forme plurielle. Nos travaux visent la convergence de ces diverses perspectives. Il s'agit là d'un parti pris déjà ancien. Il a largement contribué jusqu'ici à l'enrichissement de nos recherches. Nos travaux antérieurs démontrent la nécessité d'une telle ambition en même temps que ses exigences épistémologiques. Nous croyons ainsi contribuer au développement d'une meilleure compréhension du droit,

mais aussi à l'enrichissement de la recherche interdisciplinaire. La réalisation de cet objectif suppose cependant le dépassement d'une conception traditionnelle du droit. Un renouvellement de la théorie du droit implique que le droit édicté, écrit et sanctionné soit réintroduit dans le cadre plus vaste des normativités sociales.

Nos recherches sont axées sur quatre concepts □ **pluralisme** (existence de références normatives parallèles et potentiellement contradictoires dans le cadre même de l'ordre juridique établi par l'État mais, également, la mise en concurrence de l'ordre juridique institué avec d'autres ordres juridiques non étatiques, sinon d'autres références plus ou moins formalisées, souvent implicites); **surdétermination** (efficace du champ des valeurs et des intérêts qui fondent la normativité au moment de sa production en même temps que de l'interprétation variable du contenu des normes dans le temps, au gré de rapports de forces et de contextes socio-politiques particuliers); **effectivité** (effets observables –attendus ou inattendus– des normes juridiques sur les comportements) et, enfin, **légitimité** (caractère nécessaire et désirable des normes elles-mêmes, quelle que soit l'autorité qui les a édictées et formalisées.

Financées entre autres par le CRSH et FCAR, ces recherches portent sur des objets concrets variés — qui nous servent de champ d'induction et de vérification de nos hypothèses théoriques. Depuis 1999 nous avons poursuivi et terminé des projets déjà en cours sur *les constitutions post-modernes* (Macdonald) et sur *les valeurs minoritaires et le discours judiciaire* (Lajoie); poursuivi des recherches déjà amorcées sur *les normes autochtones* (Lajoie) et *l'émergence et la légitimité des normes en matière de santé* (Rocher), de même que sur *la médiation en matière familiale* (Noreau), et mis en route de nouveaux projets sur *la mobilisation politique du droit* (Noreau) et *l'effectivité de la Charte et l'arbitrage de griefs* (Rocher, Coutu).

4. *Mise en oeuvre de la norme d'égalité (Charte québécoise) et arbitrage des griefs*

CRSH (2000-2003)

Chercheure principale : VALLÉE Guylaine (École des relations industrielles, UdM)

Co-chercheurs : ROCHER Guy, COUTU Michel

Chaque année, au Québec, plusieurs plaintes de discrimination sont déposées devant différentes instances spécialisées, la mise en oeuvre de l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne ne relevant pas exclusivement de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et du Tribunal des droits de la personne. Dans le domaine de l'emploi, en particulier, le traitement des plaintes de discrimination dépend largement des instances propres au droit du travail, notamment des arbitres de griefs en contexte syndiqué. Ceux-ci possèdent le pouvoir d'appliquer ou d'interpréter les lois, incluant les lois qui concernent la protection des droits de la personne. Une dualité de forums compétents découle de cette situation en contexte syndiqué: tant l'arbitre de griefs que le Tribunal des droits de la personne du Québec peuvent rendre des décisions sur des problèmes de discrimination dans l'emploi. Quelles sont les conséquences de cette situation sur la cohérence d'application de la norme d'égalité dans les milieux de travail? Le droit à l'égalité protégé par la Charte est-il appliqué ou interprété différemment suivant le forum auquel s'adresse la victime de discrimination?

Notre recherche veut répondre à cette question en décrivant de manière exhaustive, dans la poursuite des travaux récents des chercheurs impliqués dans notre équipe, les différences dans l'application et l'interprétation de la règle prohibant la discrimination dans l'emploi en contexte syndiqué par les instances spécialisées du travail et des droits de la personne. Elle vise aussi à identifier les causes possibles de ces différences par une approche combinant différents apports disciplinaires (droit, relations industrielles, sociologie et théorie du droit) et des méthodes de recherche variées (analyse de contenu de décisions de justice, entrevues avec les intervenants impliqués dans le traitement des plaintes de discrimination dans l'emploi, études de cas). Outre l'utilisation combinée de théories issues de différentes disciplines, l'étude pourra contribuer à l'avancement des connaissances en mettant l'accent sur les difficultés surgissant dans les rapports entre le droit collectif du travail et le droit à valeur "quasi constitutionnelle" des libertés et droits de la personne et sur la nécessité d'une meilleure harmonisation des pratiques d'interprétation et d'application de la Charte entre les tribunaux spécialisés. Du point de vue de l'orientation des politiques publiques, l'étude se propose aussi de faire l'inventaire et l'évaluation des différentes options susceptibles d'assurer la véritable primauté de la Charte des droits et libertés de la personne y compris en matière de rapports collectifs de travail, tout en respectant la mesure d'autonomie nécessaire au bon fonctionnement de ce champ. Enfin, il faut

souligner les implications pratiques de la recherche pour les intervenants du droit du travail, notamment les syndicats et les arbitres de griefs, dont le rôle excède de plus en plus le cadre strict de la convention collective pour embrasser l'application des droits fondamentaux dans l'entreprise syndiquée, ce qui transforme la mission initialement rattachée à ces institutions des rapports collectifs du travail.

5. Démographie et droit **le droit comme expression du lien social**

Fondation du Barreau du Québec (1999-2001)

MRCI

Chercheur principal NOREAU Pierre

Une des plus grandes difficultés que rencontre le droit dans l'exercice de sa fonction sociale réside dans la conception différente que se font les citoyens de l'activité juridique et de sa légitimité en tant qu'institution (législative, exécutive et judiciaire). Il s'agit là d'une situation assez connue. Le droit est perçu différemment en fonction de l'origine sociale et de la socialisation des justiciables, mais cet état de fait est plus évident encore dans le cadre d'une société pluraliste et ouverte que dans une société plus refermée, parce que la présence de justiciables issus d'autres univers culturels s'y fait plus fortement sentir. Or, cette situation pose dans une perspective nouvelle les impératifs d'une citoyenneté qu'on suppose fondée sur le droit, de sorte que soumis à un même ordre juridique, les justiciables réagissent très différemment à l'action du droit. Le législateur, le praticien du droit et la magistrature doivent du moins savoir que la conception qu'on se fait de la fonction juridique connaît d'importantes variations en fonction des origines sociales et culturelles des justiciables. Il en va notamment ici des facteurs de socialisation que constituent l'origine culturelle ou nationale.

Le projet que nous nous proposons de conduire comprend trois étapes

- 1) une enquête par sondage auprès de la population en général comprenant un échantillon important de Québécois issus de l'immigration;
- 2) une enquête par entrevues auprès de Québécois issus de l'immigration mais issus de certaines communautés culturelles ciblées (d'origine occidentale et non-occidentale);
- 3) une enquête par entrevues auprès de professionnels du droit (avocats et juges) et auprès d'acteurs du système judiciaire (traducteurs judiciaires, greffiers, intervenants psycho-sociaux oeuvrant à la Cour du Québec ou à la Cour supérieure).

Le projet doit déboucher sur une série de recommandations permettant un plus grand accès des communautés culturelles à la justice et une meilleure connaissance du droit.

La recherche doit ainsi conduire à répondre à quelques problèmes plus concrets comment le monde juridique peut-il aborder l'univers diversifié des communautés culturelles, quelles conclusions tirer des expériences antérieures, devant les tribunaux, les instances administratives, ou tentées dans le cadre de la pratique quotidienne du droit; comment assurer une meilleure diffusion du droit au sein des membres des différentes communautés; quel bilan faire des tentatives antérieures en ces matières et sur quelle conception du droit un rapprochement peut-il être tenté ? Quels sont les obstacles à surmonter pour parvenir à une plus grande confiance dans le droit et dans l'institution judiciaire; comment – en contrepartie – recourir aux mécanismes que les membres de ces communautés culturelles établissent dans la gestion de leurs rapports quotidiens? Quelle conclusion tirer de ces pratiques particulières pour le fonctionnement de nos propres institutions?

6. Médiation familiale et résolution de conflit **analyse des effets de contrainte**

FCAR (Programme Établissement de nouveaux chercheurs) (1998-2001)

Ministère de la Justice

Chercheur principal NOREAU Pierre

À partir de l'analyse de la définition que donnent les médiateurs familiaux de leur activité, se profile l'idée que ce nouveau champ de pratique est en train de se constituer autour d'une série de tensions touchant divers enjeux sociaux et professionnels continuité et rupture vis-à-vis de la profession d'origine; luttes interprofessionnelles; passage d'un mode judiciaire de régulation des divorces et d'organisation de la vie

familiale à un mode plus souple, adapté aux besoins des individus; capacités (potentielles) de changement, d'évolution, de réflexivité, d'autoprise en charge des parties dans la médiation et incapacités (réelles) momentanées - émotives, psychologiques - d'y parvenir. Comment l'action des acteurs du droit constitue-t-elle, dans cette perspective, une des conditions de définition de la norme juridique? En quoi l'émergence du droit est-elle liée au jeu de ceux qui ont vocation à le mettre en œuvre? Le cas de la médiation familiale offre un exemple intéressant de ce phénomène qui contribue à l'émergence de la norme juridique. Il n'est observable qu'à condition de se pencher sur l'activité des acteurs du droit (ici les médiateurs eux-mêmes, ailleurs, les justiciables) et de chercher à comprendre comment ils s'approprient la norme juridique, exploitent ses imprécisions et repèrent les marges de manœuvre laissées par la législation. La médiation familiale offre cette perspective sur un champ de pratique en émergence qui ne trouvera sa stabilité que dans la récurrence d'une façon de faire et d'une justification dont la forme et le contenu restent encore à définir. Le cas est particulièrement riche parce qu'il met en concurrence – depuis septembre 1997, date de mise en vigueur de la loi 65 – des agents issus d'origines professionnelles différentes – avocats et notaires, mais également travailleurs sociaux, psychologues et orienteurs qui, tous, ont le droit d'obtenir une accréditation en tant que médiateur familial.

La définition encore imprécise de la médiation familiale tient en partie, au fait que ces différents groupes professionnels se partagent actuellement le champ de la pratique. Il est par conséquent raisonnable de s'attendre à ce que plusieurs formes de la médiation familiale soient également observées et qu'un conflit latent divise les tenants de conceptions différentes de la médiation, jusqu'à la structuration et la consécration juridique d'un standard, que celui-ci soit tributaire de la domination graduelle d'un modèle ou du monopole consacré ou implicite d'un groupe professionnel. L'étude actuelle cherche une réponse à une question simple – jusqu'à quel point les médiateurs issus de groupes professionnels distincts entretiennent-ils une conception différente de la médiation? Cette interrogation sera ultérieurement suivie par d'autres, dont nous avons brossé les contours plus haut. L'étude actuelle exploite les contenus d'une trentaine d'entrevues réalisées au printemps 2000 auprès de médiateurs expérimentés, les modèles de médiation qui cohabitent actuellement dans le champ de la pratique. Nous analyserons par la suite comment ces modèles caractérisent de loin en loin la pratique des médiateurs issus de trois groupes professionnels – les avocats, les médiateurs et les psychologues.

SECTION 3 LE CRDP AU PLAN INTERNATIONAL

1. Participation à des réseaux internationaux

ECODIR (Electronic Consumer Dispute Resolution) : Le Centre de recherche en droit public a été à l'origine de la mise sur pied du consortium ECODIR comprenant les partenaires européens suivants: Université de Namur, CNRS, Université de Munster et University College of Dublin. Ce projet a pour objet de mettre en place des mécanismes logiciels facilitant le règlement des conflits sur Internet impliquant au moins un consommateur; d'analyser la statut juridique des consommateurs en Europe dans le cadre notamment du règlement extrajudiciaire des conflits; d'assurer le secrétariat du projet ECODIR et d'analyser les plaintes soumises (taux de résolution, types de conflits, etc.) et de proposer des voies de solution propres à faciliter le commerce électronique et à assurer une sécurité juridique des transactions. Le projet a débuté le 1er juin 2000 et se termine le 1er juillet 2002. Il est possible que le projet soit prolongé pour une année. Le consortium ECODIR a été financé par la Commission européenne et le développement logiciel a été assuré par des fonds privés.

GERN (Groupe européen de recherches sur les normativités) La vie sociale est structurée par toutes sortes de normes, les unes autonomes, les autres institutionnalisées, avec des degrés variables de formalisme. La crise et la recomposition des normativités constituent aujourd'hui un problème crucial, rendu encore plus aigu par la régionalisation et la mondialisation. Le GERN est un réseau scientifique européen, qui réunit une quarantaine de centres et des chercheurs individuels de différentes disciplines travaillant sur les normes et les déviations. Des centres et chercheurs de dix pays européens participent au GERN. Le GERN organise régulièrement dans différents pays des séminaires de recherche, des colloques et des journées d'étude; il publie une lettre d'information quadrimestrielle sur les activités et les travaux des chercheurs du GERN et entretient une coopération documentaire entre ses membres. Le CRDP a été exceptionnellement accepté et reconnu par le GERN comme «équipe associée extra-européenne», à cause des travaux théoriques et empiriques menés au CRDP sur les normativités juridiques et non juridiques. À ce titre, le CRDP est invité à participer à toutes les activités du GERN et bénéficie de contacts et de visites avec les chercheurs européens rattachés au GERN.

IREB (Institut international de recherche en éthique biomédicale). L'IREB a été mis sur pied en mai 2001, sous le parrainage de la Commission permanente franco-québécoise. L'IREB est un institut sans mur, qui vise, d'une part, la collaboration et la coopération internationale dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale et d'autre part la mise sur pied d'un système de réseautage international, à la fois interdisciplinaire et inter-institutionnel. Les points d'ancrage de l'IREB sont le Laboratoire d'Éthique Médicale et de Santé Publique de la Faculté de Médecine de Necker Enfants malades et le Centre de recherche en droit public. La programmation scientifique de l'IREB est axée sur trois axes: l'éthique de la recherche, la génétique humaine (recherche et soins), les systèmes de santé et les réseaux de soins. Plusieurs partenaires ont appuyé la création de l'IREB : du côté québécois, on trouve le ministère des Relations internationales du Québec, le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, la Chaire de recherche du Canada en droit et médecine et l'Université de Montréal. Du côté français, il s'agit du ministère des Affaires étrangères de la France, du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, ainsi que de l'Université René-Descartes – Paris V. L'Institut regroupe des personnes de diverses disciplines et de champs d'intervention variés intéressées par la recherche en éthique biomédicale (droit, éthique, médecine, philosophie, sociologie, anthropologie, etc). Au Québec, l'IREB compte environ 170 membres et 150 en France. L'IREB se veut un institut à vocation internationale mettant en oeuvre un partenariat multilatéral.

JURIS INTERNATIONAL ☐ *Juris international* est le fruit d'un partenariat entre ☐

- **le Centre du commerce international CNUCED/OMC - le CCI –**
(responsable du projet: Jean-François Bourque, conseiller principal)
- **LexUM du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, Canada**
(responsable du projet: professeur Daniel Poulin)
- **et le Juripole de l'Université de Nancy, France**
(responsable du projet: Professeur François Jacquot)

Le partenariat a été officiellement engagé en novembre 1998 lors de la conférence internationale "Partenaires pour le développement" tenue à Lyon sous les auspices des Nations-Unies. La formule d'un partenariat entre des organisations internationales et des institutions de la société civile a semblé un moyen pratique et viable pour atteindre les objectifs de diffusion du droit du commerce international vers les pays émergents.

Juris international est une collection multilingue (anglais, espagnol et français) d'informations juridiques pertinentes sur le commerce international. *Juris international* vise à faciliter et économiser le travail de recherche et d'information des juristes d'affaires - avocats, conseils et juristes d'entreprises - et des organismes étatiques des économies en développement et en transition, en donnant accès à des textes dont l'obtention était auparavant souvent difficile. L'objectif est de réunir en un seul site un grand nombre d'informations de base (en privilégiant les textes juridiques complets), sans nécessité de renvois, et par conséquent sans frais de communication excessifs pour les utilisateurs ne bénéficiant pas d'un réseau de télécommunication performant. En 2001, Juris International s'est associé au Centre de conciliation et d'arbitrage de Tunis aux fins de préparer et de tenir une conférence internationale sur le thème du développement du commerce électronique dans les pays du Sud. Plus de 700 participants d'une vingtaine de pays ont assisté à l'événement. Les Actes ont été publiés sous le titre «☐Guide juridique du commerçant électronique☐».

PICS (Programme international de coopération scientifique CRDP-CECOJI/CNRS sur «☐Internet, droit, normativité et technologies☐»). Le ministère québécois de la Recherche, de la Science et de la Technologie ainsi que les instances françaises équivalentes ont appuyé la création d'un axe franco-québécois de recherche avancée sur le droit et les normativités relatives aux technologies de l'information, d'Internet et du cyberspace. ☐Le Programme international de coopération scientifique réunit l'équipe de droit du cyberspace du CRDP et celle du Centre d'études sur la coopération juridique internationale (CECOJI). Il consolide un regroupement des principaux chercheurs québécois et français sur ces questions afin de constituer une équipe internationale capable d'intervenir efficacement dans les divers lieux où se pense et se construit la normativité du commerce électronique et des autres interactions rendues possibles du fait des technologies de l'information. Les questions de recherche considérées se rattachent à trois volets. Le premier volet a trait à l'étude et au développement du cadre juridique d'Internet. Il s'agit d'identifier le contenu des normes applicables dans l'univers Internet. Le second volet concerne les processus d'élaboration des normes régulatrices qui s'imposent aux sujets et l'effet des technologies sur le droit. Le troisième volet vise à développer et à adapter les technologies de l'information aux besoins et aux particularités du droit.

2. Rayonnement international

Le CRDP est probablement le plus important centre de recherche universitaire en droit au Québec, au Canada et au sein de la Francophonie. Son importance peut se mesurer par le nombre des chercheurs et des étudiants, la diversité des projets de recherche et la qualité de ses publications. Le Centre s'est taillé une place de premier rang dans chacun de ses axes de recherche. De nombreux signes témoignent de la reconnaissance internationale que recueille le Centre. Le CRDP reçoit, chaque année, de nombreux chercheurs en courte visite ou séjour d'étude. Plusieurs membres occupent des positions prestigieuses sur la scène nationale et internationale. Grâce à son serveur WWW, le CRDP a un rayonnement

remarquable au sein des milieux scientifiques internationaux. Il est reconnu comme faisant partie du nombre très sélect des serveurs juridiques qui sont fréquentés par des usagers en provenance d'une centaine de pays à un rythme de plus d'un million de requêtes par mois, dont plus de la moitié en provenance de l'étranger.

➤ **Ententes institutionnelles**

Le rayonnement international du Centre prend la forme d'ententes institutionnelles avec d'autres grands centres de recherche universitaires oeuvrant dans des domaines d'intérêt semblables ou connexes☐

- **Centre d'études sur la coopération juridique internationale (CECOJI), Antenne parisienne, Ivry, France**
- **Centre de recherches Informatique et Droit (CRID), Namur, Belgique**
- **Centre international de sociologie du droit, Oñati, Espagne**
- **Chicago-Kent Law School, USA**
- **Faculté de droit de l'Université de Nancy, France**
- **Groupe européen de recherche sur les normativités (GERN, affilié au CNRS)**
- **Groupe Rubis-Network on Computer Law and Security de Bruxelles et un des réseaux de l'AUPELF-UREF**
- **Instituto de Investigaciones Juridicas, UNAM-Mexico**

Ces liens s'ajoutent à ceux qui existent déjà au Canada avec les plus importants centres de recherche dont☐

- **Faculté de droit de l'Université de Colombie-Britannique**
- **Health Law Institute, Alberta**
- **Institut canadien de recherches avancées**
- **Public Law and Policy Research Center, Université York**

➤ **Cours à l'étranger**

La reconnaissance internationale se reflète aussi par les cours que nos membres ont été invités à assumer.

Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Nantes

Cours de DEA en propriété intellectuelle (avril-mai 2001)

Ysolde Gendreau

Faculté de droit, University of San Diego

Cours International Intellectual Property (Florence, juin 2000)

Ysolde Gendreau

Institut de droit comparé de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne)

Cours d'introduction à l'analyse économique du droit

Ejan Mackaay

Institut d'études politiques de Grenoble (I.E.P. de Grenoble)

3 décembre 2001

Pierre Noreau

SECTION 4 FINANCEMENT

SUBVENTIONS OBTENUES EN 2000-2001 *

SUBVENTIONS, DONNÉS ET CONTRATS DE RECHERCHE (du 1 ^{er} juin 2000 au 31 mai 2001)		
1)	INFRASTRUCTURE	
	CÉDAR	635 515
	FCAR	155 000
	Sous total	790 515
2)	SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE	
	CRSH	116 424
	IRSC	48 308
	FCAR	246 387
	FRSQ	70 000
	Autres	779 518
	Contrats	1 304 149
	Dons	96 000
	Sous total	2 660 786
3)	ÉQUIPEMENT	
	FCAR - équipement	19 423
TOTAL		3 470 724

* Pour une liste détaillée des subventions, voir en annexe.

SECTION 5 RÉALISATIONS DU CRDP EN 2000-2001

1. Publications et réalisations

	<i>Quantité</i>
> Livres	9
> Chapitres de livres	10
> Articles	53
> Rapports	10
> Autres	9
> À paraître	25
> Conférences	138

> Livres

GENDREAU, Ysolde, *Les fictions du droit/Fictions in the Law*, Montréal, Éditions Thémis, 2001, xviii-145p.

HOULE, France, *Les règles administratives et le droit public aux confins de la régulation juridique*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 267 p.

LABBÉ, Éric, Daniel POULIN, Jean-François BOURQUE et François JACQUOT, *Le guide juridique du commerçant électronique (version préliminaire)*, Montréal, Juris International, 2001, 277 p.

MACKAAY, Ejan et Ysolde GENDREAU, *Législation canadienne en propriété intellectuelle/Canadian Legislation on Intellectual Property 2002*, Toronto, Carswell, 2001, 867 p.

MACKAAY, Ejan, *Analyse économique du droit - I. Fondements*, Montréal, Éditions Thémis, 2000, 317 p.

MOLINARI, Patrick A. (Co-éditeur avec Y. RENAUD et J.-L. BAUDOUIN), *Services de santé et services sociaux*, Texte annoté et commenté de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, 11^e éd., (2000-2001), 1413 p.

OBADIA, Alexandra, *Xénotransplantation. Le brevet sur l'animal*, Presses de l'Université du Québec, 2001, 142 p.

TRUDEL, Pierre, Daniel POULIN et France ABRAN, (avec la collaboration de Maxime CHEVALIER, Lucie HOUDE, Ivan MOKANOV, Sébastien PIGEON, Bertrand SALVAS et Frédéric PELLETIER), *Texte annoté et glossaire de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (L.Q. 2001, c. 32)*, CRDP, septembre 2001. Disponible en ligne à <http://www.autoroute.gouv.qc.ca/loi-en-ligne/>

TRUDEL, Pierre, *Implantation de services de courriel dans les écoles. Guide des exigences à satisfaire afin d'assurer la protection des droits des personnes et le partage des responsabilités*, Québec, Conseil du Trésor, octobre 2000, 23 p. Disponible en ligne à http://www.autoroute.gouv.qc.ca/publica/pub_secur.htm

> Chapitres de livres / Ouvrages collectifs / Actes de colloque

BENYEKHEF, Karim et Vincent Gautrais, «Cyberarbitration», dans Makoto IBUSUKI (dir.), *Cyberspace Law in Japan*, (édition en japonais), Tokyo, 2000.

CHASSIGNEUX, Cynthia, «La protection des informations à caractère personnel», dans Éric LABBÉ, Daniel POULIN, François JACQUOT et Jean-François BOURQUE (dir.), *Guide juridique du commerçant électronique*. (Version préliminaire), Montréal, Juris International, 2001, pp. 168-187.

GENDREAU, Ysolde «Canada», in P.E. GELLER (éd.), *International Copyright Law and Practice*, New York, Matthew Bender (mise à jour d'une encyclopédie à feuilles mobiles), annuel.

KNOPPERS, Bartha Maria et Dominique SPRUMONT, «Human Subjects Research, Ethics, International Codes and Genetics», in S. MELMAN and T. MURRAY (dir.), *International Encyclopedia of Bioethics*, John Wiley & Sons, New York, pp. 566-576.

LAJOIE, Andrée, «Droit autochtone en contexte canadien – un pluralisme complexe et évolutif», dans *Actes du Colloque de l'Association internationale de méthodologie du droit (Pise)*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1999, pp. 137-146.

LAJOIE, Andrée, «I valori delle 'minoranze sociali' nella giurisprudenza costituzionale della Corte suprema del Canada», dans Giancarlo ROLLA (dir.), *o sviluppi dei diritti fondamentali in Canada*, Milano, Giuffrè, 2000, pp. 197-207.

MOLINARI, Patrick A., «Judicial Review in Action – Observing the Functioning of Modern Administrative State – Social Affairs», dans *Canada China Senior Judges Training Project, 6th Joint Seminar*, National Judges College, Beijing (RPC), 2000, pp. 317 à 325 (également en mandarin – pp. 326 à 330).

MOLINARI, Patrick A., «The making of the Administrative State – The Modern Canadian State», dans *Canada China Senior Judges Training Project, 6th Joint Seminar*, National Judges College, Beijing (RPC), 2000, pp. 17 à 27 (également en mandarin – pp. 28 à 33).

SALVAS, Bertrand, «Le commerce électronique – pratique et stratégique», Volume des cours de perfectionnement du notariat, 2001, no 1, Yvon Blais.

TRUDEL, Pierre, «Les responsabilités dans le cyberspace», dans *Les dimensions internationales du droit du cyberspace*, collection *Droit du cyberspace*, Paris, Éditions Unesco-Économica, 2000, 235-269.

> Articles

AVARD, Denise et Bartha Maria KNOPPERS, «Genetics & Society Project», (2000) 3 *Community Genetics* 102-104.

AVARD, Denise et Bartha Maria KNOPPERS, «Le dépistage chez les enfants – enjeux politiques pour le nouveau millénaire», (2001) *ISUMA* 48-57.

AVARD, Denise, «Genetics and Society Research at the University of Montreal», *Biotech*, Juin/juillet, 2001, 48-49.

AVARD, Denise, E. HARMSSEN, Catherine MOSCO et Béatrice GODARD, «International, Regional and National Policies on Genetic Testing and Screening», Issue Paper, OECD, Paris, janvier 2001.

BENYEKHELEF, Karim et Fabien GÉLINAS, «Les modalités de règlement des conflits dans l'environnement des réseaux de communication numérique multimédia», (2001) *Bulletin du droit d'auteur de l'UNESCO*. Disponible à <http://upo.unesco.org/periodicals.asp#1>

BLANCHETTE, Jean-François, «First European RSA Conference Highlights Need for Careful Security Infrastructure Planning in the Information Society», *Baltic IT Review* 17(4) 1-42 (printemps 2000).

CHASSIGNEUX, Cynthia, «La protection des données personnelles en France», *Lex electronica*, vol. 6, no 2, hiver 2001. Disponible à <http://www.lex-electronica.org/articles/v6-2/chassigneux.htm>

CRÉPEAU, François, Patricia FOXEN, France HOULE et Cécile ROUSSEAU, «Analyse multidisciplinaire du processus décisionnel de la CISR», (2001) 4 *Refuge* 62-75.

DESCHENES, Mylène, Genevève CARDINAL, Bartha Maria KNOPPERS et Kathleen C. GLASS, «Human Genetic Research, DNA Banking and Consent – A Question of 'Form'», (2001) 59(4) *Clinical Genetics* 221-239.

GAUTRAIS, Vincent et Ejan MACKAAY, «Les contrats informatiques», dans Denys-Claude LAMONTAGNE (dir.), *Droit de l'entreprise*, Cowansville, Éd. Yvon Blais, 2001, 279-315.

GENDREAU, Ysolde, «A Technologically Neutral Solution for the Internet? Is it Wishful Thinking?», dans J. BLOOM et H. DUMONT (dirs), *Science Truth and Justice/Science, vérité et justice*, Montréal, Éditions Thémis, 2001, pp. 197-215.

GENDREAU, Ysolde, «Authorization Revisited», (2000-2001) 48 *Journal of the Copyright Society of the USA* 341-362.

GENDREAU, Ysolde, «Le droit d’auteur à l’ère d’Internet? de l’importance d’évoluer», dans J. BLOOM et H. DUMONT (dirs), *Science Truth and Justice/Science, vérité et justice*, Montréal, Éditions Thémis, 2001, pp. 186-196.

GENDREAU, Ysolde, «Technical Protection Measures and the Rebirth of Formalities», in V. CAPPELLINI et J. HEMSLEY (éds), *Electronic Imaging & the Visual Arts-EVA 2001 Florence*, Bologne, Pitagora Editrice, 2001, pp. 62-66.

GENDREAU, Ysolde, «Integratsiya avtorskogo prava kanady», (2001) 10 *INTELLEKTUALNAYA SOBSTVENNOST – Avtorskoe Pravo I Smezhnye Prava* 62-69, (2001) 11 (même revue) 67-79; (2001) 12 (même revue) 70-76.

GODARD, Béatrice, «Médecine prédictive? recommandations et environnement réglementaire international? comment la France se situe par rapport aux autres pays?», *Actualité et dossier en santé publique, revue du Haut Comité de la santé publique*, 2001, 34?45-8.

GODARD, Béatrice, «Assurances et médecine prédictive? les enjeux», *Actualité et dossier en santé publique, revue du Haut Comité de la santé publique*, 2001, 34?56-61.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Population Genetics “Benefit Sharing”», (2000) 3 *Community Genetics* 212-214.

KNOPPERS, Bartha Maria et Dominique SPRUMONT, «Human Subjects Research, Ethics, International Codes and Genetics», *International Encyclopedia of Bioethics*, (Melman, S. and T. Murray, dir.) John Wiley & Sons, New York, 566-576.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Duty to Recontact? A Legal Harbinger?», (2001) 103 (277) *American Journal of Medical Genetics*.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Ethical Aspects of Genome Research and Banking», dans *Genomics and Bioinformatics*, vol. 5b, Série?Biotechnology, 2nd Edition, Éditeurs?H.-J. Rehm and G. Reed en collaboration avec A. Pühler et P. Stadler, 2001, pp. 418-429.

KNOPPERS, Bartha Maria, «From Medical Ethics to “Genethics”», (2000) 356 *The Lancet Perspectives*, s38.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Genetic Benefit Sharing», (2000) 290 *Science* 49.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Of Populations, Genetics and Banks», January/February 2001, *Genetics Law Monitor*, 3-6.

KNOPPERS, Bartha Maria, «The Human Genome? Individual Property or Common Heritage?», dans Council of Europe?Ethical Eye?The Human Genome, Germany, Council of Europe, 2001, pp.?09-116.

LABBÉ, Éric, «La publicité en ligne», dans Éric LABBÉ, Daniel POULIN, Jean-François BOURQUE et François JACQUOT, *Le guide juridique du commerçant électronique (version préliminaire)*, Montréal, *Juris International*, 2001, 277 p., à la page 123.

LABBÉ, Éric, «La technique dans la sphère de la normativité? aperçu d’un mode de régulation autonome», 8 novembre 2000, *Juriscom.net*. Disponible à? <http://www.juriscom.net/uni/doc/20001108.htm>.

LAJOIE, Andrée, «La primauté du droit et la légitimité démocratique comme enjeux du Renvoi sur la sécession du Québec», *Revue Politique et Sociétés*, vol. 19, nos 2-3, 2000, pp. 31-42.

LAJOIE, Andrée, Éric GÉLINEAU, Isabelle DUPLESSIS et Guy ROCHER, «L’intégration des valeurs et des intérêts autochtones dans le discours judiciaire et normatif canadien», (2000) 38 *Osgoode Hall Law Journal* 143-188

- LAMBERTERIE, Isabelle de et Jean-François BLANCHETTE, «Le décret du 30 mars 2001 relatif à la signature électronique□ lecture critique, technique et juridique□», *La semaine juridique, édition Affaires et Entreprises*, 26 juillet 2001, no 30□1269-1275.
- LEMIEUX, Pierre et Ejan MACKAAY, «Les droits de propriété□», dans Claude JESSUA, Christian LABROUSSE et Daniel VITRY (dir.), *Dictionnaire des Sciences Économiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, pp. 316-319.
- LEMIRE Guy et Pierre NOREAU, «Présentation□», dans *Criminologie*, vol. 33, n° 2, 2000, 3-6.
- LETENDRE, Martin, «Brevetabilité et génétique humaine□ perspective internationale du dialogue entre l'Europe et la France à l'égard de la Directive 98/44/CE□», (2001) 13(3) *Cahiers de Propriété intellectuelle* 655.
- MACKAAY, Ejan, «Law and Economics - What's in it for us Civilian Lawyers□», dans Bruno DEFFAINS et Thierry KIRAT (dir.), *Law and Economics in Civil Law Countries*, Amsterdam, Elsevier Science, 2001, pp. 23-41.
- MACKAAY, Ejan, History of Law & Economics (0200), dans : Boudewijn Bouckaert et Gerrit De Geest (dir.), *Encyclopedia of Law and Economics*. Internet: <http://allserv.rug.ac.be/~gdegeest/> et, en version imprimée, Cheltenham, UK, Edward Elgar Publishers, 2000, 65-117.
- MACKAAY, Ejan, Schools and Approaches (0500), dans : Boudewijn Bouckaert et Gerrit De Geest (dir.), *Encyclopedia of Law and Economics*. Internet: <http://allserv.rug.ac.be/~gdegeest/> et, en version imprimée, Cheltenham, UK, Edward Elgar Publishers, 2000, 402-415.
- MACKAAY, Ejan, Wat de rechtseconomie wel en niet vermag, dans□*It ain't necessarily so – Opstellen aangeboden aan Prof. Mr. H. Franken*, R.B. Clitteur, H.J. van den Herik, N.J.H. Huls and A.H.J. Schmidt (eds), La Haye, Kluwer, 2001, pp. 172-182 (en néerlandais).
- NOREAU, Pierre, «Formes et significations de la vie familiale□ des liens entre famille, espace public et le droit□», dans Conseil de la famille, *Démographie et famille, les impacts sur la société de demain*, Québec, Conseil de la famille, 2001, pp. 45-67.
- NOREAU, Pierre, «Judiciarisation et déjudiciarisation□ la part de la poursuite et de la défense□», dans *Criminologie*, vol. 33, n° 2, 2000, pp. 55-79.
- NOREAU, Pierre, «L'Acte de juger et son contexte□ Éléments d'une sociologie politique du jugement□», dans *Éthique et politique* (Éthique de la magistrature) vol. 2, no 2, automne 2001, pp. 17-26.
- NOREAU, Pierre, «La norme, le commandement et la loi□ le droit comme objet d'analyse interdisciplinaire□», dans *Politique et sociétés*, no 19, no 2-3, 2000, pp. 153-177.
- PETIT, Élodie, «Peut-on breveter les séquences EST sans gêne□», vol. 13, no 2, *Les Cahiers de propriété intellectuelle*, p. 435.
- POULIN, Daniel, «La démocratisation de l'accès au droit□ nouveaux acteurs et nouvelles technologies□», Congrès international *Vers un nouveau droit des technologies de l'information*, du 8 au 10 novembre 1999, Namur, Belgique, Cahiers du CRID, Bruylant, Bruxelles, 2002, pp. 27-44.
- ROCHER, Guy, «Hégémonie, fragmentation et mondialisation de la culture, dans *Horizons philosophiques*, vol. 11, no 1, automne 2000, pp. 125-134.
- ROCHER, Guy, «La liberté du citoyen□», dans *L'idée du siècle□ la liberté du citoyen*, sous la direction de Michel Lacombe, Montréal, Radio-Canada et Fides, 2001, pp. 67-80.
- ROCHER, Guy, «La mondialisation, un phénomène pluriel?□», dans *Une société-onde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, sous la direction de Daniel Mercure, Québec, Les Presses de l'Université Laval et DeBoeik Université, 2001, pp. 18-31.
- SALVAS, Bertrand, «Internet, allié ou cheval de Troie□», *National*, Revue de l'ABC, avril 2001.
- SALVAS, Bertrand, «The CanLII Project□», revue du CALL, automne 2000.

SALVAS, Bertrand, Chroniques régulières dans *L'Entracte*, Journal mensuel de la Chambre des notaires.

TIGERSTROM, B. von, Mylène DESCHENES, Bartha Maria KNOPPERS et Timoty CAULFIELD, «Legal Regulation of Cancer Surveillance – Canadian and International Perspectives», (2000) 8 *Health Law Journal*, p. 1.

TRUDEL, Pierre, «L'architecture technique comme élément régulateur du cyberspace», (2000) *Media Lex* 187.

TRUDEL, Pierre, «Quel droit et quelle régulation dans le cyberspace?», *Sociologie et sociétés*, vol. 32, no 2, automne 2000, pp. 189-209.

ZELLAGUI, Sihem, «La régulation de l'audiovisuel face à la mondialisation – cas du Canada et de la France», *Journal du Barreau*, septembre 2000.

➤ Rapports

BENYEKHFLEF, Karim et Fabien GÉLINAS, «The International Experience in regard to Procedures for Settling Conflicts relating to Copyright in the Digital Environment», (2001) Rapport rédigé pour le Intergovernmental Copyright Committee. Twelfth Session of the Committee of the Universal Convention as Revised in 1971 Paris, 18-22 juin 2001. Disponible à http://www.unesco.org/culture/copyright/html_eng/meeting.shtml#Documents

BLANCHETTE, Jean-François, *Les technologies de l'écrit électronique – synthèse et évaluation critique*, Rapport au Groupe de travail sur les actes authentiques électroniques, ministère de la Justice, France, janvier 2001.

GODARD, Béatrice, D. COVIELLO, H. KÄÄRIÄINEN, U. KRISTOFFERSSON, L. TRANEBJAERG, A. AYMÉ, *Provision of Genetic Services in Europe: Current Practices and Issues*, Report for the European Society of Human Genetics – Public and Professional Policy Committee, December 2000 (will be submitted to the EJHG).

GODARD, Béatrice, M. BOBROW, P. FARNDON, M. PEMBREY, S. RAEBURN, S. AYMÉ, *Genetic Information and Testing in Insurance and Employment: Technical, Social, and Ethical Issues*, Report for the European Society of Human Genetics – Public and Professional Policy Committee, October 2000 (will be submitted to the EJHG).

GODARD, Béatrice, J.J. CASSIMAN, J. SCHMIDTKE, S. AYMÉ, *Data Storage and DNA Banking for Biomedical Research: Informed Consent, Confidentiality, Quality issues, Ownership, Return of Benefits - A Professional Perspective*, Report for the European Society of Human Genetics – Public and Professional Policy Committee, August 2000 (will be submitted to the EJHG).

GODARD, Béatrice, G. EVERS-KIEBOOMS, L. TEN KATE, S. AYMÉ, *Population Genetic Screening Programmes: Principles, Techniques, Practices, and Policies*, Report for the European Society of Human Genetics – Public and Professional Policy Committee, June 2000 (will be submitted to the EJHG).

GODARD, Béatrice, C. MOSCO, Marie-Angèle GRIMAUD, *Genetic Privacy and Information: Current International Approaches*, (1990-2001), Report to Industry Canada, March 2001, 65 p.

NOREAU, Pierre (avec la collaboration de Caroline GENDREAU), Rapport de recherche *La médiation familiale - attentes, conditions et prédispositions des conjoints*, Montréal, CRDP, mai 2000, 108 p.

OBADIA, Alexandra, Geneviève CARDINAL, Mylène DESCHENES, Martin LETENDRE, Dominique GRÉGOIRE, Élodie PETIT, Marie-Hélène VACHON et Bartha Maria KNOPPERS, «L'information génétique – Aperçu comparatif international», Rapport commandé par le gouvernement du Québec, 13 octobre 2000 (rapport gouvernemental).

POULIN, Daniel, «La mise en place de ressources de communication interactive au ministère de la Justice du Canada», Rapport de recherche, janvier 2001, 69 p.

> Autres

BLANCHETTE, Jean-François, Présentation « Conservation des documents authentiques sur support électronique et signature électronique », École Nationale du patrimoine, Paris, 4 mai 2001.

BLANCHETTE, Jean-François, Présentation « La signature cryptographique » objet de preuve mathématique, objet de preuve juridique », Séminaire de DEA de sociologie des sciences, Université Toulouse II – CERS, 2 mai 2001.

BLANCHETTE, Jean-François, Présentation « De quel événement la signature cryptographique fait-elle la preuve », Journée d'étude, DESS Histoire et métier des archives, Université d'Angers, 16 mars 2001.

CARDINAL, Geneviève et Mylène DESCHÊNES, Audit du projet PGS, janvier 2001 « Avis favorable rendu par un groupe d'experts international.

CRÉPEAU, François, Patricia FOXEN, France HOULE et Cécile ROUSSEAU, « Analyse multidisciplinaire du processus décisionnel de la CISR », (2001) 4 *Refuge* 62-75.

DESCHÊNES, Mylène, Geneviève CARDINAL, François BROUILLET, Bartha Maria KNOPPERS et Claude LABERGE, « Population Genetics » Proposed Guidelines for the Ethical conduct of Genetic Research in Population », 10th International Congress of Human Genetics, Vienne, Autriche, 15-19 mai 2001.

GENDREAU, Ysolde, *Recueil de jurisprudence » Propriété intellectuelle et industrielle – DRT-3406*, 2001.

LETENDRE, Martin, « Physicians' Duty to Warn » A Comparative Study », présentation lors de l'audit du projet PGS « Avis favorable rendu par un groupe d'experts international, 22 janvier 2001.

MACKAAY, Ejan, *Compte-rendu de E.J. Dommering e.a., Informatie-recht. Fundamentele recht voor de informatiesamenleving*. Amsterdam, Otto Cramwinckel, ISBN 90 75727 35 6, 540 p., f 98, (2000) 24/7 *AMI-Informatierecht* 145-147 (en néerlandais).

> À paraître

AVARD, Denise et Bartha Maria KNOPPERS, « Ethical Dimensions in Paediatric Neurology: A Look into the Future », *Seminars in Pediatric Neurology*. (À paraître)

AVARD, Denise et Bartha Maria KNOPPERS, « Genetic Screening and Children » Policy Issues for the New Millennium », *ISUMA*. (À paraître)

BLANCHETTE, Jean-François, « Donne foi à l'électronique » la dématérialisation de l'acte authentique de droit civil », dans Pierre LEGENDRE (éd.), *Cahiers de la société pour l'anthropologie dogmatique*.

COUTU, Michel, Dominique LEYDET, Guy ROCHER et Elke WINTER, « Introduction » à Max WEBER, *Stammler et le matérialisme historique*, Québec/Paris, Les Presses de l'Université Laval/ Les Éditions du Cerf (coll. « Passages »). (Sous presse).

GENDREAU, Caroline, « Les relations privées dans le contexte du divorce et le rapport au droit » une affaire de justice? », Actes du Colloque *Sources et instruments de justice en droit privé*, Entretiens Jacques Cartier, Hôtel Ritz Carlton, Montréal, 4 octobre 2000. (À paraître)

HOULE, France, « La zone fictive de l'infra-droit » L'intégration des règles administratives dans la catégorie des textes réglementaires », *Revue de droit de McGill*, 51 p. (À paraître)

HOULE, France, « La portée des compétences législatives » entre remplir les espaces blancs et se donner carte blanche par la création de règles administratives », dans Ejan MACKAAY (dir.), *Le lisible et l'illisible*, Montréal, Éditions Thémis, 80 pages. (Accepté pour publication)

HOULE, France, « L'incorporation informelle de conventions internationales par le moyen de règles administratives » une lecture du jugement *Baker* », *Queen's Law Journal*, 50 pages. (À paraître)

KNOPPERS, Bartha Maria et Denise AVARD, « Informed Consent », in *Encyclopedia of the Human Genome*, MacMillan Reference Ltd, Nature Publishing Group London, 2001. (Sous presse)

KNOPPERS, Bartha Maria, «Genetic Information Use and Abuse», in John BRYANT, Linda BAGGOT-LA VELLE et John F. SEARLE (dir.), *Bioethics for Scientists*, John Wiley & Sons, Ltd, 2001. (À paraître)

LE BRIS, Sonia, Jean-François NOËL et Bartha Maria KNOPPERS, *L'enfant et le droit civil*, tome 1, 400 p. (À paraître); DUBREUIL, C., Jean-François NOËL et Bartha Maria KNOPPERS (dir.), *L'enfant et la justice*, tome 2, 500 p. (À paraître)

MACKAAY, Ejan, «Intellectual Property and the Internet The Share of Sharing», dans Neil Netanel, Niva Elkin-Koren et Victor Bouganim (dir.), *The Commodification of Information*, The Hague, Kluwer, 2001. (À paraître)

PETIT, Élodie, «L'aperçu de la recherche sur l'embryon humain au Canada, SFFEM. (À paraître)

POULIN, Dnaiel, «CanLII – How the Bar and Academia can Make Free Access to the Law a Reality», *Law via the Internet '2001 – 32nd AustLII Conference on Computerisation of Law via the Internet*, Australasian Legal Information Institute (AustLII), 28-30 novembre 2001, University of Technology, Sydney, Australia. (À paraître)

ROUSSEAU, Cécile, François CRÉPEAU, Patricia FOXEN et France HOULE, «The Complexity of Determining Refugeehood», *Journal of Refugee Studies*, no 15. (À paraître)

TRUDEL Pierre et Bartha Maria KNOPPERS, Inventaire des lois visant à protéger au Québec les renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux ainsi qu'une analyse du cadre juridique québécois découlant de ces lois afin de vérifier comment se situe le droit québécois eu égard à la législation fédérale et aux règles internationales en la matière. (À paraître)

TRUDEL Pierre, «La Lex Electronica», dans Charles-Albert MORAND (dir.), *Le droit saisi par la mondialisation*, Bruxelles, Éditions Bruylant, collection Droit international, 2001, pp. 221-268. (À paraître)

TRUDEL Pierre, «Le droit de l'Internet au Canada», dans *L'internet et le droit - Droit français, européen et comparé de l'Internet*, Paris, Victoire Éditions, PUF, 2001, pp. 157-178. (À paraître)

TRUDEL Pierre et France ABRAN, *Guide sur la protection de la vie privée dans les services de courrier électronique en site web*, Québec, Direction de l'Autoroute de l'information, pag mult. (À paraître)

TRUDEL Pierre et France ABRAN, *Guide sur l'éthique dans l'utilisation des renseignements nominatifs et dans la conception et mise en place des méthodes d'identification électronique des citoyens sur l'autoroute de l'information au Québec*, Québec, Direction de l'Autoroute de l'information, pag mult. (À paraître)

TRUDEL Pierre, Patricia TOURIGNY, Serge PARISIEN, Romain GOLA et France ABRAN, Dimensions juridiques d'une politique de cryptographie et d'identification électronique, Québec, Direction de l'Autoroute de l'information, pag mult. (À paraître)

VALLÉE, Guylaine, Michel COUTU et Marie-Christine HÉBERT, «Implementing Equality Rights in the Workplace: An Empirical Study», (2001) *Canadian Labour & Employment Law Journal*. (Sous presse)

VALLÉE, Guylaine, Michel COUTU et Marie-Christine HÉBERT, «La norme d'égalité en milieu de travail étude empirique de la mise en œuvre de la norme d'égalité par le Tribunal des droits de la personne et les tribunaux d'arbitrage», dans Guylaine VALLÉE, Michel COUTU, Guy ROCHER, Jean M. LAPIERRE, Jean Denis GAGNON (dir.), *Le droit à l'égalité et les tribunaux d'arbitrage*, Actes du Forum *Droits et Libertés* du 28 avril 2000, Montréal, Les Éditions Thémis, 2001. (Sous presse)

VALLÉE, Guylaine, Michel COUTU, Guy ROCHER, Jean M. LAPIERRE, Jean-Denis GAGNON (dir.), *Le droit à l'égalité et les tribunaux d'arbitrage*, Actes du «Forum Droits et Libertés» du 28 avril 2000, Montréal, Les Éditions Thémis, 2001. (Sous presse)

WEBER, Max, *Stammler et le matérialisme historique*, traduction de Michel Coutu et de Dominique Leydet avec la collaboration de Guy Rocher et Elke Winter, Québec/Paris, Les Presses de l'Université Laval/ Les Éditions du Cerf (coll. «Passages»). (Sous presse)

> Conférences

AVARD, Denise, «Using the Database HUMGEN to Discover Policies in Human Genetics», *A Decade of ELSI Research*, National Genome Research Institute DOE, NIH, janvier 2001.

AVARD, Denise, «De l'ADN à la communauté», Colloque sur la génétique communautaire, Jonquière, juin 2000.

AVARD, Denise, «L'encadrement éthique de la recherche génomique – Le rôle du Québec dans la mouvance internationale», Colloque sur la génétique communautaire, Jonquière, juin 2000.

BENYEKHLEF, Karim, «La juridiction et le commerce électronique – le cas du consommateur», Conférence *Un demi siècle pour l'ABC-Québec – La tradition au carrefour de la modernité*, organisée par l'Association du Barreau Canadien, Montréal, 10 mai 2001.

BENYEKHLEF, Karim, Expert invité dans le cadre du «Workshop on Consumer Protection and Jurisdiction in Electronic Commerce», organisé par Industrie Canada, Toronto, 11 avril 2001.

BENYEKHLEF, Karim, Expert invité dans le cadre du séminaire «Business Process Models and Technical Requirements for Online Dispute Resolution», organisé par la Commission européenne, Ispra (Italie), 8-9 mars 2001.

BENYEKHLEF, Karim, «Domain Name Online Dispute», Séminaire *ADR - CPR Winter meeting* organisé par le CPR Institute, New York, 25-26 janvier 2001.

BENYEKHLEF, Karim, «Online Dispute Resolution and Legal Context», *International Conference on Dispute Resolution in Electronic Commerce*, organisée par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), Genève, 6-7 novembre 2000.

BENYEKHLEF, Karim, «Online Arbitration – The Domain Names Policy and Rules (ICANN)», Conférence *Commercial Alternative Dispute Resolution (ADR) in the XXI century – The Road Ahead for Latin America and the Caribbean*, organisée par la Banque Interaméricaine de développement, Washington D.C., 26-27 octobre 2000.

BENYEKHLEF, Karim, «La régulation de l'Internet – les normativités induites par l'architecture», au Séminaire *L'Internet et le droit*, organisé par le ministère fédéral de la Justice, le ministère de la Justice du Québec, le Barreau du Québec et le Barreau de Paris, 8 septembre 2000.

BENYEKHLEF, Karim, «Electronic Commerce – confidence and conflict resolution», séminaire organisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Lima, Lima, 16-18 août 2000.

BENYEKHLEF, Karim, «Online Mediation», présenté aux audiences *Alternative Dispute Resolution for Consumer Transactions in the Borderless Online Marketplace* tenues par la Federal Trade Commission et le U.S. Department of Commerce, Washington D.C., 6-7 juin 2000.

BLANCHETTE, Jean-François, «Designing the Electronic Authentic Act – Notaries, Cryptology, and Infrastructure», Annual Meeting of the American Association of Anthropology, San Francisco, 16-19 novembre 2000.

BLANCHETTE, Jean-François, «Electronic Signatures for a Paper-and-Ink World», Second International Conference on Information Society 2000, Vilnius, 24-25 octobre 2000.

BLANCHETTE, Jean-François, «Redefining the Practices of Authenticity – Information Security Technologies and the French Notarial Profession», Society for the Social Studies of Science Annual Meeting, University of Vienna, 27-30 septembre 2000.

CARDINAL, Geneviève, Mylène DESCHENES, Bartha Maria KNOPPERS et Kathleen C. GLASS, «Consent in the Field of Human Genetics – A Question of ‘Form’?», A Decade of ELSI Research, National Institutes of Health, Bethesda, Maryland, 17 janvier 2001.

CHASSIGNEUX, Cynthia, «L’encadrement des renseignements personnels sur Internet», Symposium international 2001 – *Internet, commerce électronique, droit et arbitrage*, Gammarth, Tunisie, 26 au 28 avril 2001.

COUTU, Michel, «Max Weber et le réalisme juridique», Session de l’Association canadienne Droit et Société, Congrès des Sciences sociales et humaines, Québec, 29 mai 2001.

COUTU, Michel et Marie-Christine HÉBERT, «Implementing Equality Rights in the Workplace: An Empirical Study», Session conjointe de l’Association canadienne des relations industrielles et de l’Association canadienne des professeurs de droit, Congrès des Sciences sociales et humaines, Québec, 28 mai 2001

COUTU, Michel, «La science du droit entre facticité et normativité – Max Weber et le réalisme juridique», Colloque *Max Weber en contexte – sciences normatives et sciences empiriques* organisé par le Centre canadien d’études allemandes et européennes, Université de Montréal, 16 mars 2001.

COUTU, Michel et Guylaine VALLÉE, «La discrimination en emploi et les droits de la personne – le Tribunal des droits de la personne et les tribunaux d’arbitrage», Séminaire du Groupe *Théorie et émergence du droit*, Faculté de droit, Université de Montréal, 22 janvier 2001.

COUTU, Michel, «La citoyenneté industrielle et les transformations du droit», Session du CR 3 (Études sociojuridiques), Congrès mondial de l’Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), Québec, 4 juillet 2000.

DESCHÊNES, Mylène et Geneviève CARDINAL, «L’avenir de la génétique des populations – enjeux éthiques et juridiques», Société québécoise de lipidologie, de nutrition et de métabolisme, 2^e réunion annuelle, Lac Delage, Québec, 27 avril 2001.

DESCHÊNES, Mylène, Geneviève CARDINAL, Bartha Maria KNOPPERS et Claude LABERGE, «Genetics Research and Populations – The Needs for New Guidelines», International Genetic Epidemiology Society, 9th Annual Meeting, San Antonio, Texas, 28 octobre 2000.

DESCHÊNES, Mylène, Geneviève CARDINAL, Bartha Maria KNOPPERS et Claude LABERGE, «Étude comparative des principes applicables à la recherche génétique des populations», Colloque de la Société canadienne de bioéthique, Québec, 20 octobre 2000.

GENDREAU, Caroline, «Les relations privées dans le contexte du divorce et le rapport au droit – une affaire de justice?», Colloque *Sources et instruments de justice en droit privé*, Entretiens Jacques Cartier, Hôtel Ritz Carlton, Montréal, 4 octobre 2000.

GENDREAU, Ysolde, «The Tariff 22 Decision and the Right to Authorise», Congrès annuel de l’Association canadienne des professeurs de droit, section de propriété intellectuelle, Québec, 27-30 mai 2001.

GENDREAU, Ysolde, «Technical Protection Measures and the Rebirth of Formalities», *Conférence EVA 2001 – Electronic Imaging and the Visual Arts*, Florence, 26-30 mars 2001.

GENDREAU, Ysolde, «Questions de l’heure en propriété intellectuelle pour les universitaires – cours en ligne et inventions», *Débat-midi du SGPUM*, Montréal, 13 mars 2001.

GENDREAU, Ysolde, «On the Right to Authorise», *Déjeuner-conférence de l'ALAI Canada*, Toronto, 8 mars 2001.

GENDREAU, Ysolde, «La propriété intellectuelle et la diffusion sur les réseaux des documents électroniques», 27^e Congrès de l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), Montréal, 1^{er} au 4 novembre 2000.

GENDREAU, Ysolde, Table ronde sur la technologie et le droit international «L'internet bouleverse-t-il les frontières nationales?», Congrès annuel du Conseil canadien de droit international, *Tourné vers l'avenir le droit international au 21^e siècle*, Ottawa, 28 octobre 2000.

GENDREAU, Ysolde, «La loi sur le droit d'auteur à l'ère de l'internet : l'importance de savoir», Congrès annuel de l'Institut canadien d'administration de la justice, *Science, vérité et justice*, Victoria, 11 au 14 octobre 2000.

GODARD, Béatrice, M. BOBROW, J.J. CASSIMAN, G. EVERS-KIEBOOMS, D. COVIELLO, P. FARNDON, H. KAARIAINEN, U. KRISTOFFERSSON, M. PEMBREY, J. RAEBURN, J. SCHMIDTKE, L. TEN KATE, L.P. TRANEBJAERG, S. AYME, «Provision of Genetic Services : What Do Policy Guidelines Tell Us?», 10th International Congress of Human Genetics, Vienna, Austria, 15-19 mai 2001.

GODARD, Béatrice, «Bioéthique et génétique : les limites de l'intervention sur le vivant», Tables rondes France-Canada Regards croisés sur la gouvernance, Paris, France, 12 décembre 2000.

HOULE, France, «Le rôle des règles administratives dans l'incorporation informelle de conventions internationales en droit interne», ACFAS, Forum «L'affaire *Baker c. Canada* (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration), variations sur plusieurs thèmes, 15 mai 2001.

HOULE, France, «Les fondements des règles de la preuve appliquées par les tribunaux administratifs», Institut canadien d'administration de la justice, *La conduite de l'audience*, 14 mai 2001.

HOULE, France, «La lecture du blanc dans le droit : l'interprétation du sens (?) ou de la portée (?) des règles de compétence», Conférence scientifique du CRDP, *Le lisible et l'illisible*, Faculté de droit, Université de Montréal, 22 mars 2001.

HOULE, France, «Présentation des résultats de l'étude multidisciplinaire sur le processus de détermination du statut de réfugié au Canada», Réseau d'action pour la défense des réfugiés, *Est-ce que les droits fondamentaux des réfugié-e-s sont respectés au Canada?*, 17 février 2001.

HOULE, France, «Étude empirique des aspects juridiques, psychologiques et anthropologiques de la détermination du statut de réfugié au Canada», XVI^e Congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française, 4 juillet 2000.

HOULE, France, «Les règles générales de la preuve applicables devant les tribunaux administratifs», XVI^e Conférence annuelle du Conseil des tribunaux administratifs canadiens «L'indépendance et l'imputabilité à l'aube du nouveau millénaire, comment les tribunaux administratifs au Canada se préparent à relever de nouveaux défis», 11 juin 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Ethics : Patenting the Genome», Canadian Society for Chemistry, Montréal, 28 mai 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Ethical and Lay Aspects of the Use of Knowledge of the Human Genome», 10th International Congress of Human Genetics, Vienne, Autriche, 18 mai 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Emerging Ethics Issues in Cancer Issues», Cedars Can support/Faire Face, Montréal, 8 mai 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Ethics, Biotechnology and Public Policy», Carnegie Council, New-York, 7 mai 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «The Future of Genetic Research», Human Genome Meeting 2001, Edinburgh, Scotland, 19-22 avril 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Canadian Biotechnology — The Inner World of the Human Being», Government of Canada, Ottawa, 12 avril 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Genetic Research in Populations», Keck Graduate Institute of Applied Life Science, Claremont, California, 10 avril 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Le défi, l'importation et l'organisation en droit de la «Big research», Association des professeurs de droit du Québec, Université Laval, Québec, 7 avril 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Patient Involvement in Research Ethics Boards», The Frosst Health Care Foundation, Halifax, N.S., 6 avril 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Genetic Research in Populations», American Medical Association, Chicago, Illinois, 22 mars 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Legal Issues: Patents and Public Access Versus Private Protection», The American Society for Experimental Neurotherapeutics, Washington, D.C., 16 mars 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Capacity and Consent in Medical Treatment and Research» and «Of Clones & Children Defining Beginnings: Why the Fuss», Irish Centre for Human Rights, Galway, Ireland, 7-8 mars 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Human Rights, Ethics and Biotechnology», Irish Centre for Human Rights, Galway, Ireland, 8 mars 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Reprogenetics: A Blueprint for Meaningful Moral Debate and Responsible Public Policy», The Hastings Centre, Garrison, New York, 22 février 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Biotechnologies: Enjeux éthiques et politiques», École des sciences de la gestion des Bio-Industries, Université du Québec à Montréal, Montréal, 16 février 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «What Type of Legal Framework is Required for the Protection of Intellectual Property Related to Genomics Research?», UNESCO, Paris, France, 1st février 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Encadrement juridique des pratiques actuelles», Colloque Technologies de reproduction - santé de l'enfant, Longueuil, Québec, 26 janvier 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Genetic, Research and Population», The National Human Genome Research Institute: Forum ELSI, Washington (D.C.), 18 janvier 2001.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Pharmacogenomics, DNA Banking and Population Studies», Harvard Medical School, Boston (Mass.), 11 décembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Biotechnology in Canada — The Next 10 years», The 2000 National Policy Research Conference, Ottawa, Ontario, 30 novembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Bioethics Issues: What You Need to Know», Biotech Intellectual Property 2000, Infonex, Toronto, Ontario, 27 novembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Genetic Modification and Bio-ethical Issues in Medicine and Food», WPO Educational Event Ontario Science Centre, Toronto, Ontario, 20 novembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Pioneering New Territory: Social Economic and Ethical Realities», Pacific Rim Biotechnology, Conference 2000, Vancouver, Colombie Britannique, 15 novembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Legal and Ethical Aspects of the New Information Technologies and Confidentiality», Jewish Rehabilitation Hospital, Chomedey, Laval, 13 novembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Pharmacogenomics and DNA Sampling», The John Thomas Memorial Lecture, McMaster University, Hamilton, Ontario, 9 novembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Biotechnology and Policy-Making», Grand Rounds, Department of Genetics, McMaster University, Hamilton, Ontario, 9 novembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «The Legal and Ethical Implications of Biotechnology», 5^e Symposium for Privacy and Information Security 2000, Zurich, Suisse, 26 octobre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Ethics and Law in the Human Genome Times», Genetica y Biomedicina Molecular 2000, Monterrey, Mexico, 21 octobre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Patent Issues in Genetics Ethics, Law and Policy», American Society of Human Genetics, Philadelphie, 3 octobre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Ethical Aspects of Pharmacogenetics», Merck Initiative Applied Pharmacogenetics Symposium, Frankfurt, Germany, 26 septembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Diversity and Benefit Sharing», 5^e Congrès international de bioéthique Bioethics in the New Millenium, Londres, Angleterre, 24 septembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Population Genetics A case of Misaligned Models», The Gene Technology, Forum 2000, Tartu, Estonia, 22 septembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Who Owns the Human Genome», The Human Genome-International Symposium, Naples, 9 septembre 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Research in Cancer Genetics Legal and Ethical Implications», 13th World Congress on Medical Law, Helsinki, Finlande, 9 août 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «The Ethical and Legal Implications of Genomics», 4th Congress of the European Association for Clinical Pharmacology and Therapeutics, Florence, Italie, 16 juillet 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Ethics of Research Involving Children», 3rd World Congress on Pediatric Intensive Care, Montréal, 27 juin 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «DNA Banks Aspects médicaux et droits des personnes/Medical aspects and human rights», Colloque Sciences du Vivant, Éthique et Société, Université de Bordeaux 1, France, 23 juin 2000.

KNOPPERS, Bartha Maria, «Diversity and Benefit Sharing», 5^e Congrès mondial de bioéthique Bioethics in the New Millenium, Gijon, Espagne, 21 juin 2000.

LABBÉ, Éric, «Les pratiques et procédés publicitaires litigieux du réseau Internet», Symposium international 2001 *Internet, commerce électronique, droit et arbitrage*, Gammarth, Tunisie, 27 mai 2001.

LAJOIE, Andrée, «Quand les minorités font (-elles) la loi?», colloque de la Revue hellénique des droits de l'homme, Université d'Athènes, Grèce, octobre 2000.

LETENDRE, Martin, «La génétique et l'art de négocier un conflit d'obligations le devoir du médecin de prévenir la famille d'un patient atteint d'une maladie génétique», Journée scientifique, Institut interuniversitaire de recherches sur les populations (IREP), Hôpital Notre-dame, 5 février 2001.

LEMYRE, Pierre-Paul, Symposium international, *Internet, droit, commerce électronique et arbitrage*, Présentation au Forum des nouveaux entrepreneurs, Tunis, 24-26 avril 2001.

MACKAAY, Ejan, «La vitrine virtuelle Qui vous surveille sur l'Internet?», présentation au séminaire organisé par le Fraser Institute et l'Institut économique de Montréal sur le thème *Comment le marché peut-il promouvoir le choix et la liberté individuels?*, Montréal, 10 février 2001.

MACKAAY, Ejan, «Intellectual Property and the Internet», présentation au Austrian Economics Seminar, Department of Economics, New York University, 30 octobre 2000.

MACKAAY, Ejan, «Analyse économique des droits intellectuels sur l'Internet», présentation dans le cadre des Premières journées internationales du droit du commerce électronique, tenues à l'Edhec, Nice, 23-25 octobre 2000.

MACKAAY, Ejan, «L'émergence de droits intellectuels sur l'Internet», présentation au Département de sciences économiques de l'Université Paris II, 20 octobre 2000.

MACKAAY, Ejan, «Les enjeux économiques de la reconnaissance du titre exécutoire conventionnel», présentation, le 5 octobre 2000, aux Treizièmes Entretiens du Centre Jacques Cartier, Colloque *Sources et instruments de justice en droit privé*, 3-5 octobre 2000.

MACKAAY, Ejan, «Intellectual property and the Internet – The share of sharing», présentation au Congrès de la European Association of Law and Economics, Gand, Belgique, 14-16 septembre 2000.

MACKAAY, Ejan, «Does the emerging possibility to technologically protect information affect the proper scope of copyright?», intervention lors de la Conférence sur *Copyright Law, Economics and Information Technology*, Institute for Information Law, Amsterdam, Pays-Bas, 9 septembre 2000.

MACKAAY, Ejan, «La mutation et la transformation des droits de propriété sur le savoir, la technologie et la propriété intellectuelle – une analyse économique des droits de propriété», présentation au Congrès *Faire le point sur la veille stratégique et l'intelligence d'affaires*, UQAM, 11 juillet 2000.

MACKAAY, Ejan, «Understanding Law through Technology», présentation dans la session du même nom au Congrès *Subtech 2000*, Harvard University, Cambridge Mass., 5-8 juillet 2000.

MACKAAY, Ejan, «Économie du droit : quel intérêt pour les juristes des pays de droit civil ?», présentation au Colloque International sur *L'économie du droit dans les pays de droit civil*, Université de Nancy 2, 28-29 juin 2000.

- - -

MOLINARI, Patrick A., «Vie privée et nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le secteur de la santé», *Colloque sur la protection des actifs informationnels*, Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides, Ste-Adèle, avril 2001.

MOLINARI, Patrick A., «De l'état et des normes – libre réflexion sur la confusion des genres», allocution à l'occasion de la présentation à la Société royale du Canada, Montréal, mars 2001.

MOLINARI, Patrick A., «Quelques enjeux juridiques liés à la nomination des médecins dans les établissements du réseau de la santé», *Colloque annuel des directeurs des services professionnels (AHQ)*, Québec, décembre 2000.

MOLINARI, Patrick A., «The making of the Administrative State – The Modern Canadian State», *Canada-China Senior Judges Training Project, 6th Joint Seminar*, National Judges College, Beijing (RPC), novembre 2000.

MOLINARI, Patrick A., «Judicial Review in Action – Observing the Functioning of Modern Administrative State – Social Affairs», *Canada-China Senior Judges Training Project, 6th Joint Seminar*, National Judges College, Beijing (RPC), novembre 2000.

MOLINARI, Patrick A., «Les médecins et le dévoilement d'accidents, erreurs ou complications – une obligation déontologique», *Journée de réflexion du Collège des médecins du Québec*, Montréal, novembre 2000.

MOLINARI, Patrick A., «Les politiques sanitaires au Canada – bilan et orientations», colloque *Les politiques sanitaires et sociales au Canada*, organisé par le Conseil général de la Marne, Châlons-en Champagne, France, juin 2000.

- - -

NOREAU, Pierre, «Distance culturelle et rapport au droit – diversité de sens de la sphère privée», communication de Pierre Noreau et Myriam Jézéquel du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, lors du colloque *Les défis du Champ droit et société au tournant d'un siècle*, Congrès des sociétés savantes, Université Laval, 29 mai 2001.

NOREAU, Pierre, «Justice communautaire d'une théorie à des pratiques», Colloque *Les défis du Champ droit et société au tournant d'un siècle*, communication de Pierre Noreau et Romilda Martire du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, lors du Congrès des sociétés savantes, Université Laval, 28 mai 2001.

NOREAU, Pierre, «Le droit et l'innovation sociale compatibles ou incompatibles?», communication présentée dans le cadre du colloque *Le développement social les ressources et les leviers pour l'innovation*, lors du 69^e congrès de l'ACFAS, Sherbrooke, 16 mai 2001.

NOREAU, Pierre, «Des conditions de la transparence de la norme juridique mutations de la théorie normative du droit», communication présentée dans le cadre du colloque *Les transformations du droit et la théorie normative du droit* lors du 69^e congrès de l'ACFAS, Sherbrooke, 15 mai 2001.

NOREAU, Pierre, «L'avocat, le notaire, le juge... et le sociopolitologue», conférence organisée par le programme de doctorat interdisciplinaire en Sciences humaines appliquées sous le thème *Interdisciplinarité et enjeux de société*, Montréal, Université de Montréal, 12 avril 2001.

NOREAU, Pierre, «La monoparentalité», conférence organisée par le Centre de recherche en droit privé et comparé de l'Université McGill dans le cadre du cycle *La solitude en droit privé*, Montréal, McGill, 29 mars 2001.

NOREAU, Pierre, «La famille a une vieille histoire glissement des enjeux juridiques et formes de la famille contemporaine», Conférence présentée au Centre interuniversitaire d'études démographiques, Montréal, Université de Montréal, 22 février 2001.

NOREAU, Pierre, «Cultural Communities and Law from Hypothesis to Reality. A contribution to Legal Pluralism», Mid-Winter Canadian Law and Society Conference, Vancouver, 28 janvier 2001.

NOREAU, Pierre, «Un portrait des familles québécoises», Colloque *Démographie et famille, Les impacts sur la société de demain*, Montréal, 28 novembre 2000.

NOREAU, Pierre, «Le recours au droit pénal et au système judiciaire pour régler les problèmes sociaux le point de vue des acteurs concernés», Journée de formation des juges de la Cour du Québec, 19 octobre 2000.

NOREAU, Pierre, «Community Justice Giving Victims a Voice in Conflict Resolution», communication de Pierre Noreau et Romilda Martire du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, lors du Xe Symposium international de victimologie, Montréal, 10 août 2000.

NOREAU, Pierre, «Familles, médiation familiale et politiques familiales au Canada», Congrès du 50^e anniversaire de l'Association France-Canada, Chalon en Champagne, 8 juin 2000.

NOREAU, Pierre, «What does People Expect from Family Mediation?», 2000 Canadian Law and Society Association Conference, Banff, 2 juin 2000.

ROCHER, Guy, «Les fondements de la sociologie actionnaliste de Max Weber dans sa critique de Stammler», Colloque sur Weber et Stammler, organisé conjointement par Guy Rocher et Michel Coutu dans le cadre du Congrès de la Société canadienne Droit et société, Québec, 29 mai 2001.

ROCHER, Guy, «La problématique des rapports entre le droit et les sciences», Colloque sur *L'interaction entre le droit et les sciences expérimentales*, Université de Sherbrooke, 15 mai 2001.

ROCHER, Guy, «Le processus de raisonnement une vision sociologique», Colloque des Cours d'appel du Canada, organisé par l'Institut national de la magistrature, 24 avril 2001.

ROCHER, Guy, «Société en mouvance et tradition judiciaire», Séminaire sur la réalité sociale à l'intention des juges de la Cour du Québec, 13 mars 2001.

ROCHER, Guy, «L'Éthique de la recherche et le Québec d'aujourd'hui», Direction de la santé publique, Montréal, 6 mars 2001.

ROCHER, Guy, 5^e Conférence internationale sur les représentations sociales, biotechnologies, communautés virtuelles et transitions sociales, 29 août au 2 septembre 2000.

SALVAS, Bertrand, «*Vie privée sur Internet* – le protocole P3P», Les midis de l'AQDIJ, 17 avril 2001.

SALVAS, Bertrand, «*Commerce électronique et notariat*», Cours de perfectionnement du notariat, Montréal, 15 mars 2001.

SALVAS, Bertrand, «*Les services juridiques sur Internet*», Congrès de la Chambre des notaires, Québec, 25 novembre 2000.

TRUDEL, Pierre, «*Repenser l'équilibre entre l'espace public et l'espace privé dans le contexte des environnements-réseaux*», Congrès annuel de l'Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI), Québec, 24 au 25 mai 2001.

TRUDEL, Pierre, «*L'intérêt public comme limite au droit de veto des personnes sur la diffusion de leur image*», Conférence lors du Congrès de la Division du Québec de l'Association du Barreau canadien, Montréal, 10 mai 2001.

TRUDEL, Pierre, «*Les points saillants des cadres réglementaires en matière de commerce électronique*», Conférence présentée lors du Symposium international *Internet, commerce électronique, droit et arbitrage* tenu à Tunis du 26 au 28 avril 2001.

TRUDEL, Pierre, «*Règles de conduite dans les sites internet – éléments d'une démarche pour limiter les risques*», exposé lors d'un atelier à la Réunion nationale de l'AQUOPS, 12 avril 2001.

TRUDEL, Pierre, «*Implantation du courriel dans les écoles – protéger et responsabiliser*», Conférence au 19^e colloque de l'AQUOPS, Québec, 11 avril 2001.

TRUDEL, Pierre, «*Aspects juridiques des technologies de l'information*», Session de formation de la Direction générale de l'information gouvernementale et des ressources informationnelles du Conseil du trésor, Montréal, 9 avril 2001.

TRUDEL, Pierre, Expert invité, Conférence sur les tendances juridiques et stratégiques de l'avenir, organisée par le ministère de la Justice du Canada, Halifax, 18 au 20 mars 2001.

TRUDEL, Pierre, «*La délimitation de l'espace sur Internet et les conditions d'effectivité des règles de conduite*», Journée thématique sur *La Langue du commerce et des affaires*, de la Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, Montréal, 23 février 2001.

TRUDEL, Pierre, «*La diffusion des archives via Internet – le cadre juridique*», Conférence à l'Association des archivistes du Québec, Montréal, 12 février 2001.

TRUDEL, Pierre, «*La liberté de presse - subordonnée aux exigences du confort des tribunaux et aux caprices individuels*», Congrès de la Fédération professionnelle des journalistes sur le thème *Une presse libre et responsable*, Québec, 18 novembre 2000.

TRUDEL, Pierre, «*Les plaidoyers via des moyens juridiques afin de défendre le service public de radiodiffusion*», Table ronde sur le thème *Comment plaider en faveur de la radiodiffusion publique?*, Montréal, 15 novembre 2000.

TRUDEL, Pierre, «*Implantation du courriel dans les écoles – protéger et responsabiliser*», Réunion nationale de la Société GRICS, Montréal, 1^{er} au 3 novembre 2000.

TRUDEL, Pierre, «*La diffusion des archives via Internet – le cadre juridique*», Conférence à l'Association des archivistes du Québec, Québec, 31 octobre 2000.

TRUDEL, Pierre, Présentation d'un Rapport sur le droit d'internet au Canada, Colloque international sur *L'internet et le droit - droit européen et comparé de l'internet*, organisé par l'École doctorale de droit public et de droit fiscal de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, sous le patronage du Sénat, du ministère des Affaires étrangères, du ministère de la Recherche et de l'Académie des Sciences morales et politiques, Paris, 25-26 septembre 2000.

TRUDEL, Pierre, «La lex informatica», Atelier II Les droits autonomes, Colloque sur *La mondialisation et le droit*, organisé par l'Institut Universitaire Kurt Bosch (IUKB) Sion, le Centre d'étude, de technique et d'évaluation législatives (CETEL) et le Centre d'études juridiques européennes (CEJE) Genève, Université de Genève, 23 juin 2000.

TRUDEL, Pierre, Membre de l'équipe d'experts internationaux invités à participer à la Conférence internationale sur les défis de la radiodiffusion publique en Afrique, organisée par le Conseil mondial de la radiodiffusion et le gouvernement du Maroc réunissant des acteurs et décideurs africains, européens et américains du monde de la radio et de la télévision publique, Rabat, 28 mai au 1^{er} juin 2000.

2. Recherches et publications diffusées sur internet

➤ **HUMGEN**

Le site internet www.humgen.umontreal.ca représente le résultat d'une collaboration soutenue entre l'Université, le gouvernement, l'industrie et une fondation privée. Ce site a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. L'objectif premier de ce site est d'informer les professionnels et de créer des liens avec le grand public sur les intérêts communs pour les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine. Le site internet est composé de quatre modules différents auxquels on peut facilement accéder via ce site internet :

GenConnect Ce module fournit un accès aux diverses entités impliquées dans la mise sur pied de politiques concernant les questions éthiques, juridiques et sociales soulevées par la recherche en génétique humaine. Des liens HTML seront fournis aux organisations lorsque disponibles. Les utilisateurs pourront accéder directement aux nombreuses organisations gouvernementales et ONG qui auront été consultées lors de la recherche. Ceci représente une ressource unique de plus de 300 organismes à travers le monde qui formulent des politiques normatives.

GenInfo Ce module fournit notre «Revue de presse électronique maison». Dans cette section, nous soulignons et résumons les nouvelles politiques et autres informations pour nos visiteurs. De plus, le personnel travaillant sur le Projet Génétique et Société (PGS) y publie régulièrement un rapport concernant les recherches en cours.

GenBiblio: Ce module fournit aux utilisateurs une bibliographie de documents classés par sources internationale, régionale et nationale. Sous chacune des sources, on retrouve une liste des documents disponibles. Des liens HTML seront fournis lorsque disponibles et en cas contraire, la référence complète de la publication sera fournie. De plus, les utilisateurs pourront obtenir une liste de références bibliographiques sous des thèmes variés tels le consentement, la thérapie génique, la vie privée, l'accès aux banques d'ADN, etc.

GenCite Cet instrument interne permet un accès direct aux chercheurs travaillant sur le PGS à des citations d'organismes internationaux, régionaux et nationaux (par exemple : la législation, les recommandations et les politiques en vigueur). GenCite permet aux chercheurs de préparer des comptes rendus analytiques en utilisant ces citations. Les rapports sont disponibles sur une base contractuelle.

Directrice HUMGEN AVARD Denise

Équipe de HUMGEN	KNOPPERS Bartha Maria	Directrice – Projet Génétique et Société
	GODARD Béatrice	Chercheur
	BROUILLET François	Analyste-programmeur
	GLASS Kathleen	Consultante
	LABERGE Claude	Consultant
	LETENDRE Martin	GenInfo – éditeur
	BERNIER Louise	Collaboratrice
	CARDINAL Geneviève	Collaboratrice
	DESCHÊNES Mylène	Collaboratrice
	GRÉGOIRE Dominic	Collaborateur
	JOLY Yann	Collaborateur
	MOSCO Catherine	Collaboratrice
	PETIT Élodie	Collaboratrice
	TRUONG Simone	Collaboratrice
	VACHON Marie-Hélène	Collaboratrice

Partenaires Université de Montréal, Centre de recherche en droit public, Réseau de médecine génétique appliquée, Stichting Porticus, Industrie Canada, Human Genome Organization HUGO, GlaxoSmithKline, Roche, Genome Québec, GeneCodes

Principales présentations de HUMGEN

- «Genetics on Society Research at the University of Montreal», *Biotech*, mai-juin 2001.
- Colloque American Society of Human Genetics, «Decade of ELSI Research», Washington, 16-18 janvier 2001.
- Colloque Organisation mondiale de la santé, FRSQ, RMGA, Santé Canada, CORAMH, «La génétique communautaire», Jonquière, 20-22 juin 2000.
- Article «Genetics & Society Project», *Community Genetics*, 2000, 2(2): 102-104.

> LEX MEDIA

Pour assurer la circulation des informations et l'échange des réflexions en droit des technologies de communication sur le Web francophone

Direction BENYEKHFLEF Karim

Énoncé

L'essor et la démocratisation des nouvelles technologies de communication représentent, tant pour les particuliers, les petites et grandes entreprises, que pour l'ensemble des gouvernements des pays du Nord et du Sud, le potentiel d'une riche moisson de bénéfiques techniques et économiques. Cependant, l'apprentissage, l'utilisation et la gestion paisible de ces technologies nécessitent une compréhension toujours meilleure des enjeux juridiques et sociaux amenés par les nouveaux outils de communication, ainsi que le suivi régulier des règles de droit émergentes.

De bien nombreux sites Internet délivrent déjà des informations et des réflexions de qualité en droit des technologies de l'information. Malheureusement, ces services sont pour la plupart en langue anglaise et ne visent pas cumulativement les objectifs de démocratisation, d'échange et d'analyse des informations en droit des NTIC. Le projet LEX MEDIA propose justement de répondre à ces objectifs par la création d'un service de veille juridique, *Lex Emedia*, et le perfectionnement de deux services préexistants, *Juriscom.net* et *Lex Electronica*.

Lex Emedia, est un site de veille juridique qui diffusera quotidiennement des brèves d'actualité internationale en droit des nouvelles technologies de l'information des des communications (NTIC), en cherchant à exploiter plus particulièrement les informations en provenance des pays du Sud afin d'assurer la visibilité internationale de leur évolution législative et jurisprudentielle.

Juriscom.net a été créé à Strasbourg en novembre 1997 pour favoriser l'échange d'information et de réflexions entre les utilisateurs des technologies de l'information et les spécialistes du droit des NTIC par la diffusion d'articles vulgarisateurs, de diverses sources du droit commentées et de discussions. *Juriscom.net* rassemble déjà 31 textes de jurisprudence, 10 mémoires d'étudiants, 116 articles – de 1 à 35 pages – rédigés en français par une vingtaine de spécialistes belges, français, italiens et québécois et plus d'un millier de liens hypertextes. Il s'agit sans doute de la plus importante collection de documents dédiés au droit des inforoutes dans le monde de la francophonie. 700 visiteurs se connectent quotidiennement au serveur pour consulter 3500 pages par jour.

Paru en 1995, *Lex Electronica* est l'une des premières revues universitaires à avoir fait son apparition sur Internet. Après huit numéros, comprenant près de 40 articles scientifiques rédigés pour la plupart en langue française par des professeurs, des professionnels du droit ainsi que des étudiants de cycles supérieurs, la revue bénéficie aujourd'hui d'une grande réputation et du soutien d'une quarantaine de correspondants établis au sein d'universités d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Australie.

➤ LexUM

L'équipe LexUM s'emploie à développer et expérimenter de nouveaux modes d'utilisation des technologies pour le droit. Outre son propre site, l'équipe gère de nombreux serveurs pour diverses institutions juridiques du pays.

Directeur Lexum ☐	POULIN Daniel
Éditeurs ☐	LABBÉ Éric PELLETIER Frédéric SALVAS Bertrand
Vaguemestres ☐	LEFEBVRE Chantal PSYCHÉ Valérie
Analystes ☐	LAFOND Alain MORISSETTE Marc-André PERPIGNAND Ernst
Collaborateurs ☐	BLAIN Guillaume CHARBONNEAU Karl HARVEY François LEMYRE Pierre-Paul MÉNARD Bruno MOKANOV Ivan PARÉ Éric ROUSSOS Alexia STAM Monique VIENS François

Principales publications de LexUM

- *Le Code civil du Québec*, depuis 1994
- Le site de diffusion des décisions de la *Cour suprême du Canada* (décisions de 1989 à aujourd'hui), depuis 1994
- *La Bibliothèque virtuelle du droit canadien*, depuis 1995
- La liste de discussion et le site Web *Jugenet* pour les magistrats francophones, (en collaboration avec M. le juge Denis Laliberté), depuis 1996
- Traités Canado-américains
- Juris International
- Compilation des textes de l'Ohada

Autres ressources Web réalisées et gérées par l'équipe LexUM pour des institutions partenaires

- Site de diffusion des décisions de la Cour fédérale du Canada (décisions des recueils depuis 1993, ensemble des décisions depuis décembre 1996)
- Site du ministère de la Justice du Canada pour la diffusion des lois et règlements codifiés (depuis 1995)
- Site de la Commission du droit du Canada
- Site de diffusion des lois des Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut (dans le cadre du contrat relatif à la réalisation du site Web du réseau ACJNet) (depuis 1995)
- Site de la Cour canadienne de l'impôt (depuis 2000)
- Site CANLII pour le compte de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada (2000)

3. Thèses et mémoires d'étudiants dirigés par les chercheurs du CRDP

(Les directeurs et codirecteurs sont indiqués entre parenthèses)

➤ Doctorats	
- obtenus	0
- en cours	38
➤ Maîtrises	
- obtenues	10
- en cours	63

➤ DOCTORATS

Doctorats en cours (39)

1. AZZARIA Georges, *Les éléments normatifs des politiques culturelles québécoises depuis 1961*, (Rocher, G.) 1997.01 – .
2. BÉLANGER Véronique, *Les squatters de Trinidad ☐ phénomènes de pluralisme juridique et d'internormativité*, (Lajoie, A.) 1998.09 – .
3. BERNARDI Marie-Josée, *Commerce international des tissus du corps humain*, (Knoppers, B.M.) 1994.00 – .
4. BUONO Elvio, *La liberté académique et les normes régissant la recherche universitaire*, (Trudel, P.) 1997.01 – .
5. CARDINAL Éric, *La Couronne et les peuples autochtones*, (Lajoie, A.) 1999.11 – .
6. CHASSIGNEUX Cynthia, *La normativité protectrice de la vie privée sur l'internet*, (Trudel, P.; Huet, ☐) 1998.01 – .
7. DUCHARME Daniel, *Les projets de réglementation dans les imaginaires sociaux de la génétique humaine*, (Rocher, G.) 1991.01 – .
8. GALLIÉ, Martin, *De l'association au partenariat*, (Lajoie, A.; Dormey, M., Paris XI) 1999 – .
9. GÉLINEAU Éric, *Le poids des valeurs et des intérêts dans les jugements de la Cour suprême relatifs aux droits ancestraux*, (Lajoie, A.) 1997.01 – .
10. GENDREAU Caroline, *L'influence du droit sur les sujets de droit. Étude socio-juridique comparée des processus de résolution des conflits dans le contexte du divorce*, (Rocher, G.; Noreau, P.) 1995.09 – .
11. GERVAIS Marie-Claude, *Conjoncture et historicité de l'accession de la norme à sa juridicité - bijuridisme et droits linguistiques au Canada*, (Lajoie, A.; Timsit, G.) 1997.06 – .
12. GOLA Romain, *La régulation de l'Internet: noms de domaine et droit des marques*, (Trudel, P.; Putman, E.) 1998.09 – .
13. GOYARD Solange, -Titre à venir- , (Rocher, G.) 1999.01 – .
14. HÉBERT Alexandre, *Évolution des théories juridiques concernant l'abus anti-concurrentiel de droits d'auteur et de brevets en droit américain, européen et canadien*, (Gendreau, Y.) 1998.01 – .
15. HOUDE Lise, *L'éthique et l'expérimentation animale*, (Dumas, C.; Leroux, T.) 1996.00 – .
16. KEZA-ZALAMO Bonaventure, -Titre à venir- , (Trudel, P.) 2000.09 – .
17. LABBÉ, Éric, *La portée normative des technologies attributives d'exclusivité et son encadrement juridique*, (P. Trudel; de Lamberterie, I.) 2000 – .

18. LANGELIER Richard Émile, *La dialectique des rapports de la liberté d'expression et de l'administration de la justice*, (Trudel, P.) 1996.09 – .
19. LECLERC Normand, -Titre à venir- , (Mackaay, E.) 1999.01 – .
20. LEMAY Violaine, *Le contrat pédagogique dans les rapports d'autorité*, (Rocher, G.) 1997.09 – .
21. LEMMENS Trudo, *Genetics and Equality*, (Knoppers, B.M.) 1995.00 – .
22. MELANÇON Hugues, *Une analyse du pluralisme juridique en droit criminel canadien – le cas de la communauté autochtone de Kawawachikamach*, (Lajoie, A.) 1995.09 – .
23. MEUNIER Caroline, *L'impasse du modèle québécois de médecine génétique – Acteurs et imaginaires*, (Rocher, G. (co-tutelle)) 1992.09 – .
24. MONGODIN Bertrand, *Conflits et enjeux éthiques et juridiques dans le processus de normalisation de la médecine palliative*, (Noreau, P.; Boisvert, Y., INRS-Culture et soc.) 1995.09 – .
25. MORA GUERRA Mario Ivan, *La normativité applicable aux contrats commerciaux sur l'internet*, (Trudel, P.) 1997.09 – .
26. NADEAU Yves, *La dérive judiciaire en matière de contrôle de la légalité*, (Lajoie, A.; Bertrand, M.A.) 2000.09 – .
27. NAKSEU NGUEFANG Georges, *Les éléments fondamentaux pour un régime de responsabilité et compensation du fait des dommages dans le mouvement transfrontière des organismes génétiquement modifiés*, (Trudeau, H.; Leroux, T.) 1996.09 – .
28. O'DOHERTY Christine, -Titre à venir- , (Leroux, T.) 2000.01 – .
29. PAQUETTE Jean, *Les comités d'entreprise – état du droit et opportunité de légiférer*, (Rocher, G.; Veilleux, D.) 1994.09 – .
30. RUSCITO Paola, *L'impact des facteurs socioculturels sur le droit de l'enfant à l'éducation élémentaire*, (Lajoie, A.; Rocher, G.) 1999.09 – .
31. SLYKHUIS Grace, *The Concept of Democracy in the Reference Re Secession of Quebec as Applied to the Six Nations' Status Case*, (Lajoie, A.) 2000.09 – .
32. STEHLY Céline, *La fonction intégrative de la Cour de justice des communautés européennes dans le domaine de la libre circulation des marchandises*, (Loungnarath, V.; Lajoie, A.) 1996.09 – .
33. TREMBLAY Geneviève, *Les aspects juridiques de l'implantation des réseaux de télémédecine*, (Molinari, P. A.) 1999.01 – .
34. VAILLANT Jeanne-D'arc, -Titre à venir- , (Rocher, G.) 1998 – .
35. VALOIS Martine, -Titre à venir- , (Frémont, J.) 2000.09 – .
36. VIALE Cédric, *La France face au système international de reconnaissance des peuples autochtones*, (Lajoie, A.) 2000 – .
37. WOO Grace, *Decolonisation Canadian Democracy – the Status of the Haudenosaunee (Iroquois Confederacy and the Constitutional Principles)*, (Lajoie, A.) 1999.09 – .
38. ZELLAGUI Sihem, -Titre à venir- , (Trudel, P.) 2000.05 – .

> MAÎTRISES

Maîtrises obtenues (10)

1. AQUILINA Juliette, *La mise en place de moyens juridiques pour protéger le consommateur dans le commerce électronique*, (Mackaay, E.) 1998.09 – 2000.12.

2. BRUN Bernard, *Nature et impacts juridiques de la certification dans le commerce électronique sur internet*, (Trudel, P.; Parisien, P.) 1998.09-2000.11.
3. DUNBERRY Éric, *La convention relative à la preuve et à la conservation de documents électroniques d'entreprise: perspectives juridiques*, (Frémont, J.) 1996.09 – 2000.08.
4. GINGRAS Patrick, *Analyse juridique des démarches de standardisation pour la gestion de l'information personnelle sur internet*, (Benyekhlef, K.) 1998.09 – 2001.01.
5. GRÉGOIRE, Dominique, *Aspects juridiques et éthiques du consentement libre et éclairé en oncologie – Éclaircissement et compréhension de l'information*, (Knoppers, B.M.) 1998.09 – 2001.05.
6. MARIN Louis-Paul, *Le secteur minier et l'application des biotechnologies – gestion des risques et encadrement normatif - perspective québécoise*, (Leroux, T.) 1996.01 – 2000.11.
7. NAKHLI Nabil, *La limitation des ressources et son impact sur le droit aux services et sur la responsabilité civile médicale*, (Deslauriers, P.; Rocher, G.) 1996.09 – 2000.10.
8. OBADIA Alexandra, *Xénogreffe – la brevetabilité de l'organe*, (Knoppers, B.M.; Leroux, T.) 1998.09-2000.09.
9. THOUMYRE Lionel, *Approche contractuelle de l'édition électronique*, (Gendreau, Y.; Mackaay, E.) 1998.09 – 2001.05.
10. TREMBLAY Marian, *Internet Offering, Trading and Securities Regulation*, (Benyekhlef, K.) 1996.09-2001.02.

Maîtrises en cours (63)

1. AUER Corinne, -Titre à venir- , (Noreau, P.) 1996.09 – .
2. BARBE Richard, *La notion d'expertise en droit administratif canadien*, (Houle, F.) 1999.09 – .
3. BERNIER Louise, *Les règles éthico-juridiques régissant la pharmacogénomique: vers une réforme?*, (Knoppers, B.M.) 1999.09 – .
4. BLANCHETTE François, *L'expectative raisonnable de vie privée et les principaux contextes de communication sur internet*, (Trudel, P.) 1999.09 – .
5. CAIDI Stéphane, -Titre à venir- , (Trudel, P.) 2000.09 – .
6. CARDINAL Geneviève, *L'encadrement de la thérapie génétique: étude comparative de différents modèles normatifs*, (Le Bris, S.) 1997.09 – .
7. CHEAIB Wassim, -Titre à venir- , (Benyekhlef, K.) 2000.09 – .
8. CHEN Shui, *Trademark Enforcement – a Comparative Study with Reference to China*, (Gendreau, Y.) 2001 – .
9. CLAPROOD Sonia, *Xénotransplantation: sécurité et innocuité des xéno greffons et la responsabilité civile des entreprises impliquées dans la fabrication des xéno greffons*, (Leroux, T.) 2000.01 – .
10. CUNHA Leonardo, *Est-ce qu'il y a de l'autopoïèse juridique dans le régime juridique transnational de l'internet?*, (Trudel, P.) 1998.09 – .
11. DELBECK Clothilde, *La brevetabilité des méthodes d'affaires*, (Gendreau, Y.) 2001 – .
12. DELISLE Marie-Louise, *Le rôle du logiciel dans l'œuvre multimédia*, (Gendreau, Y.) 2001 – .
13. DELVA Lorraine, *Problèmes éthiques et juridiques posés par la diagnostic préimplantatoire, dans une optique de droit comparé*, (Knoppers, B.M.) 2000.09 – .
14. DESCHÊNES Mylène, *Tests génétiques prédictifs: commercialisation et protection du consommateur*, (Leroux, T.) 1998.09 – .
15. DESROCHERS Stéphane, *Droit électoral et internet*, (Frémont, J.) 1999-09 – .

16. DROUIN Véronique, *Clonage d'embryons humains à des fins de recherches thérapeutiques à l'exclusion des problèmes de fertilité (utilisation des cellules souches)*, (Leroux, T.) 2000.01 – .
17. DUENAS Erika, -Titre à venir- , (Gendreau, Y.) 2001.09 – .
18. EL JAMAÏ Yasmine, *La régulation de la propagande haineuse sur l'Internet*, (Raboy, M.; Trudel, P.) 1997.09 – .
19. FECTEAU, Claudine, *La responsabilité médicale en matière de diagnostic génétique*, (Knoppers, B.M.) 2000-09 – .
20. FLEURENT Louis, -Titre à venir- , (Gendreau, Y.) 1997.09 – .
21. FORTIN Louis-Nicolas, *Étude de la notion de soins innovateurs dans le cadre de l'application de l'article 21 C.C.Q. portant sur l'expérimentation chez les personnes inaptes*, (Leroux, T.) 1996.09 – .
22. FRANÇOIS Jean-Arpod, *Les radiodiffuseurs et le droit d'auteur à l'ère numérique* (Gendreau, Y.) 1998 – □
23. GAGNON Charles, *Les moyens techniques de protection des oeuvres dans l'inforoute*, (Gendreau, Y.) 1997.09 – .
24. GAUTHIER André, *Les droits de la personnalité en regard des nouvelles technologies de l'information et de la communication* □ *efficacité des articles 35 et 36 C.C.Q.*, (Gendreau, Y.; Popovici, A.) 1999 – .
25. GIROUX Valéry, *L'animal peut-il devenir un sujet de droit?*, (Leroux, T.; Tappolet, C.) 1998.09 – .
26. GOUPIL Josée-Anne, *L'acharnement thérapeutique et le nouveau-né*, (Knoppers, B.M.) 1997.09 – .
27. HABERER Julie, *L'opportunité d'un système d'indemnisation des accidents médicaux* □ *perspectives de droit comparé*, (Knoppers, B.M.) 1997.09 – .
28. HALLER Julie, *Comparative Study of European & North American Responses to Parallel Importation*, (Gendreau, Y.) 2001 – .
29. HOUDE Jean-Christophe, *Le médecin et l'obligation de soulager la douleur*, (Rocher, G.) 1997.09 – .
30. HOUDE Lucie, *L'aptitude du droit à solutionner les problèmes de juridiction reliés au commerce électronique grand public*, (Benyekhlef, K.) 1999.09 – .
31. IZABACHENE Hayat, *L'aide juridique* □ *promoteur d'une justice concurrente?*, (Houle F.) 2000.09 – .
32. LAROSE François, *La protection de la musique de film*, (Gendreau, Y.) 2001 – .
33. LE BEL Anne, *La pluralité juridique des critères d'évaluation des projets de développement minier*, (Rocher, G.) 1997.01 – .
34. LEFEBVRE Karine, *La gestion collective des droits d'auteur dans l'univers du cyberspace*, (Gendreau, Y.) 2000.01. – .
35. LEMYRE Pierre-Paul, *La responsabilité des logiciels libres*, (Poulin, D.; Benyekhlef, K.) 1999.09 – .
36. LENFANT Juliette, *Les droits voisins des radiodiffuseurs*, (Gendreau, Y.) 1999.09 – .
37. LETENDRE, Martin, *Population DNA Banking for Health Purposes* □ *An International Comparative Study of Regulations in Genetic Research*, (Cranley Glass, K.) 2000 – .
38. LI Xianghai, -Titre à venir- , (Knoppers, B.M.) 2000.09 – .
39. MALEK Sammy, *Le sort de l'usage raisonnable avec l'avènement des systèmes de gestion de droits d'auteur*, (Trudel, P.) 2000-09 – .
40. MARTEL Marie-Ève, *Une banque de données génétiques en droit criminel* □ *les enjeux éthico-juridiques dans une perspective comparatiste*, (Knoppers, B.M.; Boisvert, A.M.) 2000-09 – .
41. MASSE Christophe, *Les conflits entre le droit de la concurrence et la propriété intellectuelle dans le domaine des nouvelles technologies*, (Gendreau, Y.) 2000-01 – .

42. MC SWEEN Anne-Marie, *Droit d'auteur et internet* □ *la gestion des droits économiques*, (Gendreau, Y.) 1998.09 – .
43. MONARDES Carolina, *La maladie de Creutzfeldt-jacob et la gestion des risques*, (Leroux, T.) 1997.09 □.
44. MONTPETIT Brigitte, -Titre à venir- , (Trudel, P.) 2000.09 – .
45. NOISEUX-LESCOP Louis-Raphael, -Titre à venir- , (Frémont, J.) 1999.09 – .
46. NOLLET Luce, *Vue comparative sur l'analyse économique en droit de la concurrence* □ *état du droit en Amérique du Nord et en Europe*, (Mackaay, E.) 2000.02 – .
47. OUELLET Caroline, *Nouveau paradigme dans les droits connexes au droit d'auteur* □ *De l'investissement à l'originalité*, (Gendreau, Y.) 2000.09 – .
48. PERSICO Nancy, *L'incidence de la réglementation actuelle et future des aliments génétiquement modifiés sur leur exploitation*, (Leroux, T.) 1998.09 – .
49. PETIT Élodie, *Les cellules souches embryonnaires* □ *l'acquisition de nouvelles connaissances et l'encadrement juridique de la recherche sur l'embryon*, (Knoppers, B.M.) 2000.09 – .
50. PIGEON Sébastien, -Titre à venir- , (Poulin, D.) 2000.09 – .
51. RIVET Hervé, -Titre à venir- , (Benyekhlef, K.) 1999.09 – .
52. ROBERTS Stéphanie, *Droit de coupe autochtone*, (Lajoie, A.) 1999.09 – .
53. ROUSSOS Alexia, -Titre à venir- , (Poulin, D.) 1999.09 – .
54. SALVAS Bertrand, *Les aspects légaux de la technologie P3P dans le domaine de la protection de la confidentialité sur internet*, (Poulin, D.) 1998.09 – .
55. SAVAGE Julie, *Le droit international privé du droit d'auteur sur les oeuvres logicielles*, (Mackaay, E.; Goldstein, G.) 1996.09 – .
56. ST-GERMAIN Christian, *La notion de limite dans l'œuvre de Pierre Legendre. Le cas des xénogreffes*, (Leroux, T.) 1997.09 – .
57. ST-SAUVEUR Benoît, -Titre à venir- , (Gendreau, Y.) 2001.01 – .
58. SURPRENANT Hugues, *Pour une prise de conscience de l'univers juridique*, (Coutu, M.; Boisvert, A.M.) 1998.09 – .
59. THERRIEN Johanne, *Les enjeux normatifs et sociaux de la relation mentor-protégé*, (Rocher, G.) 1997.09 □ .
60. THURBER Stéphanie, *L'emploi de la marque de commerce dans le cyberspace – Étude au regard du principe de territorialité*, (Trudel, P.) 1997.09 – .
61. VENIÈRE Yann, *Le droit à l'image sur internet en France et au Québec*, (Gendreau, Y.) 2000.01 – .
62. VOICU Calin, *Considérations sur l'imposition du test VIH obligatoire pour tous les requérants à l'immigration au Canada*, (Houle, F.) 2000.09 – .
63. ZADRAZIL Mathias, *La régulation dans l'union européenne; Le futur cadre juridique européen de la télécommunication*, (Trudel, P.; Soldatos, P.) 2000.09 – .

4. Animation scientifique

➤ Colloques, séminaires, présentations spéciales	5
➤ Conférences	14
➤ Réunions des <i>Premier mardi du mois</i>	2
➤ Séminaires <i>Théories et émergence du droit</i>	8

a) Colloques, séminaires, présentations spéciales

International Human Genome Organization, HGM'2000, Vancouver, Colombie-Britannique.
(Responsable ☐ Bartha Maria Knoppers)

RMGA Symposium Troisième Journées génétiques — la génétique humaine au Québec ☐ Qui fait Quoi?, Montréal, 18-20 mai 2000.
(Comité organisateur ☐ Bartha Maria Knoppers et Claude Laberge)

Conférence de MM. Andrew Mowbray et Philip Cheung du Australasian Legal Information Institute (Austlii), CRDP, Faculté de droit, Université de Montréal, 18 juillet 2000.
(Responsable ☐ Daniel Poulin)

Genetic Information ☐ Is it Really Different?, Projet Génétique et Société, Centre de recherche en droit public, CRDP, Faculté de droit, Université de Montréal, 22 novembre 2000.
(Responsable ☐ Bartha Maria Knoppers)

Symposium international 2001 ☐ Inernet, commerce électronique, droit et arbitrage, Hôtel Carthage Palace, Gammarth, Tunisie, 26-27-28 avril 2001.
(Responsable ☐ Daniel Poulin)

b) Conférences organisées conjointement par le CRDP et la Faculté de droit (Resp. Ysolde Gendreau)

Le lisible et l'illisible (2000-2001); Les fictions du droit (1999-2000); Les certitudes du droit (1998-1999); Les incertitudes du droit (1997-1998)

Conférences **LE LISIBLE ET L'ILLISIBLE 2000-2001**

27 septembre 2000	Marc-André BLANCHARD , Gowling, Lafleur, Henderson ☐ <i>Informations juridiques ☐ enfin la libération</i>
26 octobre 2000	André LUCAS , Professeur, Université de Nantes et David NIMMER , Distinguished scholar, Berkeley Center for Law & Technology ☐ <i>Lectures comparées de textes américains, européens et français sur le droit d'auteur</i>
23 novembre 2000	John D. McCAMUS , Professeur, Osgoode Hall Law School ☐ <i>The Common Law ☐ Where is it Written Down?</i>
25 janvier 2001	L'hon. Jean-Louis BAUDOIN , Cour d'appel du Québec ☐ <i>La fonction du jugement</i>
15 février 2001	Isabelle de LAMBERTERIE , Directrice du Centre d'études sur la coopération juridique internationale (CECOJI) affilié au CNRS ☐ <i>Lisibilité et illisibilité dans la société de l'information - Réflexions sur l'archivage et l'anonymisation</i>
22 mars 2001	France HOULE , Professeure, Faculté de droit, Université de Montréal ☐ <i>La lecture du blanc dans le droit ☐ l'interprétation du sens (?) ou de la portée (?) des règles de compétences</i>

CONFÉRENCES SCIENTIFIQUES 2000-2001

- 6 septembre 2000 **Christian BYK**, Magistrat et vice-président du Tribunal de Grande Instance de Bobigny ☐ *Les organismes génétiquement modifiés ☐ enjeux éthiques et juridiques - la position de l'Europe*
- 12 septembre 2000 **Juan Pablo LANDA ZAPIRAIN**, Directeur du département de droit de l'Université du pays Basque Espagnol à San Sebastian et professeur de droit du travail et de la sécurité sociale ☐ *Le système constitutionnel espagnol et le partage des compétences entre l'État et les Régions autonomes dans le domaine de la sécurité sociale*
- 10 octobre 2000 **Abdramane TOURÉ**, Professeur, Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université du Mali et Commissaire à la réforme administrative du Gouvernement du Mali ☐ *Défis démocratiques et création du droit au Mali ☐ Point d'une décennie 1990-2000*
- 4 décembre 2000 **Michel LESAGE**, Professeur, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) ☐ *L'évolution du fédéralisme en Russie (1990-2000)*
- 8 février 20001 **Walter STOFFEL**, Professeur, Faculté de droit, Université de Fribourg ☐ *L'autonomie des parties en droit international des sociétés*
- 14 février 2001 **José Antonio PERES GEDIEL**, Vice-doyen de la Faculté de droit, Université fédérale du Parana, Curitiba, Brésil ☐ *Un aperçu du droit privé brésilien ☐ du droit positif au droit prospectif*
- 21 février 2001 **Dominique BREILLAT**, Doyen de la Faculté de droit, Université de Poitiers ☐ *La France face à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*
- 29 mars 2001 **Jean DHOMMEAUX**, Professeur, Faculté de droit et de science politique, Université de Rennes ☐ *De l'Universalité du droit international des droits de l'homme*

c) Réunions des Premier mardi du mois

- 20 mars 20001 **Karim BENYEKHEF**
La cyberjustice
- 10 avril 2001 **Thérèse LEROUX**
La consultation du public quant à l'avenir des développements biotechnologiques ☐ le cas de la xénotransplantation

d) Séminaires *Théories et émergence du droit* (Resp. Andrée Lajoie)

Automne 2000

- 25 septembre 2000
(Université de Montréal) **Andrée LAJOIE, répondant** □ **Roderick MACDONALD**
L'intégration des valeurs minoritaires au droit et la gouvernance
- 30 octobre 2000
(Université de Montréal) **Marc RIOUX, répondant** □ **Thérèse LEROUX**
Positions de l'État québécois et éthique de la recherche sur l'humain □
portrait de la situation
- 27 novembre 2000
(Université McGill) **Jeanne d'ARC-VAILLANT, répondant** □ **Richard JANDA**
L'État et la citoyenneté
- 11 décembre 2000
(Université de Montréal) **Myriam SPIELVOGEL et Pierre NOREAU,**
répondant □ **Guy ROCHER**
Médiation familiale

Hiver 2001

- 22 janvier 2001
(Université de Montréal) **Michel COUTU et Guylaine VALLÉE,**
répondant □ **Yvan PERRIER**
La discrimination en emploi et les droits de la personne □ *le Tribunal des*
droits de la personne et les Tribunaux d'arbitrage
- 12 février 2001
(Université McGill) **Murielle PARADELLE, répondant** □ **Roderick MACDONALD**
Les Autochtones et la justice pénale
- 19 mars 2001
(Université de Montréal) **Ann SARIS, répondant** □ **Pierre NOREAU**
La réception de la norme religieuse par le juge civil français et québécois.
Étude du contentieux concernant le choix de la religion, l'éducation et la
pratique religieuse des mineurs
- 30 avril 2001
(Université McGill) **Pierre NOREAU, répondant** □ **Dan DOWNES**
Un moment de sociologie

5. Prix, distinctions et nominations obtenus par les chercheurs

BENYEKHLIF, Karim

Membre ☐

- Conseil d'administration de Médecin du Monde Canada;
- Commission de médiation et d'arbitrage du Centre de médiation et d'arbitrage de Paris, affilié à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

COUTU, Michel

Membre du Comité de gestion du Centre canadien d'études allemandes et européennes, Université de Montréal.

GENDREAU Ysolde

Professeure invitée ☐ Université de San Diego, juin-juillet 2000; Faculté de droit de l'Université de Nantes, avril et mai 2001.

Membre des comités de rédaction ☐ *Revue de droit de l'informatique et des télécoms* (Paris); *Revue de la propriété intellectuelle* (Paris); *Computer Recht International* (Cologne); *Propriétés intellectuelles* (Paris).

Membre ☐

- Comité de législation sur le droit d'auteur de l'Institut de la propriété intellectuelle du Canada;
- Comité exécutif de l'Association internationale *Association for the Advancement of Teaching and Research in Intellectual Property*;
- Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (jusqu'à novembre 2000);
- Coprésidente de la section de propriété intellectuelle de l'Association canadienne des professeurs de droit.

HOULE France

Vice présidente de l'Association canadienne des professeurs en droit (2001-2002); responsable des sections (2000-2001).

Liste d'honneur du doyen de la Faculté de droit (2000). Prix Minerve pour la meilleure thèse de doctorat (2000).

KNOPPERS Bartha Maria

Titulaire, dans le cadre du programme fédéral des chaires d'excellence, d'une chaire de recherche en droit et médecine portant sur «*Le droit et l'éthique dans le domaine de la génétique humaine*».

Docteur en droit *honoris causa*, Université de Waterloo.

Membre d'un groupe restreint de chercheurs de réputation mondiale reçu en audience privée par le pape Jean-Paul II à Rome, dans le cadre d'un colloque sur le génome humain à Naples en Italie.

Membre ☐

- Genome Advisory Board;
- Canadian Biotechnology Advisory Committee;
- International Genetic Epidemiology Society (Ethics, Law & Social Issues Committee).

LAJOIE André

Directeur de la Collection «*Le droit aussi*», Éditions Yvon Blais.

Membre du Conseil consultatif de la Commission du droit du Canada.

LEROUX Thérèse

Membre ☐

- Groupe d'experts sur l'avenir de la biotechnologie dans le secteur alimentaire, Société royale du Canada (2000);
- Jury du Prix Jacques Rousseau (interdisciplinarité), prix de la recherche scientifique de l'ACFAS (1999) (2000);
- Groupe de consultation publique sur la xénotransplantation, Santé Canada (2000-2001);
- Conseil consultatif en sciences et technologies, Environnement Canada (2000-2003);
- Comité de pilotage du Conseil de la science et de la technologie sur les OGM et l'alimentation humaine;
- Conseil national d'éthique en recherche chez l'humain (1996-);
- Comité aviseur d'éthique et d'intégrité scientifique du FRSQ (1997-).

MACKAAY Ejan

Titulaire par intérim de la Chaire Jean-Monnet en intégration européenne (janvier à septembre 2001). Professeur invité, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), Institut de droit comparé (octobre 2000).

MOLINARI Patrick A.

Président du comité de direction scientifique de l'Institut international de recherche en éthique biomédicale (IIREB).

Vice président et membre du Bureau de direction de la Société française et francophone d'éthique médicale (SFFEM).

Vice-président et membre du Bureau de direction de la Conférence internationale des facultés de droit ayant en commun l'usage du français (CIFDUF – Agence universaire de la francophonie), 1999-2002, 2^e mandat.

Membre

- Société Royale du Canada, Académie des lettres et des sciences humaines, pour son apport au développement du droit de la santé (2000);
- Comité exécutif et secrétaire du conseil d'administration du CHUM, 1999-2002, 2^e mandat;
- Comité des finances du conseil d'administration du CHUM;
- Comité de révision (médecins spécialistes), membre-avocat nommé par le gouvernement du Québec.

NOREAU Pierre

Membre

- Comité scientifique du Colloque *Minorité, société politique et droit*, colloque international prévu pour mai 2002.
- Comité d'évaluation du Programme Grands projets de recherche concertés du CRSH (1999 et 2000).

POULIN Daniel

Président du *Comité canadien de la référence* (Le Conseil Canadien de la magistrature a adopté le 8^e juin 1999 la norme de référence à la jurisprudence de ce comité).

ROCHER Guy

Médaille Sir John William Dawson accordée par la Société royale du Canada (1999).

Directeur des collections «Sociologie» et «L'homme dans la société» aux Éditions Hurtubise HMH.

Membre du Conseil d'évaluation des technologies de la santé du Québec.

TRUDEL Pierre

Président du Conseil consultatif Société Eresolution.

Membre

- Collège des examinateurs du programme des Chaires du Canada;
- Comité scientifique, Revue *UBIQUITÉ*, Namur, Belgique;
- Chaire UNESCO-ORBICOM en communications;
- Comité directeur du Réseau droit des entreprises culturelles AUPELF-UREF;
- Conseil d'administration de ALAI-Canada.

6. Prix, bourses et nominations obtenus par les étudiants chercheurs

GALLIÉ Martin

Bourse du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoises (CCIFQ), 1000\$ (mai 2001).

GENDREAU Caroline

Nommée assessseure au Tribunal des droits de la personne du Québec (1996-2001).

GOLA Romain

Agent de recherche auprès du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, France.

LABBÉ Éric

Bourse de doctorat du CRSHC, 17 700\$ au total (de mai 2001 à mai 2002).

Bourse de doctorat en recherche du FCAR, 15 333\$ au total (de septembre 2001 à décembre 2002).

PETIT Élodie

Bourse de maîtrise, Faculté de droit, Université de Montréal, 3000\$ (mai 2001).

Table des matières

Mot du directeur	1
SECTION 1 <input type="checkbox"/> APERÇU DU CENTRE	3
1. Historique.....	3
2. Activités	3
3. Conseil de direction du CRDP.....	4
4. Personnel scientifique du CRDP.....	5
a) Chercheurs	5
b) Chercheurs associés.....	6
c) Collaborateurs.....	6
d) Stagiaires postdoctoraux.....	7
e) Agents de recherche	7
f) Assistants de recherche	7
g) Étudiants-stagiaires sous la direction des chercheurs du CRDP.....	8
5. Personnel administratif.....	8
SECTION 2 <input type="checkbox"/> PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE DU CRDP	9
Axe 1 <input type="checkbox"/> Droit des technologies de la vie et de la santé	9
Axe 2 <input type="checkbox"/> Droit et technologies de l’information et des communications.....	19
Axe 3 <input type="checkbox"/> Théories du droit et du changement social.....	26
SECTION 3 <input type="checkbox"/> LE CRDP AU PLAN INTERNATIONAL	31
1. Participation à des réseaux internationaux	31
2. Rayonnement international	32
SECTION 4 <input type="checkbox"/> FINANCEMENT	34
SECTION 5 <input type="checkbox"/> RÉALISATIONS DU CRDP EN 2000-2001	35
1. Publications et réalisations.....	35
➤ Livres	35
➤ Chapitres de livres / Ouvrages collectifs / Actes de colloque.....	35
➤ Articles.....	36
➤ Rapports	39
➤ Autres.....	40
➤ À paraître	40
➤ Conférences	42
2. Recherches et publications diffusées sur internet	51
3. Thèses et mémoires d’étudiants dirigés par les chercheurs du CRDP	54
4. Animation scientifique	59
a) Colloques, séminaires, présentations spéciales	59
b) Conférences organisées conjointement par le CRDP et la Faculté de droit.....	59
c) Réunions des <i>Premier mardi du mois</i>	60
d) Séminaires <i>Théories et émergence du droit</i>	61
5. Prix, distinctions et nominations obtenus par les chercheurs	62
6. Prix, bourses et nominations obtenus par les étudiants chercheurs	63

ANNEXE

CRDP

**Subventions individuelles et d'équipe
obtenues en 2000-2001**

ANNEXE D : SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
OBTENUES EN 2000-2001

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
2000-2001 (versements)						
AVARD, Denise KNOPPERS, Bartha M.	HumGen Website	Glaxo Wellcome (35 567 \$ U.S.) Hoffman-La Roche	1999-2001 (2 ^e de 2 ans)	52 336 52 336	52 336 52 336	
BENYEKHLEF, Karim	Cybermédiation (Programme Grotius).	Chambre de commerce et industrie de Paris	2000-2001	4 000	4 000	
BENYEKHLEF, Karim TRUDEL, Pierre POULLET, Yves (CRID, Fac. Univ. Notre-Dame de la Paix, Namur) et équipe (CECOJI, CITA, CMAP, Global sign, ITM, CEDIB, E. Katsh, De Leval)	ECODIR – Study and Implementation of an Extra-judicial Body for the Settlement of Consumer Disputes in the Field of Electronic Commerce.	Commission des communautés européennes	2000-2002 (1 ^{ère} de 2 ans)	36 621 (27 978 EUR) (part C.R.D.P.)	36 621 (27 978 EUR) (part C.R.D.P.)	
COUTU, Michel ROCHER, Guy LEYDET, Dominique (UQAM)	La légitimité du droit : Weber – Stammler – Habermas.	C.R.S.H.C. (Subv. ordinaires)	2000-2003 (1 ^{ère} de 3 ans)	15 000	30 271	

ANNEXE D : SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
OBTENUES EN 2000-2001

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
FRÉMONT, Jacques TRUDEL, Pierre	Démocratie et médias (*).	Accord de contribution avec l'ACDI	1996-2001 (5e de 5 ans)			211 243 (* (par CRDP
FRÉMONT, Jacques et équipe (ICAJ et Faculté de droit, U. McGill)	China Senior Judges Training Project (**).	Accord de contribution avec l'ACDI	1998-2003 (3e de 5 ans)			212 30 (** (par CRDP
GENDREAU, Caroline NOREAU, Pierre	Préparation d'une communication portant sur "Les relations privées dans le contexte du divorce et le rapport au droit : une affaire de justice?" (4 oct. 2000 – Entretiens Jacques-Cartier).	Chambre des Notaires	2000-2001	1 000	1 000	
GENDREAU, Ysolde	Un code de droit d'auteur pour la zone de libre-échange des Amériques.	C.R.S.H.C. (Subv. ordinaires)	2000-2003 (1 ^{ère} de 3 ans)	20 000	63 616	
(*) Géré par COGESPRO – 2 millions.		(**) Géré par COGESPRO		1,8 million.		

ANNEXE D : SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
OBTENUES EN 2000-2001

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
KNOPPERS, Bartha M.	Réseau de médecine génétique appliquée.	Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ) (Subventions aux réseaux provinciaux thématiques)	2000-2004 (1 ^{ère} de 4 ans)	50 000	50 000	
KNOPPERS, Bartha M. DOUCET, Hubert LABERGE, Claude LEROUX, Thérèse LE BRIS, Sonia	Problématique juridique et éthique de la commercialisation du génome humain.	FCAR (équipes)	1998-2001 (3 ^e de 3 ans)	90 000	115 879	
KNOPPERS, Bartha M. CAUFIELD, Tim (U. of Alberta)	Commercialization of Genetic Research.	C.R.S.H.C.	1998-2001 (3 ^e de 3 ans)	7 632 (part CRDP)	7 632 (part CRDP)	
KNOPPERS, Bartha M. GLASS, Kathleen DOUCET, Hubert	Évaluation éthique de la recherche génomique.	Conseil de recherches médicales du Canada (C.R.M.)	1999-2001 (2 ^e de 3 ans)	48 308	53 676	
KNOPPERS, Bartha M.	Human Genetics and Social Policy Project (PGS).	Fondation Auxilium (don)	1997-2002 (4 ^e de 5 ans)	96 000	96 000	
KNOPPERS, Bartha M.	The Canadian Coalition on Cancer Surveillance.	Health Canada Cancer Bureau	2000-2001			33 70

ANNEXE D : SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
OBTENUES EN 2000-2001

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
KNOPPERS, Bartha M.	Subventions pour la création d'emplois à temps partiel sur le campus.	Université de Montréal (Programme études-travail – employeur)	2000-2001	1 250	1 250	
KNOPPERS, Bartha M.	Défi 00.	Développement des ressources humaines (Canada)	2000-2001	1 339	15 346	
KNOPPERS, Bartha M.	Étude comparative et mise à jour du document "La santé et le bien-être à l'ère de l'information génétique : enjeux individuels et sociaux à gérer"	Conseil de la Santé et du Bien-être	2000-2001	12 000	12 000	
KNOPPERS, Bartha M.	Projet Génétique et Société et projet GEDS.	Université de Montréal (Vice-rectorat à la recherche)	2000-2001	50 000	50 000	
KNOPPERS, Bartha M.	Présidente.	Industry Canada	2000-2001	1 714	1 714	
KNOPPERS, Bartha M.	Préparation de la demande EIRS-IREP.	Centre de recherche du CHUM (Hôpital Notre-Dame)	2000-2001	1 337	1 337	
KNOPPERS, Bartha M.	Démonstration. Carthagène. Phase 2.	F.R.S.Q. (Subvention réseaux prov. Thématiques. Réseau de médecine appliquée).	1999-2001 (2 ^e de 2 ans)	20 000	20 000	

ANNEXE D : SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
OBTENUES EN 2000-2001

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
KNOPPERS, Bartha M. GRIMAUD, Marie-Angèle	Institut international de recherche en éthique biomédicale (IREB)	Ministère des Relations Internationales (Qc)	2000-2001	5 000	5 000	
		Ministère de la recherche, de la Science et de la Technologie (Qc)		5 000	5 000	
KNOPPERS, Bartha M. TRUDEL, Pierre	Inventaire des lois ayant un impact sur la protection des renseignements personnels dans le secteur de la santé et des services sociaux.	Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS)	2000-2001	54 650	65 550	
KNOPPERS, Bartha M.	Chaire de recherche " L'éthique dans le domaine de la génétique".	Gouvernement du Canada (Chaires de recherche du Canada)	2000-2007 (1 ^{ère} de 7 ans)	200 000	200 000	
KNOPPERS, Bartha M. AVARD, Denise et équipe	Interdisciplinary Health Research International Team on Breast Cancer Susceptibility (INHERIT BRCA).)	Canadian Institutes of Health Research (Instituts de recherche en santé du Canada)	2000-2005 (1 ^{ère} de 6 ans)	178 425 (part CRDP)		
LABERGE, Claude	Journées génétiques (18-19 mai 2000 – Montréal).	Divers organismes et inscriptions au colloque	2000-2001	8 441	8 441	
LAJOIE, Andrée ROCHER, Guy	Théories et émergence du droit.	C.R.S.H.C. (Subvention ordinaire)	1999-2002 (2 ^e de 3 ans)	38 792	38 792	

ANNEXE D : SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
OBTENUES EN 2000-2001

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
LAJOIE, Andrée ROCHER, Guy NOREAU, Pierre JANDA, Richard (U. McGill) MACDONALD, Rod (U. McGill)	Théories et émergence du droit.	F.C.A.R. (Équipes)	2000-2003 (1 ^{ère} de 3 ans)	84 000	107 876	
LAJOIE, Andrée	Préparation d'une demande de subvention à Valorisation-Recherche Québec.	Université de Montréal (Vice-rectorat à la recherche)	2000-2001	5 000	5 000	
LEROUX, Thérèse KNOPPERS, Bartha M. SAINT-GERMAIN, Christian JOLY, Jean R. MOLINARI, Patrick A.	La prise en compte de la collectivité dans l'acceptabilité d'une percée technologique : le cas de la xénotransplantation.	C.R.S.H.C. (Subv. ordinaires)	2000-2003 (1 ^{ère} de 3 ans)	30 000	70 666	
LEROUX, Thérèse	Subventions pour la création d'emplois à temps partiel sur le campus.	Université de Montréal (Programme études-travail – employeur)	2000-2001	2 500	2 500	
LEROUX, Thérèse	Défi 00.	Développement des ressources humaines du Canada	2000-2001	1 339	22 686	

ANNEXE D : SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
OBTENUES EN 2000-2001

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
LEROUX, Thérèse	Les innovations biotechnologiques dans le secteur agro-alimentaire : mondialisation des marchés et harmonisation des normes.	C.R.S.H.C. (U. de Mtl – petites subventions)	2000-2001	5 000	5 740	
LEROUX, Thérèse	Mise à jour du projet : "Éléments de réflexion sur la surveillance du contrôle éthique de la recherche".	Conseil national d'éthique en recherche chez l'humain (CNERH)	2000-2001	2 500	2 500	
LEROUX, Thérèse	Soutien à l'emploi.	Ministère de l'Industrie et du Commerce (Programme soutien emploi stratégique)	2000-2001	1 750	1 750	
MACKAAY, Ejan et membres du C.R.D.P.	Subvention - infrastructure du C.R.D.P.	F.C.A.R. (Centres de recherche)	2000-2003 (1 ^{ère} de 3 ans)	155 000	291 604	
			2000-2001 (équip.)	19 423	19 423	
			CÉDAR (Université de Montréal)	2000-2001	635 515	698 920
NOREAU, Pierre	Médiation familiale et résolution de conflit : analyse des effets de contrainte.	FCAR (Établissement de nouveaux chercheurs)	1998-2001 (3 ^e de 3 ans)	6 235	6 235	

ANNEXE D : SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
OBTENUES EN 2000-2001

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
NOREAU, Pierre	Démographie et droit le droit comme expression du lien social.	Fondation du Barreau du Québec	1999-2001 (2 ^e de 2 ans)	48 850	48 850	
POULIN, Daniel BENYEKHF, Karim BRATLEY, Paul FRÉMONT, Jacques GENDREAU, Ysolde MACKAAY, Éjan TRUDEL, Pierre	Internet : droit, normativité et technologies.	FCAR (équipes)	1998-2001 (3 ^e de 3 ans)	66 152	175 055	
POULIN, Daniel JACQUOT, François (Université Nancy)	Comptoir électronique pour un marché global.	Fonds francophone des inforoutes (F.F.I.)	1999-2001 (2 ^e de 2 ans)			382 16 F.F 50 725\$C/
POULIN, Daniel	Publ. legis mater. Yukon & NWT- internet. Publ. legis mater. Nunavut- internet (AcjNet).	Ministère de la Justice (Canada)	2000-2001			17 00
POULIN, Daniel	LLC2000.	Commission du droit du Canada	2000-2001			16 20
POULIN, Daniel	Entretien du site Web du Ministère.	Ministère de la Justice (Canada)	2000-2001			120 45

ANNEXE D : SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
OBTENUES EN 2000-2001

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
POULIN, Daniel	Transfert du site Web du Ministère de la Justice.	Ministère de la Justice (Canada)	2000-2001			5 50
POULIN, Daniel	Publication du Cdrom des loi s du 31 août 2000.	Ministère de la Justice (Canada)	2000-2001			13 20
POULIN, Daniel	Create and Develop Website for Judicial Apointments Secretariat.	Office of the Commissioner for Federal Judicial	2000-2001			3 00
POULIN, Daniel	Realisation of the CANLII.	Federation of Law Societies of Canada	2000-2001			60 00
POULIN, Daniel	Realisation of the CANLII Demo.	Federation of Law Societies of Canada	2000-2001			364 00
POULIN, Daniel	Création site Internet auprès de l'O.E.A. – Montage de base – Site Internet – Produit final.	Ministère de la Justice (Canada) (Innovations, analyses & intégration)	2000-2001			25 00
POULIN, Daniel	O.E.A. site Web.	Ministère de la Justice (Canada) (Innovations, analyses & intégration)	2000-2001			20 00

ANNEXE D : SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
OBTENUES EN 2000-2001

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
POULIN, Daniel	Colloque "L'accès à l'information juridique au Québec : le présent et l'avenir" (Mtl – 29 novembre 2000).	Ministère de la Justice (Qc) Wilson & Lafleur	2000-2001	3 500 3 230	3 500 3 230	
POULIN, Daniel	Diffusion des décisions de la Cour fédérale.	Commissaire à la magistrature fédérale	2000-2001			18 00
POULIN, Daniel	Version SGML des jugements de la Cour suprême du Canada.	Carswell	2000-2001	3 500	3 500	
POULIN, Daniel	Calcul des statistiques Ministère de la Justice.	Corporate Communications & Creative Services Justice Canada	2000-2001			5 00
POULIN, Daniel	Travaux de préparation de normes documentaires.	Conseil Canadien de la Magistrature	2000-2001			15 00
POULIN, Daniel	Conférence "Commerce électronique", Carthage (Tunisie), 26-28 avril 2001.	Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation (INTIF)	2000-2001	150 000 F.F. 32 400\$CA	150 000 F.F. 32 400\$CA	

ANNEXE D : SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE
OBTENUES EN 2000-2001

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Noms et prénoms	Titre du projet de recherche	Organisme subventionnaire ou commanditaire	Année d'obtention	Subvention/ montant annuel		Contrat
				reçu	demandé	
ROCHER, Guy	Préparation d'une communication portant sur les "Sources et instruments de justice en droit privé".	Chambre des Notaires	2000-2001	2 500	2 500	
ROCHER, Guy VALLÉE, Guylaine COUTU, Michel	Mise en œuvre de la norme d'égalité en milieu de travail, droits de la personne et rapports collectifs de travail.	C.R.S.H.C. (Subv. ordinaire)	2000-2003 (1 ^{ère} de 3 ans)	7 000 (part CRDP)		
TRUDEL, Pierre	Assistance et expertise dans la mise en place des règles de fonctionnement du service courrier.qc.ca.	Ministre délégué à l'administration et à la fonction publique, président du Conseil du Trésor (Qc)	2000-2001			11 92
TRUDEL, Pierre POULIN, Daniel	Production d'un document hypertexte expliquant et illustrant le projet de loi 161, "Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information.	Ministre délégué à l'administration et à la fonction publique, président du Conseil du Trésor (Qc)	2000-2001			101 90

01.04.11